

ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 4 – 1^{er} septembre 2024





LISTE DES ADRESSES

Nous n'en avons pas fini avec l'anti-impérialisme des imbéciles	5
<u>Didier Epsztajn, Michel Lanson, Patrick Silberstein</u>	
<u>ADRESSE 30</u>	
Guerre de l'eau : une réponse démocratique	7
<u>Roman Krznic</u>	
<u>ADRESSE 31</u>	
Violences en colonialité : « Angola 1961. Gaza-Israël 2023 »	11
<u>Michel Cahen</u>	
<u>ADRESSE 32</u>	
Les groupes armés qui détiennent des otages doivent les libérer immédiatement	15
<u>Human Rights Watch</u>	
<u>ADRESSE 33</u>	
Des rapports venus de l'intérieur d'Israël	18
<u>Documents</u>	
<u>ADRESSE 34</u>	
S'opposer à tous les oppresseurs et à tous les impérialismes concurrents	19
<u>Entretien avec Leila Al-Shami</u>	
<u>ADRESSE 35</u>	
Gaza, l'opposition entre le droit et sa représentation	27
<u>Rateb Shabo</u>	
<u>ADRESSE 36</u>	
Un nouveau réseau international étudiant·es-travailleuse·s	29
<u>Déclaration</u>	
<u>ADRESSE 37</u>	
Faut-il tolérer l'impérialisme russe ?	33
<u>Entretien avec Christian Zeller</u>	

ADRESSE 38

Le féminisme : une révolution : pour la souveraineté populaire
et nos corps 41

Rencontre nationale de la Marche mondiale des femmes

ADRESSE 39

Les clés de la crise post-électorale au Venezuela 44

Entretien avec Luz Mely Reyes et Andrés Caleca

ADRESSE 40

Solidarité avec les revendications démocratiques
du peuple vénézuélien 55

Déclaration

ADRESSE 41

L'histoire des discriminations est liée à celle de
la revendication nationale 56

Déclaration de l'Union internationale romani

4

PARTI PRIS N° 1

ADRESSE 42

La météo du progrès social : résultats des élections
européennes 2024 63

Arthur Borriello & Pierre-Étienne Vandamme

ADRESSE 43

Solidifier, enraciner le Nouveau Front populaire 66

Maxime Combes

ADRESSE 44

Les exigences sociales doivent être entendues ! 69

CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, FSU, UNSA, Solidaires

ADRESSE 45

Tous contre l'extrême droite, comme un seul homme ! 70

Éliane Viennot et Joëlle Wiels

Nous n'en avons pas fini avec l'anti-impérialisme des imbéciles

Didier Epszajn, Michel Lanson, Patrick Silberstein

La formule de la militante syrienne Leïla Al-Shami, reprise par Pierre Madelin dans le n° 2 d'*Adresses* ne cesse de s'imposer à nous dans l'actualité mondiale¹ : « Nous n'en avons pas fini avec l'anti-impérialisme des imbéciles ! » Pas plus que nous en avons fini avec celles et ceux qui taisent, excusent souvent, certains crimes au nom de la lutte contre d'autres crimes et criminel·les.

Nous avons abordé dans les précédents numéros d'*Adresses*, certains aspects du droit international, la prévention du risque de génocide, les crimes de guerres, les crimes contre l'humanité. Il faudrait développer, encore et encore, sur les spatiocides, les domicides, les écocides, les scolasticides, sans oublier les crimes les plus répandus et les plus « banals » : les féminicides et les crimes contre les enfants. Ce numéro comporte des analyses de certains de ces crimes contre les êtres humains et leurs organisations sociales. Les possibles criminels de guerre, les plausibles criminels contre l'humanité, qu'ils soient responsables d'États ou de bandes armées, doivent être jugés dans le respect du droit, dans des procédures contradictoire et publique.

Des soldats israéliens sont soupçonnés de torture et de viols contre des prisonniers palestiniens. L'extrême droite israélienne, des ministres – avec la complicité tacite du Premier ministre – proclament que ces soldats sont des héros. Voilà qui en dit long sur les effets de la colonisation sur les colonisateurs, sur la nature du pouvoir israélien.

L'usage et la justification d'actions criminelles ne sont pas seulement contraire au droit, elles détruisent notre part commune

d'humanité, elles pèsent sur les luttes émancipatrices et les futurs possibles.

La fermeture des frontières, la construction de murs (en violation du droit international) pour empêcher les êtres humains de circuler entraînent chaque année des milliers de mort·es. Dans l'histoire du 20^e siècle, la fermeture de certaines frontières et le refus d'accepter les exilé·es fut aussi le prélude à des massacres de masses, des génocides.

Il ne faut pas oublier le sinistre Mur de Berlin érigé pour empêcher la population de la RDA de fuir la dictature stalinienne que certain·es considèrent encore comme « socialiste ».

Les choix démocratiques, les souverainetés des communautés, dans le respect des autres groupes humains, les possibles émancipateurs impliquent des luttes résolues contre les exclusions, les inégalités, les stigmatisations, les haines des autres.

Certaines pratiques aujourd'hui éclairent d'une lumière rayonnante les possibles. Dans cette livraison, nous avons choisi d'aborder la question de l'eau. Nécessaire à toute vie, c'est un bien commun qui suppose donc une gestion commune. Nous pouvons pour ce faire regarder du côté de Valencia (État espagnol).

Loin des représentations déformées des médias, des espaces de solidarité sont en construction, parfois peu visibles, quelques fois davantage. Il convient d'en faire la publicité : un réseau international étudiant-es-travailleur·euses, La Via Campesina, la Marche mondiale des femmes, les soutiens aux réfugié·es et aux migrant·es et des milliers d'autres pratiques qui préfigurent aujourd'hui un autre avenir...

Qu'est-ce qu'une paix juste et durable ? Une chose est sûre cela ne peut être quelques arrangements secrets imposés par

1. Pierre Madelin, « Des pensées décoloniales à l'épreuve de la guerre en Ukraine », *Adresses*, n° 2, 1^{er} mai 2024.

un impérialisme envahisseur, un colonisateur violant les droits des êtres humains ou un voisin étatique dominant.

Juste et durable, implique de ne pas détourner les yeux des questions nationales: en Palestine, au Kurdistan, au Sahara occidental, en Kanaky, à Mayotte...

Le cadre de la revue a été expliqué dans le numéro 0

Comment élargir à d'autres sujets? À l'occasion des élections au Parlement européen et à l'Assemblée nationale de l'État français, nous proposons un cahier, un «Parti pris». Des prises de position engagées mais non polémiques.

D'autres «Parti pris» pourront être envisagés, en numéros spéciaux séparés et toujours téléchargeables gratuitement. Cela permettrait de regrouper des textes sur un thème, un pays, etc. Éventuellement plus ouvert aux contradictions, aux discussions mais sans insultes ni délirantes fantaisies, faut-il toujours le préciser? N'hésitez pas à faire des suggestions.

Le refus du campisme – l'ennemi de mon ennemi rebaptisé ami –, le refus d'opposer

certaines luttes à d'autres ou de taire certaines contradictions – pour ne pas «désespérer Billancourt», comme il se disait hier –, le refus de la multipolarité positive cache-sexe des régimes «autoritaires» sont au cœur d'Adresses (Syrie, invasion russe en Ukraine, place réelle des Brics, mollaharchie iranienne, suprémacisme hindou, néolibéralisme et impérialisme, colonialisme français, etc.). Des positionnements réactionnaires de nature purement pavlovienne circulent aujourd'hui à propos des élections au Venezuela.

Avant de discuter du rejet des candidatures par un pouvoir en place (comment ne pas penser à la Russie, à l'Iran, sans oublier les pays où les oppositions sont interdites), des fraudes électorales, de la contestation des résultats, des proclamations antidémocratiques comme celles de Donald Trump aux États-Unis, nous tenons à rappeler que nous avons applaudi lorsque le Front sandiniste de libération nationale, au Nicaragua, a reconnu sa défaite électorale en février 1990.

Une leçon foulée aujourd'hui aux pieds par ce même Daniel Ortega et par bien d'autres, toujours plus accrochés au pouvoir qu'aux vertus vitales de la démocratie.

Pour nous écrire:

Adresses.la.revue@gmail.com

SYLLEPSE

Directeur de publication: Michel Lanson

ISSN: 3038-9798

Téléchargement sur [Entre les lignes entre les mots](#) et www.syllepse.net

Éditions Syllepse, 69 rue des Rigoles, 75020 Paris

Images: collections particulières et DR. Page 19: «Véhicules blindés russes en Syrie» (Tass). Merci à François Preneau pour la photo page 59.

Guerre de l'eau : une réponse démocratique

Roman Krznic

L'eau, en France, devient une question écologique, économique, politique donc démocratique.

Ces derniers mois, elle fait la une des titres de la presse régionale. Inondation dans le Pas-de-Calais. Sécheresse extrême dans le Pyrénées-Orientales. Algues vertes dues aux eaux chargées de nitrates en Bretagne. Villages inondés après des orages comme jamais vus en Bourgogne.

Mais les gestionnaires de l'eau sont souvent plus discrets. Par exemple, en 2023, dans la vallée du Cher, un affluent de la Loire, la ville de Montluçon a failli être en pénurie d'eau potable. Un plan de distribution de bouteilles était prévu. Le niveau du Cher était si bas qu'on a dû y déverser les eaux de la station d'épuration. Plus en aval, à Vierzon, il ne restait plus que dix centimètres de sécurité sous la pompe de la ville.

Des conflits surgissent, des scandales éclatent. Les eaux du groupe Neslé (Vittel, Contrex, Perrier...) étaient traitées illégalement contre les bactéries, comme de vulgaires eaux du robinet. À Volvic, des habitants manifestent contre l'assèchement des cours d'eau dû au pompage d'eau minérale (2,5 milliards de litres par an). Le 7 août 2024, des agriculteurs manifestent à Mont-de-Marsan au cri de « L'eau c'est la vie », à la suite de la décision du tribunal administratif de Pau de réduire de 25 % les prélèvements pour irrigation dans le bassin de l'Adour.

En effet, si « l'eau c'est la vie », c'est un bien commun et le problème de sa gestion, voire de son accaparement par certains devient une question politique et démocratique.

C'est dans ce contexte surgit la question des mégabassines. En France, l'agriculture consomme 53 % de l'eau devant l'eau potable (26 %), le refroidissement des centrales électriques (12 %), l'industrie (5 %). Seules 6,8 % des surfaces agricoles sont irriguées, surtout pour le maïs, qui pourtant n'est pas très gourmand en eau, mais son origine

tropicale en exige en plein été au moment où il pleut le moins, d'où l'irrigation. Pour mémoire le maïs est avant tout destiné à l'élevage et de plus en plus aux agrocarburants.

Jusqu'à ces dernières années, l'irrigation se pratiquait surtout l'été par pompage dans les nappes phréatiques. Elle est strictement réglementée et gérée par les six agences de l'eau correspondant aux bassins hydrographiques. Ce sont des établissements publics de l'État, avec des conseils d'administration où siègent le préfet de région, des fonctionnaires, des élus locaux, des représentants des agents économiques (agriculteurs, industriels...) et non-économiques (associations pour l'environnement).

En cas d'été très sec, l'irrigation n'est pas prioritaire, sauf pour les légumes, pépinières, arbres fruitiers et porte-semences, alors le préfet l'interdit par arrêté. Les bassines constituent la réponse et le contournement de cette réglementation. Ce sont de vastes trous dans le sol recouverts de bâches en plastique alimentés par pompage, l'hiver, dans les nappes phréatiques. Aussi sont-elles nommées « réserves de substitution ». L'exploitant agricole peut irriguer l'été grâce à sa bassine sans craindre une interdiction préfectorale.

Outre le problème de l'évaporation (environ 10 % du volume), il s'agit d'un prélèvement de la ressource dont on mesure mal les conséquences à long terme, alors que les retenues collinaires où les lacs artificiels n'affectent que les eaux de surface.

On parle de mégabassines à cause de leur gigantisme. Celle de Sainte-Soline couvre 10 ha pour 620 000 m³ soit environ 250 piscines olympiques. Or certains projets envisagent jusqu'à 20 ha.

L'opposition aux mégabassines a commencé dans le Marais poitevin, la plus vaste zone humide de France. Des photos aériennes permettent de comprendre comment cette grappe de mégabassines, en amont, constitue autant d'éponges artificielles qui l'assèchent.

Pour organiser la résistance, des militants écologistes, des groupes politiques, un syndicat agricole (Confédération paysanne) se sont regroupés dans deux collectifs : Bassines non merci et Les soulèvements de la Terre.

En 2023, à Sainte-Soline, le rassemblement populaire organisé contre une mégabassine fut réprimé par un dispositif policier rarement égalé : quads, hélicoptères... Des blessés très graves furent à déplorer.

En 2024, à Melle, fut établi pendant une semaine le Village de l'eau regroupant jusqu'à 13 000 personnes, avec comme point d'orgue une manifestation à La Rochelle et à La Palice, grand port céréalier de cette région. Un déploiement policier démesuré (3 000 gendarmes) contrôla systématiquement les identités, les sacs, les coffres de voitures, cherchant à intimider les participants. Le ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin, les a qualifiés de dangereux écoterroristes. En 2023, il avait tenté en vain de dissoudre Les soulèvements de la Terre¹. Son prédécesseur, Christophe Castaner, avait créé la cellule Demeter, un groupement de la gendarmerie, qui par convention collabore avec FNSEA (principal syndicat agricole) pour surveiller les atteintes supposées envers le monde agricole.

La collusion entre Macron et le lobby agro-industriel s'incarne dans la dernière loi agricole qui favorise l'extension des mégabassines. Aussi, la mesure proposée par le programme du Nouveau Front populaire² d'un moratoire sur les mégabassines constitue-t-elle un premier pas pour enrayer le processus.

Tout mettre à plat, faire prendre conscience aux citoyen·nes de l'enjeu de l'eau, en faire leur affaire s'impose. Les réunions d'information organisées par Bassine non merci dans les villages où existent des projets de bassine vont dans ce sens.

L'article de Roman Krznaric, « Guerre de l'eau : une réponse démocratique » élargit l'exemple de l'Espagne à d'autres pays. La guerre de l'eau menace partout. Les citoyen·nes à tous les échelons doivent se mobiliser. C'est l'affaire de tous.

Claude Deleville³

« Comment allons-nous résoudre les guerres de l'eau dans le monde ? Un ancien tribunal de Valencia apporte une réponse. »

Tous les jeudis à midi, devant la porte ouest de la cathédrale de Valencia [capitale de la Communauté valencienne], neuf personnages vêtus de noir - l'un d'eux portant un couvre-chef et un bâton de cérémonie - se rassemblent pour leur réunion hebdomadaire, comme ils le font depuis des centaines d'années. Il s'agit du Tribunal des Aigües, un tribunal des eaux qui pourrait être la plus ancienne institution judiciaire d'Europe.

Il peut sembler être une relique du passé, mais en fait, au milieu d'une crise mondiale de l'eau, le tribunal est plus pertinent que jamais. Nous sommes une civilisation qui risque de commettre un aquacide. En raison des sécheresses causées par le changement climatique, de l'expansion de l'agriculture industrielle et de l'urbanisation croissante, une personne sur quatre sera touchée par la pénurie d'eau au cours des prochaines décennies, et des villes comme Los Angeles, Le Caire, Melbourne et São Paulo seront confrontées à de graves pénuries. Les conflits liés à l'eau se multiplient, tant à l'intérieur des pays qu'entre eux - « nous nous battons » de plus en plus pour l'eau plutôt que pour le pétrole et la terre. En outre, dans des pays comme le Royaume-Uni, les compagnies privées de distribution d'eau font grimper les prix et siphonnent les superprofits tout en déversant les eaux usées dans les rivières.

Pourtant, il y a de l'espoir dans ce vieux rituel espagnol. Chaque membre du Tribunal des eaux est un représentant de l'un des canaux d'irrigation locaux qui fournissent de l'eau au riche arrière-pays agricole de la ville. Il a été élu démocratiquement par les agriculteurs. Le tribunal veille à ce que les eaux rares soient partagées équitablement et tient des audiences publiques au cours desquelles les agriculteurs qui ont prélevé plus que leur allocation convenue, ou qui n'ont pas pris soin de leur canal, peuvent se voir infliger une amende.

Le tribunal figure parmi les exemples les plus remarquables d'autogestion démocratique des ressources dans le monde, bien que ses origines soient entourées de

1. Le Conseil d'État avait annulé la décision.

2. Pour télécharger le programme, cliquer ici sur [Nouveau Front populaire](#).

3. Claude Deleville est membre du Réseau Bastille.

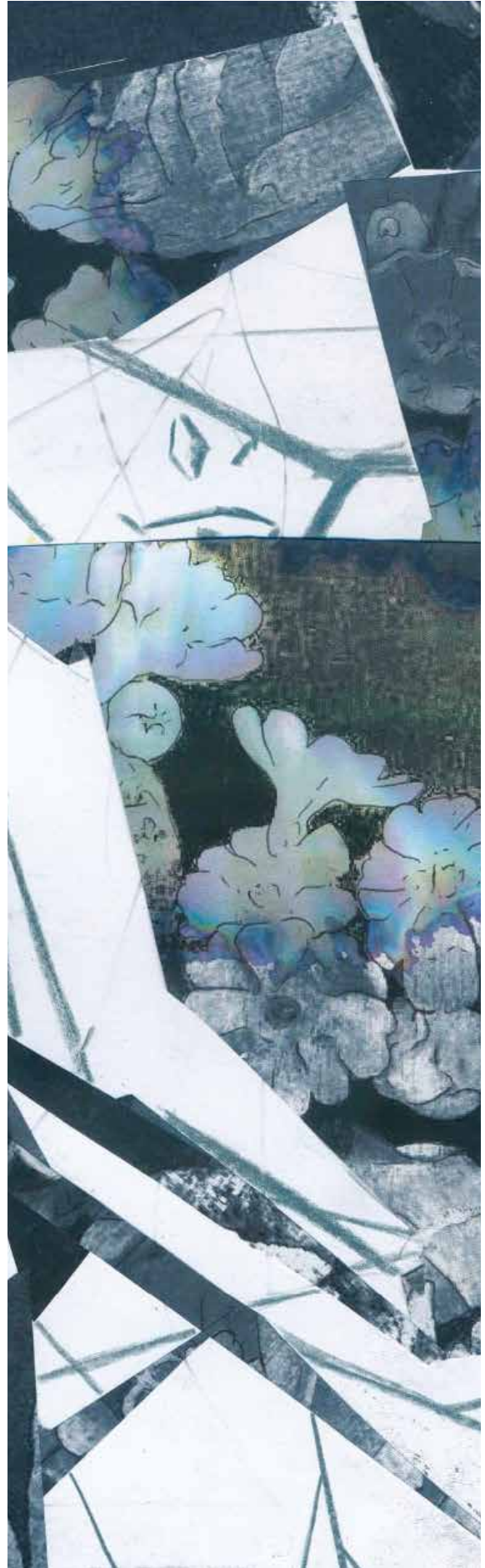
mystère. Comme me l'a expliqué l'un de ses membres lors d'une visite récente, il pourrait trouver son origine dans les systèmes sophistiqués de gestion de l'eau qui sont apparus à Valencia après la conquête musulmane de l'Espagne au 8^e siècle, lorsque les agriculteurs ont creusé des canaux d'irrigation pour cultiver des olives, des noix, des aubergines et des fruits. Lorsque la région a été reconquise par les armées chrétiennes [sous le règne de Jacques I^{er} d'Aragon] en 1238, ont été néanmoins adoptées les règles existantes pour régler les conflits liés à l'eau. Au 15^e siècle, les réunions régulières devant la porte des Apôtres de la cathédrale sont solidement établies.

Bien entendu, le système n'est pas parfait. Le tribunal est soutenu par des gardes qui veillent à ce que personne ne vole l'eau de ses voisins. Et lorsque j'ai demandé au gardien pourquoi les membres du tribunal étaient tous des hommes âgés – dont certains avaient du mal à monter les escaliers de la cathédrale – il m'a répondu, un peu sur la défensive, que ces agriculteurs de toujours étaient de grands dépositaires du savoir et que la première femme avait été élue en 2011.

La longévité même du Tribunal des eaux est pourtant un signe de son succès. Chaque fois que vous croquez dans une orange Valencia juteuse, rappelez-vous que vous êtes le bénéficiaire de 1 000 ans de gouvernance collective de l'eau.

Le tribunal a particulièrement intéressé Elinor Ostrom⁴, lauréate du prix Nobel d'économie en 2009, qui l'a considéré comme un exemple idéal de «biens communs», où des collectivités dans le monde entier ont élaboré des règles pour partager et gérer durablement leurs ressources limitées, qu'il s'agisse de cours d'eau, de ressources halieutiques ou de forêts. Il s'agit d'un contre-pied direct à l'idée erronée de la «tragédie des biens communs»: la croyance selon laquelle, livrés à nous-mêmes, les intérêts personnels nous pousseront nécessairement à sur-utiliser les ressources partagées. Des exemples comme celui de Valencia, ainsi que les conseils de

4. Voir sur la contribution Elinor Ostrom l'analyse pédagogique et critique de Jean-Marie Harribey, «Le bien commun est une construction sociale. Apports et limites d'Elinor Ostrom», *L'Économie politique*, n° 49, 2011.



l'eau (Unie van Waterschappen) aux Pays-Bas qui gèrent les canaux et le système *subak* de Bali, qui a fonctionné pour partager l'eau entre les riziculteurs pendant le dernier millénaire⁵, révèlent qu'il s'agit d'un mythe.

Quelles sont donc les leçons à tirer aujourd'hui? Le gouvernement travailliste de Keir Starmer affirme qu'il ne nationalisera pas les compagnies des eaux défaillantes, mais qu'il se contentera de les soumettre à des «mesures spéciales⁶». Pourtant, pourquoi ne pas envisager des solutions plus innovantes, comme la gestion communautaire de l'eau à la manière de Valencia, ou, à tout le moins, l'attribution aux acteurs locaux d'un siège au conseil d'administration de la compagnie?

Il s'agit d'un modèle qui peut également être mis en œuvre à plus grande échelle. Prenons l'exemple de la Commission internationale pour la protection du Danube (ICPDR), qui gère, pour 81 millions de personnes dans 19 pays, les eaux du bassin du Danube, qui s'écoule de la Forêt-Noire à la mer Noire. Tout en jouant un rôle utile en réunissant des fonctionnaires, des scientifiques et des organisations de la société civile pour lutter contre la pollution et les inondations, l'ICPDR pourrait être dotée d'une véritable conception démocratique des biens communs en intégrant une assemblée régionale de citoyens qui lui demanderait de rendre des comptes.

Le tribunal de l'eau de Valencia pourrait même servir de leçon aux pays souffrant de sécheresse du Moyen-Orient. Il y a plus de dix ans, Abdelrahman Al Tamimi⁷, éminent hydrologue palestinien, avait suggéré que ces pays «importent et adaptent le modèle du Tribunal des eaux... non seulement pour résoudre les conflits entre agriculteurs, mais aussi pour réduire les tensions entre Israéliens, Palestiniens et Jordaniens». Selon lui, sans de tels mécanismes, il y a peu de chances de développer la confiance et le

dialogue au niveau local pour gérer efficacement la pénurie d'eau: «Nous pouvons nous battre pour l'eau ou coopérer, cela dépend de nous. La première étape consiste à se faire confiance.» Le conflit actuel n'a fait que renforcer la nécessité d'une collaboration à long terme dans le domaine de l'eau.

Notre planète bleue est peut-être recouverte à 71 % d'eau, mais le qualificatif est trompeur: sur 10 000 gouttes d'eau sur Terre, moins d'une est de l'eau douce accessible que l'on trouve dans les rivières et les lacs. L'histoire vivante du Tribunal des eaux peut offrir l'espoir dont nous avons besoin pour une justice mondiale de l'eau, afin de répartir équitablement et de préserver cette ressource si précieuse qui est un trésor commun à tous

Roman Krznaric est, entre autres, l'auteur de *History for Tomorrow: Inspiration from the Past for the Future*, Londres, Ebury Publishing, 2024.

Publié dans *The Guardian*, 26 juillet 2024.
Traduction: rédaction de *A l'Encontre*. Publié sur *A l'Encontre*, <https://alencontre.org/ecologie/environnement-debat-comment-allons-nous-resoudre-les-guerres-de-leau-dans-le-monde-un-ancien-tribunal-de-valencia-apporte-une-reponse.html>.

5. NdT. Voir J. Stephen Lansing, *Perfect Order: Recognizing Complexity in Bali*, Princeton, Princeton University Press, 2006.

6. Selon le *Guardian* du 11 juillet 2024, la Water Services Regulation Authority indique que Thames Water, la plus grande compagnie d'eau britannique, «fera l'objet d'une surveillance accrue dans la perspective d'une restructuration ou d'une renationalisation temporaire».

7. NdT. Enseignant à l'université palestinienne Al-Qods.

Violences en colonialité : « Angola 1961. Gaza-Israël 2023 »

Michel Cahen

« Le colon oublie très vite qu'il est colon : tout d'abord, il justifie sa conquête en disant qu'auparavant la terre était un désert, que c'est lui qui l'a "fait fleurir", que c'est lui qui a construit ce pays. Le colonisé, lui, n'oublie jamais. Il sait que cette terre auparavant était à lui. »

Le 15 mars 1961, les guérilleros du Front national de libération de l'Angola pénétrèrent le territoire par sa frontière congolaise. Partout où ils parurent, se produisit un soulèvement de la population africaine contre les colons portugais. Perpétrés par les guérilleros ou par la population soulevée, les massacres de Blancs, métis et parfois aussi d'Africains à leur service furent épouvantables, n'épargnant ni les vieillards, ni les femmes, ni les enfants, tranchés à la machette ou découpés entre deux planches dans les scieries des colons. Le dictateur portugais cria au terrorisme, à la lutte pour la défense de la civilisation et envoya l'armée. La guerre dura quatorze ans.

Le terrorisme du FNLA signifiait-il qu'il n'était pas une organisation de résistance anticoloniale ? En tout cas, il fut reconnu par l'Organisation de l'unité africaine à la demande du FLN algérien conseillé par Frantz Fanon. Il était aussi soutenu par les États-Unis, alors soucieux de développer un anticolonialisme sans sympathie pour l'URSS. Le FNLA fut admis par toute la communauté internationale comme l'une des organisations légitimes pour représenter le peuple angolais et participa aux négociations aboutissant aux accords d'Alvor (Portugal, 15 janvier 1975).

Son terrorisme de 1961 resta-t-il sans conséquence dans la suite de son histoire ?

Non, bien sûr : le FNLA demeura une organisation au fonctionnement totalitaire, largement tribaliste bakongo, étroitement contrôlé par le dictateur Mobutu (Zaire) et par la CIA, puis s'allia à l'Afrique du Sud de l'apartheid pour empêcher l'arrivée au pouvoir à Luanda du Mouvement populaire de libération de l'Angola (un mouvement moderniste, largement créole et urbain) soutenu par les Cubains. Mais le terrorisme du FNLA en 1961 n'en modifia pas sa nature de mouvement de libération anticolonial, doté au départ d'une puissante base sociale paysanne. On peut être un mouvement terroriste et un mouvement de résistance, même si le premier provoque la dégénérescence du second.

Le FLN algérien avait commencé sa lutte armée le 1^{er} octobre 1954 en assassinant des instituteurs français, puis tua des milliers de militants du MTLA (un autre mouvement anticolonial bien plus à gauche, mais qui n'avait pas pris l'initiative de la guerre de libération) et n'hésita pas à placer des bombes dans les cafés fréquentés par les civils français à Alger. Analyserait-on, avec le recul historique, le FLN comme un mouvement globalement terroriste, et donc pas comme un mouvement de résistance ? Pourtant, ses actes fondateurs et son comportement dès les premières années de la lutte expliquent la nature dictatoriale de l'État qu'il construisit après la décolonisation.

Sur le terrain, il n'est pas facile de lutter contre le colonialisme sans toucher à un cheveu des colons. C'est pourtant ce que fit, de l'autre côté de l'Afrique, le Front de libération du Mozambique (Frelimo), ayant dès le départ très clairement formulé la question : « Qui est l'ennemi ? » y répondant par : « L'ennemi est le système colonial, pas les colons pris individuellement ». De 1964 (début de la lutte armée) à 1974 (révolution des Œillets

permettant le cessez-le feu et la décolonisation), le Frelimo ne tua pas un seul colon blanc, tandis que l'armée portugaise ne fit jamais de prisonniers et perpétra des massacres sans nom.

Il ne fait aucun doute que le Hamas est le produit de la dégénérescence du mouvement national de résistance du peuple palestinien; il n'est que le miroir du Fatah qui tient l'Autorité palestinienne et y exerce un pouvoir pétainiste de collaboration avec l'occupant. Mais le Hamas n'est pas Al-Qaida ou ledit «État islamique» qui ont pu avoir de grands succès temporaires, mais sont des réseaux et appareils terroristes non dotés d'une base sociale pérenne. Aujourd'hui les bombes israéliennes peuvent tuer 10 000 combattants du Hamas (et encore bien plus de civil·e·s), mais 50 000 adolescents palestiniens rejoindront ses rangs si aucune solution politique digne n'est trouvée. Et c'est aussi avec le Hamas qu'il faudra négocier une solution politique.

Expliquer n'est pas justifier, mais est indispensable. Comment les militaires du Hamas ont-ils pu perpétrer les massacres du 7 octobre, des massacres «de contact» à la différence des massacres «à distance» des bombes israéliennes? Ils ont pu le faire par le classique phénomène de déshumanisation de l'adversaire à la base de tous les génocides. Pour les militaires du Hamas, les Israélien·ne·s tué·es ou kidnapé·e·s étaient des colons et fils de colon.

Le colon oublie très vite qu'il est colon: tout d'abord, il justifie sa conquête en disant qu'auparavant la terre était un désert, que c'est lui qui l'a «fait fleurir», que c'est lui qui a construit ce pays. Certes, il a occupé des «maisons vides» dont les occupants «étaient partis» (cela ne vous rappelle rien?). Deuxièmement, les générations suivantes, sauf dans les colonies illégales de Cisjordanie, ne se sentent plus du tout coloniales car entre temps la colonie est devenue un État-nation. Sous l'apartheid, des Blancs de Johannesburg ou de Pretoria paisiblement installés aux terrasses des cafés n'avaient *absolument aucune idée* de ce qui se passait à 30 km de là, à Soweto par exemple.

Le colonisé, lui, n'oublie jamais. Il sait que cette terre auparavant était à lui. Les jeunes raveurs massacrés ou kidnappés du 7 octobre n'avaient aucune idée de la situation à

quelques kilomètres de là, de l'autre côté de la grille, mais pour les militaires du Hamas, ils étaient les colons. Les guérilleros du FNLA en 1961 exprimaient la haine du colon qui, lors du boom caféier des années 1930-1950, les avait expropriés de leurs terres coutumières au prétexte de les mettre en valeur.

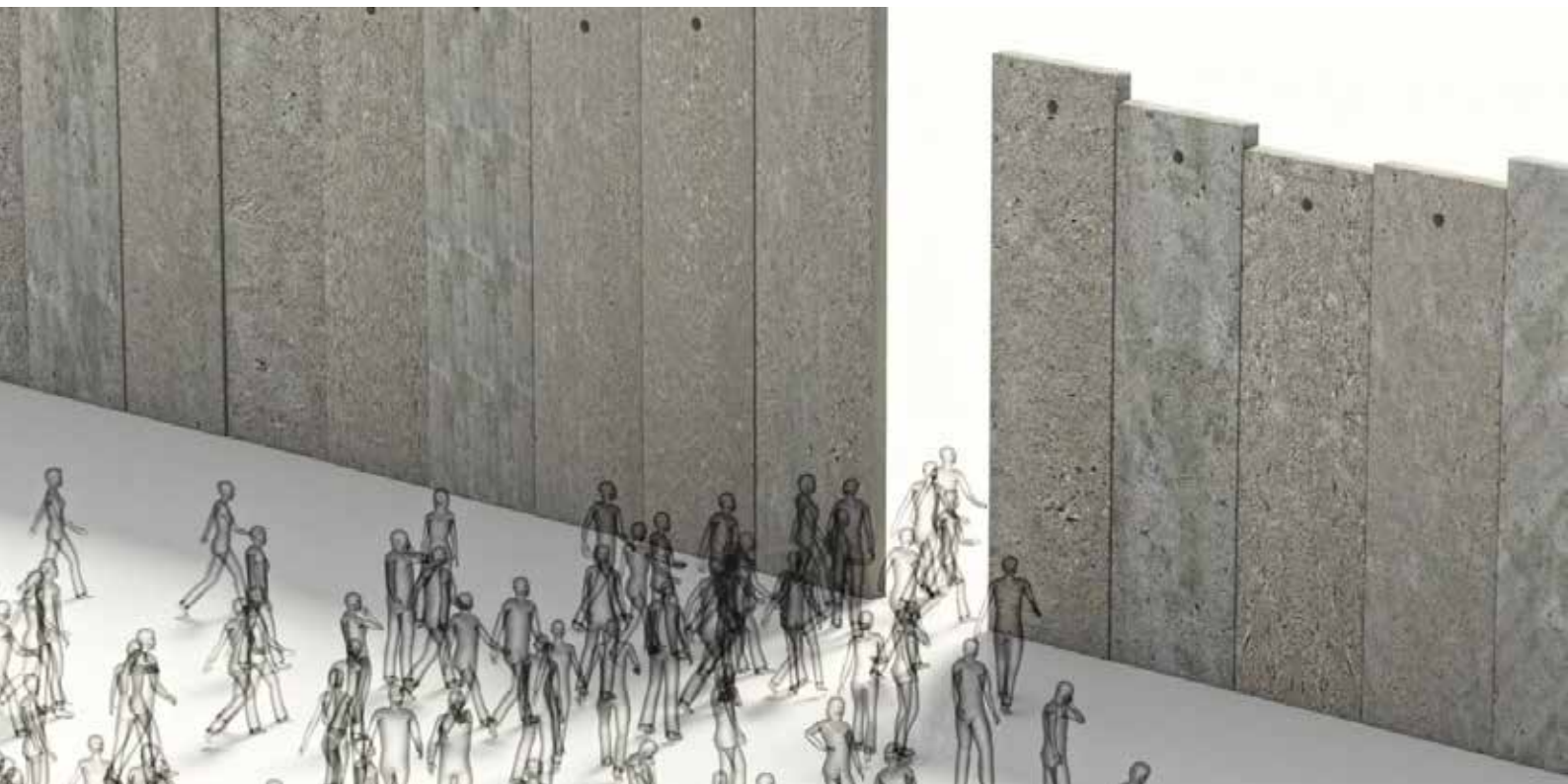
Dans les discussions entre militants de gauche ces derniers temps, il y a donc à mon avis deux confusions: le fait d'être terroriste empêcherait une organisation d'être un mouvement de libération nationale; le fait qu'une colonie soit devenue un État-nation signifierait qu'elle n'est plus une colonie. Or dans l'histoire, de nombreuses colonies sont devenues des États-nations sans perdre pour autant leur colonialité: la totalité des États américains sont dans ce cas par exemple, ou encore l'Australie. Dans ces pays, les indigènes/autochtones/premières nations (selon leurs auto-désignations locales) continuent à mener des luttes anticoloniales. Les Palestiniens continuent leur résistance anticoloniale, y compris armée, sous des formes en tout premier lieu provoquées par l'État ethno-colonial israélien. Cela signifie-t-il que les anti-impérialistes européens doivent toujours se dire antisionistes?

J'aimerais répondre par l'affirmative et je comprends que certain·e·s le fassent. Mais il faut contextualiser. En 1947-1948, être antisioniste signifiait être contre la création même de l'État d'Israël en terre de Palestine. En raison du génocide des Juifs d'Europe centrale et de la disparition du Bund (le parti socialiste juif de Pologne et Lituanie), laïc et antisioniste, le mouvement sioniste réussit à gagner suffisamment d'implantation dans les populations juives pour que l'Europe décide de faire payer aux pays arabes un problème européen. Une très petite minorité de gens, à gauche, s'opposèrent alors à la création du nouvel État ethno-colonial (comme les trotskistes dénonçant «ce nouveau malheur pour la communauté juive mondiale»). Mais il y a des colonisations qui réussissent (une fois encore, citons la totalité des États d'Amérique). Aujourd'hui, il y a un peuple israélien, il y a une nation israélienne et le malheur palestinien ne peut être réparé par la destruction de la nouvelle nation, même si elle est parfaitement coloniale. L'antisionisme aujourd'hui ne peut donc plus être synonyme d'une volonté de destruction de cette nation

coloniale. En revanche, il peut et doit signifier la dénonciation de la poursuite de la colonisation, incessante, harassante, absolument odieuse, en Cisjordanie et la dénonciation de l'enfermement des Gazaouis dans ce qu'ils appellent eux-mêmes la «cage».

Le problème est que, sous cette appellation antisioniste fondamentalement juste, se positionnent d'authentiques antisémites pour qui l'antisionisme est synonyme de «mettre les Juifs à la mer». C'est ce que le chercheur marxiste libanais Gilbert Achcar a appelé l'«antisionisme des imbéciles», allusion à l'«anticapitalisme des imbéciles» de certains anarchistes antisémites d'avant 1914 (les Juifs sont les banquiers, donc mort aux Juifs). Le problème est que cet antisionisme des imbéciles, conjoncturel puisque fondamentalement provoqué par la politique de l'État colonial israélien, s'est de plus en plus fondu avec l'antisémitisme traditionnel européen, qui remonte au Moyen Âge - cela est très net au sein de nombreux courants islamistes, y compris le Hamas qui veut construire un État islamiste dans toute l'aire de l'ancienne Palestine et par conséquent «chasser les Juifs». Pour toutes ces raisons, il me semble plus opératoire de se revendiquer simplement de l'anticolonialisme, plus difficilement confondu avec l'antisémitisme.

En attendant, le plus grand producteur d'antisémitisme reste naturellement l'État ethno-colonial israélien. Tous les professeurs dans les banlieues urbaines françaises, tous les militants associatifs des mêmes aires, savent combien il est difficile aujourd'hui de mobiliser contre l'antisémitisme quand, de toute évidence, il y a un gigantesque «deux poids, deux mesures». Même quand des journalistes relatent les libérations d'otages, il y a encore ce déséquilibre: en effet, ils se réjouissent de la libération conjointe des «otages israéliens et des prisonniers palestiniens». Mais quand, sans même parler des exécutions extra-judiciaires qu'il pratique de manière permanente, l'État israélien arrête en Cisjordanie des Palestiniens, y compris mineurs, sans inculpation, sans procès, pour des durées indéterminées, de quoi s'agit-il? Il s'agit d'otages qui servent à Israël d'instrument de pression permanente sur les familles des détenus. Quant aux prisonniers en bonne et due forme, ont-ils eu droit à un procès équitable? Poser la question, c'est y répondre. Or un million de Palestiniens ont déjà été arrêtés depuis la première intifada. 20 % de la population palestinienne est-elle «terroriste»? Aujourd'hui, quand Netanyahou consent à des trêves, il y a des échanges d'otages, point barre.



Mais le producteur massif d'antisémitisme qu'est l'État d'Israël n'a-t-il pas ses relais en France? Quand des associations juives, surtout ce Conseil qui se dit «représentatif des institutions juives de France», ont adopté depuis des années une orientation de soutien inconditionnel à la politique israélienne, même dirigée par un gouvernement suprémaciste d'extrême-droite, ce sont elles qui établissent l'équation «Juif = colon israélien» et facilitent le passage à l'antisémitisme. Quand Michèle Alliot-Marie, ministre de la défense (2002-2007) accusa odieusement la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) d'appeler à «boycotter les produits casher», elle pratiqua cyniquement l'équation «boycott de produits israéliens = boycott de produits juifs», donc «hostilité à la politique israélienne = hostilité aux Juifs». Là encore, elle favorisa l'antisémitisme, fut-il «des imbéciles», poussant ces derniers à être hostiles aux Juifs en général.

Ce que fait et s'apprête encore à faire Netanyahu aujourd'hui à Gaza est parfaitement comparable à ce que firent les nazis au ghetto de Varsovie: déshumanisation totale d'une population, massacres des civils, famine, soif, épidémie. On ne choisit pas, certes, un terrorisme contre un autre. Cependant, si nous ne soutenons pas le Hamas, nous soutenons le mouvement national palestinien, y compris, à mon avis, le droit du Hamas d'être inclus dans des négociations. Plus généralement, il faut chercher à regrouper les courants anticolonialistes sur une orientation internationaliste, indépendante des objectifs et des méthodes d'organisations telles que le Hamas ou le Fatah, sans évidemment renvoyer dos-dos colonisateur et colonisés: c'est sur une telle orientation qu'il sera possible de regrouper le maximum de forces, que ce soit dans les pays impérialistes, dans les pays dominés et plus particulièrement au Moyen-Orient.

Michel Cahen est spécialiste de l'Afrique lusophone. Il a notamment publié *Colonialité: plaidoyer pour la précision d'un concept*, Paris, Karthala, 2024.

Publié dans la revue *Démocratie et socialisme*, n° 310, décembre 2023, sous le titre «La haine du colon» et sur *Europe Solidaires sans frontières*, www.europe-solidaire.org/spip.php?article71482.



Les groupes armés qui détiennent des otages doivent les libérer immédiatement

Human Rights Watch

15

■ Les groupes armés dirigés par le Hamas ont commis de nombreux crimes de guerre et crimes contre l'humanité à l'encontre des civil·es lors de l'assaut du 7 octobre contre le sud d'Israël.

■ Les combattants palestiniens ont commis des exécutions sommaires, des prises d'otages et d'autres crimes de guerre, ainsi que les crimes contre l'humanité que sont le meurtre et l'emprisonnement injustifié.

■ Les gouvernements qui ont une influence sur les groupes armés palestiniens devraient faire pression pour que toutes et tous les otages civils soient libérés d'urgence.

(Jérusalem) L'aile militaire du Hamas (les Brigades Qassam) et au moins quatre autres groupes armés palestiniens ont commis de nombreux crimes de guerre et crimes contre l'humanité à l'encontre de civil·es lors de l'assaut du 7 octobre 2023 sur le sud d'Israël, a déclaré Human Rights Watch dans un rapport publié aujourd'hui. Les gouvernements ayant une influence sur les groupes armés devraient faire pression pour que les otages civils soient libérés de toute urgence, ce qui constitue un crime de guerre permanent, et pour que les responsables soient traduits en justice.

Le rapport de 236 pages, *Can't Erase All the Blood from My Mind*, documente plusieurs dizaines de cas de violations graves du droit humanitaire international par les groupes armés palestiniens sur presque tous les sites d'attaque de civil·es le 7 octobre. Il s'agit notamment des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité que sont le meurtre, la prise d'otages et d'autres infractions graves. Human Rights Watch a également examiné le rôle des différents groupes armés et leur coordination avant et pendant les attaques. Les précédents rapports de Human Rights Watch ont abordé de nom-

breuses violations graves commises par les forces israéliennes à Gaza depuis le 7 octobre.

«Les recherches de Human Rights Watch ont montré que l'assaut mené par le Hamas le 7 octobre visait à tuer des civil·es et à prendre en otage le plus grand nombre possible de personnes», a déclaré Ida Sawyer, directrice des crises et des conflits à Human Rights Watch: «Les atrocités du 7 octobre devraient susciter un appel mondial à l'action pour mettre fin à tous les abus contre les civil·es en Israël et en Palestine.»

Entre octobre 2023 et juin 2024, Human Rights Watch a interrogé 144 personnes, dont 94 ressortissants·e israélien·es et autres qui ont été témoins de l'assaut du 7 octobre, des membres de la famille des victimes, des premiers intervenant·es et des expert·es médicaux. Les chercheur·euses ont également vérifié et analysé plus de 280 photographies et vidéos prises lors de l'assaut et publiées sur les médias sociaux ou partagées directement avec Human Rights Watch.

Le matin du 7 octobre, des groupes armés palestiniens dirigés par le Hamas ont mené de nombreuses attaques coordonnées, notamment contre des communautés résidentielles civiles, des événements sociaux et des bases militaires israéliennes dans la région du sud d'Israël qui borde la bande de Gaza. Les groupes armés ont attaqué au moins 19 kibboutzim et 5 moshavim (communautés coopératives), les villes de Sderot et Ofakim, deux festivals de musique et une fête sur la plage. Les combats ont duré une bonne partie de la journée et, dans certains cas, plus longtemps.

Sur de nombreux sites d'attaque, les combattants palestiniens ont tiré directement sur des civil·es, souvent à bout portant, alors qu'elles et ils tentaient de fuir, ainsi que sur



des personnes circulant dans la zone. Les assaillants ont lancé des grenades, tiré sur des abris et tiré des grenades propulsées par fusée sur des maisons. Ils ont mis le feu aux maisons, brûlant et étouffant des personnes, et en faisant sortir d'autres qu'ils ont abattues ou capturées. Ils ont pris des dizaines d'otages et en ont sommairement tué d'autres.

Nirit Hunwald, une infirmière du kibboutz Be'eri, où 97 civil-es ont été tués, a raconté avoir entraîné un membre de l'équipe d'intervention rapide qui avait été blessé par balle dans la clinique dentaire du kibboutz pour soigner ses blessures : « Il y avait des traces de sang. Je ne peux pas l'effacer de mon esprit, tout ce sang. »

L'Agence France-Presse a recoupé de nombreuses sources de données pour déterminer que 815 des 1 195 personnes tuées le 7 octobre étaient des civil-es. Les groupes armés ont pris en otage 251 civil-es et membres des forces de sécurité israéliennes et les ont emmenés à Gaza. Au 1^{er} juillet, il en restait 116 à Gaza, dont les corps d'au moins 42 personnes tuées, selon l'AFP. Les corps de 35 autres personnes tuées ont été rendus à Israël.

Les Brigades Izz al-Din al-Qassam, la branche armée du Hamas, le mouvement palestinien qui gouverne la bande de Gaza occupée par Israël depuis 2007, ont mené l'assaut. Human Rights Watch a confirmé la participation de quatre autres groupes armés palestiniens en se basant sur les bandeaux que les combattants portaient pour indiquer leur affiliation et sur leurs revendications de responsabilité publiées sur leurs chaînes Telegram sur les médias sociaux.

Les groupes armés ont commis de nombreuses violations des lois de la guerre qui constituent des crimes de guerre, notamment des attaques visant des civil-es et des biens civils ; l'homicide volontaire de personnes détenues ; des traitements cruels et autres traitements inhumains ; des crimes impliquant des violences sexuelles et sexistes ; des prises d'otages ; des mutilations et des dépouilles ; l'utilisation de boucliers humains ; et des pillages et des saccages.

L'attaque généralisée était dirigée contre une population civile. Le meurtre de civil-es et la prise d'otages étaient des objectifs centraux de l'attaque planifiée, et non une réflexion après coup, un plan qui a mal tourné ou des actes isolés. Human Rights Watch a conclu que le meurtre planifié de civil-es et la prise d'otages constituaient des crimes contre l'humanité.

Une enquête plus approfondie est nécessaire sur d'autres crimes potentiels contre l'humanité, a déclaré Human Rights Watch, notamment la persécution de tout groupe identifiable pour des motifs raciaux, nationaux, ethniques ou religieux ; le viol ou d'autres violences sexuelles de gravité comparable ; et l'extermination, s'il y a eu un massacre de masse calculé pour entraîner la « destruction » d'une partie d'une population. Ces crimes constitueraient des crimes contre l'humanité s'ils faisaient partie d'une attaque contre une population civile, dans le cadre d'une politique organisationnelle visant à commettre une telle attaque.

Les autorités du Hamas ont répondu aux questions de Human Rights Watch en déclarant que ses forces avaient reçu pour instruction de ne pas cibler les civil-es et de respecter les droits humains internationaux et le

droit humanitaire. Dans de nombreux cas, les enquêtes de Human Rights Watch ont trouvé des preuves du contraire.

Des récits de survivant·es ainsi que des photographies et des vidéos vérifiées montrent des combattants palestiniens recherchant des civil·es et les tuant sur les sites d'attaque dès le début de l'assaut, ce qui indique que l'assassinat intentionnel et la prise d'otages de civil·es étaient planifiés et hautement coordonnés.

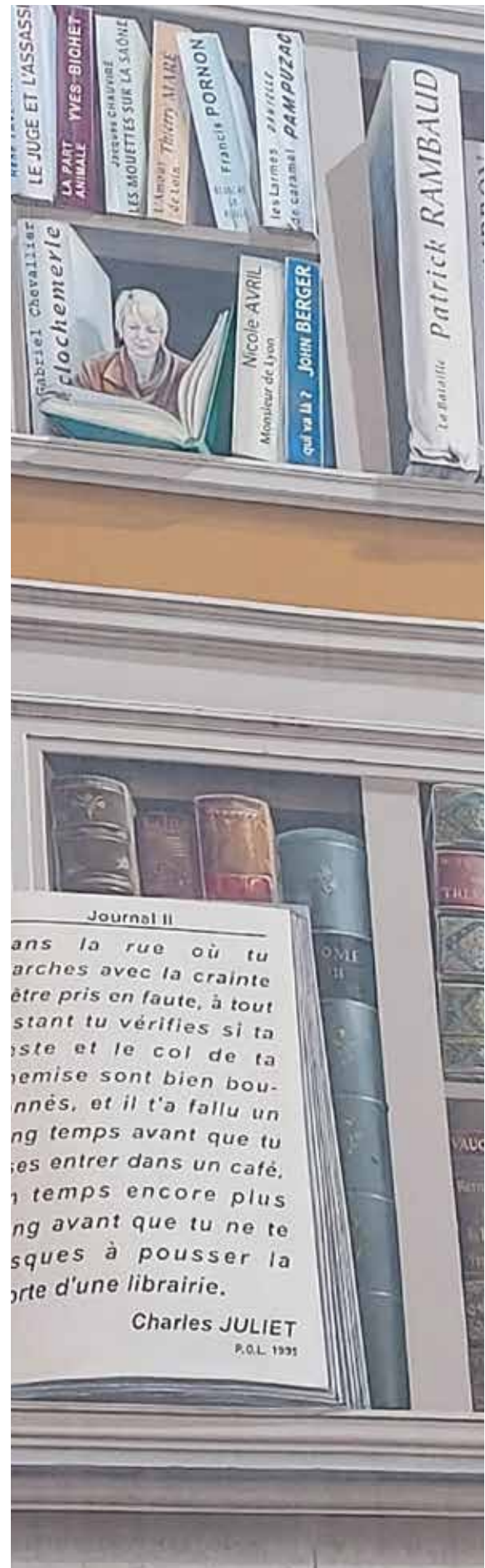
Dans les jours qui ont suivi les attaques, les autorités israéliennes ont coupé les services essentiels à la population de Gaza et ont bloqué l'entrée de tout le carburant et de l'aide humanitaire, à l'exception d'un filet, ce qui équivaut à une punition collective – qui est un crime de guerre – exacerbant l'impact du bouclage illégal de Gaza par Israël depuis plus de dix-sept ans et ses crimes d'apartheid et de persécution à l'encontre des Palestinien·nes.

Immédiatement après les attaques dans le sud d'Israël, les forces israéliennes ont entamé un bombardement aérien intense, puis une incursion terrestre, qui se poursuivent. Plus de 37 900 Palestinien·nes, pour la plupart des civil·es, ont été tué·es entre le 7 octobre et le 1^{er} juillet, selon le ministère de la santé de Gaza. Les forces israéliennes ont réduit de grandes parties de Gaza en ruines et ont laissé la grande majorité de la population de Gaza déplacée et en danger.

Toutes les parties au conflit armé à Gaza et en Israël doivent respecter pleinement le droit humanitaire international. Les groupes armés palestiniens à Gaza doivent libérer immédiatement et sans condition les civil·es pris en otage. Ils doivent prendre les mesures disciplinaires qui s'imposent à l'encontre des membres responsables de crimes de guerre et remettre à la justice toute personne faisant l'objet d'un mandat de la Cour pénale internationale (CPI).

«Les atrocités ne justifient pas les atrocités, a déclaré M. Sawyer. Pour mettre fin au cycle sans fin des abus en Israël et en Palestine, il est essentiel de s'attaquer aux causes profondes et d'obliger les auteurs de crimes graves à rendre compte de leurs actes. C'est dans l'intérêt des Palestinien·nes et des Israélien·nes.»

Source : [Human Rights Watch](#)

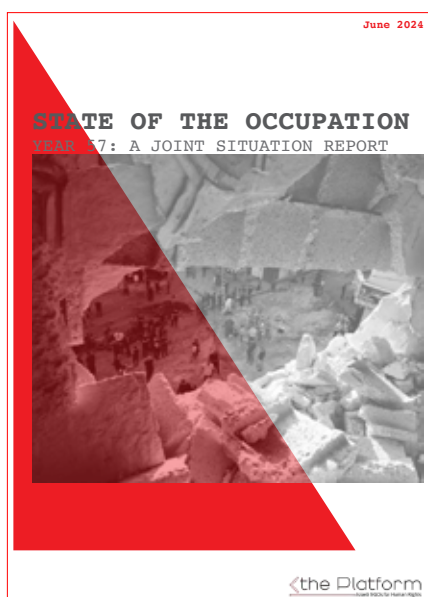


Des rapports venus de l'intérieur d'Israël

[À télécharger en cliquant sur la couverture](#)

The Platform

«Ce rapport est rédigé par un groupe de 21 organisations, dont la majorité est financée par des entités gouvernementales étrangères. Nous sommes fiers d'être financés par des États qui continuent de croire, comme nous, que l'occupation n'est pas une affaire interne à Israël et qui soutiennent la promotion des droits des êtres humains en ces temps troublés.»



Organisations participantes : Akevot Institute for Israeli-Palestinian Conflict Research; Association for Civil Rights in Israel; Bimkom - Planners for Planning Rights; Breaking the Silence; B'Tselem - The Israeli Information Center for Human Rights in the Occupied Territories; Combatants for Peace; Emek Shaveh; Gisha - Legal Center for Freedom of Movement; HaMoked; Center for the Defence of the Individual; Haqel - In Defense of Human Rights; Human Rights Defenders Fund; Ir Amim; Machsom Watch; Parents Against Child Detention; Peace Now;

Physicians for Human Rights Israel; Rabbis for Human Rights; The Public Committee Against Torture in Israel; Torah of Justice; Yesh Din; Zazim - Community Action.

B'Tselem

Le Centre d'information israélien pour les droits des êtres humains dans les territoires occupés œuvre pour un avenir dans lequel les droits humains, la liberté et l'égalité seront garantis à tous les peuples, palestiniens et juifs, vivant entre le Jourdain et la Méditerranée. Un tel avenir ne sera possible que lorsque l'occupation israélienne et le régime d'apartheid prendront fin. C'est à cet avenir que nous travaillons.



Le nom de B'Tselem (en hébreu: «à l'image de») - choisi par Yossi Sarid, membre de la Knesset - est une allusion à la Genèse 1:27: «Et Dieu créa l'homme à son image. Il les créa à l'image de Dieu.» Ce nom exprime l'édit moral universel et juif qui consiste à respecter et à défendre les droits des êtres humains de tous les peuples.

S'opposer à tous les oppresseurs et à tous les impérialismes concurrents

Entretien avec Leila Al-Shami

Pour la grande majorité des Ukrainien·nes, la Syrie d'avant 2011 n'était probablement qu'un pays arabe comme les autres, mais après le début de la guerre, elle est devenue le symbole de ce que nous ne voudrions pas voir se répéter en Ukraine. Qu'est-ce qui distingue le régime Assad des régimes similaires d'Afrique du Nord ?

Tout au long de son histoire, le régime Assad a toujours répondu à toute forme de dissidence par une répression violente. Dans les années 1970, il y a eu un mouvement contre le régime de Hafez Al Assad (le père de l'actuel président). Ce mouvement, à l'origine très diversifié, s'est finalement concentré dans la ville de Hama, sous la houlette des Frères musulmans. Le régime a réagi en envoyant l'armée de l'air et en détruisant complètement la ville. Entre 20 000 et 40 000 civil·es ont été tué·es et des milliers d'autres ont disparu dans les prisons du régime.

Lorsque la révolution a éclaté contre le régime en 2011, de nombreuses et nombreux Syriens étaient optimistes et pensaient que Bachar Al Assad apporterait des réformes. Il était au pouvoir depuis dix ans et beaucoup pensaient qu'il était fondamentalement différent de son père, qu'il était un modernisateur plus ouvert sur l'extérieur. Lorsqu'il est arrivé au pouvoir, il a beaucoup parlé de la nécessité de réformes, bien qu'il se soit surtout concentré sur les réformes économiques plutôt que politiques. En fin de compte, il a répondu aux demandes du peuple de la seule manière que ce régime connaisse : en les terrorisant pour les soumettre.

Ayant travaillé dans le domaine des droits des êtres humains en Syrie - avec des prisonnier·es politiques, pendant la première décennie au pouvoir de Bashar, je m'attendais à ce que la réponse à la révolution qui a commencé en 2011 soit la répression. Je ne

m'attendais pas à l'ampleur de l'horreur qui s'est déroulée, mais je n'étais pas non plus optimiste quant au fait qu'Assad quitterait rapidement le pouvoir, comme nous avons vu les dictateurs le faire en Tunisie et en Égypte.

En Égypte, le régime militaire était au pouvoir et son visage était Moubarak. Il était donc facile pour eux de sacrifier Moubarak et de maintenir les militaires au pouvoir. En Tunisie, la situation était similaire et ils ont pu sacrifier Ben Ali - il y a eu une transition vers la démocratie, mais l'ancienne classe dirigeante attendait de revenir. En Syrie, c'est un peu différent. En Syrie, le chef du régime est le régime. Le pouvoir est très concentré entre les mains de la famille Assad. En outre, le régime a joué la carte du communautarisme - il appartient à la minorité alaouite - et a ainsi réussi à conserver le soutien de nombreuses minorités face à l'opposition majoritairement sunnite contre laquelle il était prêt à exercer une violence génocidaire. En outre, le régime a bénéficié du soutien de la Russie et de l'Iran, qui sont intervenus pour le protéger.

Le soutien de la Russie a-t-il joué un rôle important dans l'aide apportée à Assad au moment le plus difficile pour lui ?

La Russie et l'Iran sont intervenus pour soutenir le régime à des moments où il était proche de l'effondrement et où il semblait que la révolution pouvait réussir. L'Iran a apporté à la Syrie un soutien financier et économique massif et a envoyé de nombreuses milices combattre en Syrie, ce qui a donné au conflit une dimension sectaire, puisque les milices chiites soutenues par l'Iran combattaient la majorité sunnite syrienne. L'Iran est intervenu directement en 2013, permettant au régime de réaliser des avancées significatives contre l'opposition.

La Russie a fourni des avions et des bombes et apporte un soutien politique au régime dans les forums internationaux. La Russie est intervenue directement sur le plan militaire en 2015 et a bombardé de nombreuses régions du pays.

Si la Russie et l'Iran n'étaient pas intervenus, Assad aurait été chassé depuis longtemps. C'est le soutien étranger et les bombes étrangères qui maintiennent le régime au pouvoir, contre la volonté de la grande majorité de la population syrienne.

Lorsque j'ai lu votre livre Burning Country : Syrians in Revolution and War, je n'arrivais pas à croire qu'une telle tragédie puisse se produire à une telle échelle. En voyant les horreurs qui se déroulent en Ukraine, les atrocités auxquelles sont confrontés les Syriens deviennent plus tangibles pour nous, et je ressens donc une réelle empathie pour le peuple syrien.

Oui, c'est dévastateur. C'est d'autant plus difficile que cette horreur est partie d'une position de grand espoir et de croyance en la révolution. La révolution a connu tant de succès. Nous avons vu, dans tout le pays, des gens s'organiser pour gérer leurs affaires quotidiennes, mettre en place des conseils locaux indépendants et élire leurs membres - leur première expérience de la démocratie depuis des décennies. Les gens ont géré des écoles, des installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement, des hôpitaux. Ils ont créé des journaux et des stations de radio indépendants. De nombreux centres de femmes ont été créés pour encourager les femmes à jouer un rôle actif dans la révolution et la vie de la communauté. Rien de tout cela n'était possible sous le totalitarisme d'Assad, où toute société civile était réduite. Celle-ci a toujours été la plus grande menace pour le régime, car elle montrait qu'une alternative démocratique était possible, et c'est pourquoi elle a été si sauvagement réprimée.

Pourriez-vous nous parler un peu de la politique internationale du régime syrien avant 2011 ? Quelles étaient les relations avec l'URSS pendant la guerre froide ? Comment cela a-t-il affecté le régime ?

La Syrie a entretenu des relations étroites avec l'URSS pendant la guerre froide, même si le régime syrien a brutalement réprimé les communistes. L'URSS a parrainé Hafez Al Assad, en établissant des relations pour étendre sa sphère d'influence en opposition aux puissances occidentales. Elle a fourni des armes, un entraînement et des renseignements à l'armée syrienne. De nombreuses et nombreux Syriens se sont rendus en URSS pour étudier pendant cette période.

L'URSS utilisait ce type d'échanges culturels comme tactique pour endoctriner les citoyens des pays alliés avec son idéologie. Récemment, j'ai discuté avec des activistes d'Afrique de l'Ouest qui m'ont raconté des histoires similaires sur l'aide apportée par l'URSS aux Africain-es pour qu'elles et ils y étudient. Certain-es Africain-es de cette génération soutiennent aujourd'hui les interventions de Poutine en Afrique, qu'elles et ils considèrent comme un rempart contre l'impérialisme occidental et français; cette tactique a donc fonctionné.

Lorsque l'Union soviétique s'est effondrée, Hafez Al Assad s'est très vite tourné vers les États du Golfe et a commencé à mettre en œuvre des réformes néolibérales pour ouvrir le pays aux investisseurs du Golfe. Mais les relations avec la Russie ont été maintenues et lorsque Poutine est arrivé au pouvoir, il a voulu raviver les relations avec le Moyen-Orient, le considérant comme utile dans la lutte géopolitique de la Russie contre l'Occident.

Je ne pense pas que la Russie ait des affinités idéologiques avec le régime syrien ni qu'elle le perçoive comme un partenaire important. Je pense que le soutien de la Russie à Assad a été utilisé comme un moyen de contrer l'influence occidentale et, dans le cas de la Syrie, la Russie est désormais plus influente que les puissances occidentales.

Je m'interrogeais également sur le fait que la Russie utilise les possibilités d'éducation offertes aux pays du Sud pour propager ses idées. L'un de mes médecins ici à Vienne est syrien, et il accepte des patient-es ukrainien-nnes en particulier parce qu'il parle russe. Nous avons eu une conversation politique, et il m'a dit qu'il était originaire de Syrie, alors nous avons échangé nos solidarités. Mais la première chose intéressante, c'est qu'il est allé étudier en Russie où il a ap-



pris le russe. Et son pays a ensuite subi l'intervention et les bombardements russes. Je me demande donc comment les Syrien·nes voient la Russie aujourd'hui.

La réponse à cette question dépend des Syrien·nes que vous interrogez. Les Syrien·nes affilié·es au régime verront la Russie comme un allié, même si, dans ce camp, on s'inquiète de l'influence extérieure, qu'elle vienne de la Russie ou de l'Iran.

Mais pour le reste d'entre nous, la majorité, la Russie est une puissance impérialiste. Elle est intervenue pour soutenir une dictature fasciste qui a perpétré un génocide contre le peuple syrien. Les bombardements aériens russes ont détruit de grandes parties du pays et ont spécifiquement ciblé les infrastructures civiles, telles que les hôpitaux, dans les zones contrôlées par l'opposition. La Russie a été récompensée pour son soutien par des contrats lucratifs pour le pétrole et le gaz. La société russe Stroytransgaz, qui appartient à un oligarque lié au Kremlin, s'est vu octroyer 70 % de tous les revenus issus de la production de phosphate pour les cinquante prochaines années. La Syrie possède l'une des plus grandes réserves de phosphates au monde. Des bases militaires russes ont été établies et les fêtes nationales russes sont désormais «célébrées» en Syrie.

Le soutien que la Russie apporte au régime n'est pas seulement militaire, il est aussi politique. Par exemple, sur la scène internationale, la Russie joue en Syrie le rôle que les États-Unis jouent pour Israël. Toutes les motions présentées au Conseil de sécurité ou aux organes de l'ONU font toujours l'objet

d'un veto de la part de la Russie. La Russie offre cette protection politique afin d'empêcher tout moyen de responsabilisation internationale ou d'aller de l'avant avec un accord de paix qui ne serait pas conforme aux conditions du régime. La Russie s'est montrée très active pour tenter d'obtenir des «accords de paix», mais il ne s'agit pas vraiment d'accords de paix. Elle tente de forcer la capitulation des Syrien·nes aux conditions du régime.

Vous avez mentionné qu'il y a des Syrien·nes différent·es et des gens qui ont des opinions différentes. La Syrie est aujourd'hui largement associée au djihadisme et à la lutte sectaire de tous contre tous. Mais la révolution syrienne a commencé par une protestation démocratique de masse qui a réuni des citoyen·es d'origines ethniques et de confessions différentes.

Dans quelle mesure la fragmentation et le sectarisme actuels de la lutte sont-ils dus aux politiques de «diviser pour régner» du régime, aux djihadistes et à l'incapacité de l'opposition démocratique à transcender les préjugés et les ambitions mesquines au profit d'une solidarité plus large ?

Pour être clair sur la structure du régime : la famille Assad est issue de la secte alaouite, qui est minoritaire en Syrie. La majorité de la population est musulmane sunnite, mais il y a aussi des chiïtes, des chrétiens, des druzes et d'autres. Lorsque le soulèvement a commencé, il s'agissait d'un mouvement très diversifié. Il comprenait des hommes et des femmes de tous les milieux sociaux, de tous les groupes religieux et ethniques. De

nombreuses tentatives ont été faites pour ne pas tomber dans le sectarisme. Lors des manifestations, les gens appelaient à l'unité de tous les Syriens, brandissaient des pancartes et des banderoles faisant appel aux communautés minoritaires, etc.

Bien entendu, un mouvement démocratique fort et non sectaire constituait la plus grande menace pour le régime Assad, car il pouvait bénéficier d'un soutien international. Le régime Assad a donc dû sectariser et islamiser le conflit. Et il l'a fait très délibérément - une ingénierie sectaire en quelque sorte. Par exemple, en 2011-2012, au moment où le régime rassemblait tous ces manifestants pacifiques en faveur de la démocratie et les détenait, il a libéré de nombreux extrémistes islamistes de prison. Et nombre d'entre eux ont pris la tête de certaines des brigades les plus dures qui existaient. Par exemple, Hassan Aboud, l'un des fondateurs d'Ahrar al-Sham, a été libéré, de même que Zahran Alloush, l'ancien chef de Jaysh al-Islam, ainsi que des personnes qui sont devenues des figures importantes de Jabhat al-Nusra, qui était la filiale d'Al-Qaïda, et également de Daesh.

La raison pour laquelle le régime a agi de la sorte était d'envoyer un message à la fois à l'extérieur et à l'intérieur du pays. À l'extérieur, il voulait dire : écoutez, cela fait partie de la guerre contre le terrorisme, nous combattons les extrémistes islamistes, vous ne m'aimez peut-être pas, mais ces types avec des barbes sont dix fois pires. Sur le plan intérieur, le gouvernement envoyait un message aux groupes minoritaires, à la communauté alaouite, aux groupes chrétiens : là encore, il disait : vous ne m'aimez peut-être pas, mais l'alternative est pire, et si ces extrémistes islamistes arrivent au pouvoir, les minorités ne seront pas en sécurité.

Cette tactique a donc fonctionné tant au niveau interne qu'au niveau international. Le régime a également fabriqué des conflits sectaires en envoyant des bandes armées de groupes alaouites, connus sous le nom de Shabiha, dans les communautés sunnites pour y perpétrer des massacres. L'idée était de provoquer une réaction et d'inciter les communautés sunnites à se rendre dans les communautés alaouites et chiites pour y commettre des massacres. Et parfois, cela a fonctionné, il y a eu des représailles.

Mais comme vous le dites, il s'agit d'une politique visant à «diviser pour régner». Et malheureusement, il existe aujourd'hui de nombreux groupes minoritaires qui ne soutiennent pas nécessairement le régime, mais qui se sentent plus en sécurité du côté du régime que du côté de l'opposition. Et au fil du temps, notamment en raison de l'intervention de l'Iran, le conflit est devenu de plus en plus sectaire.

Comment la militarisation a-t-elle affecté la révolution ? Existait-il des alternatives ?

Tout d'abord, je pense qu'il est important de reconnaître que la militarisation était inévitable. Le régime a eu recours à la violence de masse contre ceux qui s'opposaient à lui et les gens ont dû se défendre et défendre leurs communautés. C'est devenu une lutte pour la survie. Les méthodes de lutte pacifiques sont inadéquates lorsqu'un régime est prêt à utiliser des tactiques d'extermination contre une population civile.

Mais la militarisation entraîne toute une série de problèmes. Elle met à l'écart les militants civils, ceux qui travaillent au sein de leurs communautés et qui constituent l'épine dorsale de la révolution. Elle donne du pouvoir aux seigneurs de la guerre et aux groupes autoritaires et permet aux puissances étrangères (qui fournissent les armes) d'influencer le mouvement - toujours d'une manière qui sert leurs intérêts et non ceux des révolutionnaires.

Il y a toujours eu une alternative : soutenir l'opposition démocratique, ceux qui construisaient des alternatives au régime dans leurs communautés, même sous des bombardements sauvages. Si ces personnes avaient reçu la solidarité qu'elles méritaient, l'aspect militaire n'aurait pas été aussi dominant et la résistance civile aurait été plus forte.

Quel est le rôle de la gauche dans la révolution syrienne ? Je sais qu'il y a beaucoup de voix importantes comme Yassin al-Haj Saleh, Riyad al-Turk, Omar Aziz. Que pouvez-vous dire de la gauche ?

Il n'y a pas eu de grande gauche indépendante et organisée en Syrie pour deux raisons. Tout d'abord, le régime Assad a réprimé tous les militant·es indépendant·es de gauche, qui ont fini en prison ou ont fui

le pays. Le régime a ensuite coopté une grande partie de la gauche traditionnelle, le Parti communiste syrien, qui a ensuite rejoint le gouvernement au sein du Front national progressiste. Il s'agit d'une coalition de différents partis, mais dans l'ensemble, ce n'est qu'une image sans participation réelle - tout est contrôlé par le parti Baas et le président. Deuxièmement, la structure de l'économie syrienne a contribué à l'absence de syndicats et à la formation d'une culture et d'une politique de la classe ouvrière, car la plupart des lieux de travail sont de petites entreprises familiales.

Il n'y avait donc pas vraiment de base de gauche indépendante et organisée, à l'exception du parti de Riad Al-Turk, qui s'est séparé du Parti communiste syrien, et de quelques autres petits partis kurdes qui ont été persécutés. Lorsque la révolution a eu lieu, de nombreuses et nombreux jeunes militant·es de gauche qui faisaient partie du parti communiste syrien ont quitté le parti et ont rejoint la révolution. Elles et ils n'ont pas hésité à dire que leurs prétendu·es camarades de gauche (tant en Syrie qu'à l'étranger) avaient trahi les Syrien·nes et la lutte du peuple. Il existe un certain nombre de petits groupes indépendants et d'individus influents tels que l'écrivain et intellectuel Yassin Al Haj Saleh et Omar Aziz, qui était l'idéologue à l'origine de l'idée des conseils locaux, créés pour autogouverner les territoires détenus par l'opposition. Omar Aziz a été arrêté et est mort en prison, et Yassin Al Haj Saleh a fui le pays et vit aujourd'hui en exil.

Pensez-vous que cette situation de la gauche non organisée en Syrie puisse expliquer le manque de solidarité et de soutien à la révolution syrienne de la part de la gauche américaine et européenne ?

C'est peut-être un facteur. Mais l'ignorance pure et simple est également un facteur. Par exemple, il y a quelques années, des syndicalistes et des « militant·es de gauche » du monde entier se sont rendus en mission de solidarité en Syrie pour soutenir le régime. Elles et ils semblent ignorer totalement que les forces de gauche indépendantes sont réprimées et que les syndicats indépendants sont inexistantes !

La gauche occidentale dans son ensemble n'a pas réussi à soutenir les Syrien·nes dans

leur lutte pour la liberté. Cela s'explique en partie par le problème du « campisme » qui est devenu dominant dans la pensée de gauche. Ces prétendus « anti-impérialistes » pensent que les seules puissances impérialistes sont les États-Unis et l'Occident, et ne voient pas qu'il existe d'autres impérialismes, tels que la Russie et l'Iran. Elles et ils ont donc soutenu le régime, le considérant, à tort, comme un rempart contre l'impérialisme occidental. Elles et ils n'ont pas écouté les voix syriennes sur le terrain et ont diffusé toutes sortes d'informations erronées sur ce qui se passait, allant jusqu'à nier que des massacres chimiques avaient été perpétrés par le régime et à l'exonérer de toute responsabilité.

Cela semble très familier dans le contexte ukrainien. Les partisan·es de la révolution syrienne expriment aussi généralement leur solidarité avec les Palestinien·nes et vous avez également signé une « lettre de soutien à Gaza ». Quelle est la relation entre les partisans d'une Syrie démocratique et les Palestiniens, surtout si l'on considère qu'une partie de la gauche palestinienne est engagée dans le campisme ?

Depuis le 7 octobre, nous avons vu de nombreuses tentatives de la part des Syrien·nes de tendre la main aux Palestinien·nes et de faire preuve de solidarité. Il ne s'agit pas seulement de déclarations, mais lors des manifestations régulières du vendredi contre le régime, les gens portent des drapeaux palestiniens et ont décoré les murs avec des peintures murales en soutien à la Palestine. Dans la ville d'Idlib, elles et ils ont rebaptisé une place centrale « Gaza Square » et l'ont décorée du drapeau palestinien.

Les Syrien·nes ont beaucoup d'affinités avec les Palestinien·nes. Nous sommes lié·es, historiquement, car les habitant·es de Palestine, de Syrie, de Jordanie et du Liban étaient toutes et tous réunis à Bilad al Sham, et notre culture est très similaire. En outre, l'occupation de la Palestine est une question centrale pour les Arabes et les musulman·es, en raison de l'ampleur de l'injustice qui y règne et parce que nos régimes ont utilisé la cause palestinienne comme un moyen de renforcer leur soutien au sein de leur propre population.

Les Palestinien·nes sont également solidaires des Syriens depuis le début de la

révolution - je l'ai constaté moi-même, notamment parmi les habitants de Gaza lorsque je m'y trouvais. Cependant, de nombreuses et nombreux Palestiniens sont également tombés dans le campisme. De nombreuses voix éminentes sur la Palestine, en particulier parmi les Occidentaux, ont calomnié et discrédité la révolution syrienne, soutenant essentiellement le régime. Lors des manifestations pour la Palestine qui se déroulent actuellement sur les campus américains, on voit des gens brandir le drapeau de la milice libanaise Hezbollah, soutenue par l'Iran, qu'ils considèrent comme faisant partie de la résistance à Israël. Le Hezbollah a participé activement au génocide des Syrien·es - il a mis en place des sièges de famine dans les communautés de l'opposition, semblables à ce qu'Israël fait actuellement à Gaza. Ce ne sont pas des allié·es pour la libération.

Notre solidarité doit se fonder sur des principes communs et non sur les États qui participent à un conflit. Elle doit se fonder sur les luttes des peuples pour la liberté et la justice sociale, faute de quoi elle n'a aucun sens. Comme le dit la déclaration des Syrien·es révolutionnaires soutenant la Palestine à laquelle vous avez fait référence, « la solidarité mutuelle et intersectionnelle est essentielle, nos luttes ne font qu'un, notre liberté à tous dépend de la liberté de l'autre ».

Pourriez-vous nous en dire un peu plus sur la gauche arabe ?

Traditionnellement, il existe trois grands courants politiques dans le monde arabe : l'islamisme, l'arabisme/nationalisme et les forces de gauche. De nombreuses et nombreux jeunes qui ne se sentaient pas représentés par l'islamisme ou l'arabisme des régimes nationalistes (comme les groupes minoritaires en Syrie) sont devenu·es progressistes (de gauche).

Il existe un clivage similaire à celui que l'on observe au sein de la gauche mondiale. La gauche arabe traditionnelle est tombée dans une politique campiste similaire où l'impérialisme américain et Israël sont l'ennemi ultime. Nombre d'entre elles et eux ont soutenu la dictature d'Assad, la considérant comme faisant partie de « l'axe de la résistance ». Bien sûr, il y a toujours eu des exceptions, celles et ceux qui étaient des membres des gauches anti-autoritaires, comme celles

et ceux du Parti communiste de Riad Al-Turk que nous avons mentionné précédemment et qui se sont battu·es pour la démocratie et les libertés civiles. Mais il y a aussi une nouvelle génération issue des révolutions qui a une analyse beaucoup plus sophistiquée qui correspond à la réalité du monde dans lequel nous vivons - un monde d'impérialismes concurrents - et qui s'oppose à tous les oppresseurs et soutient toutes les luttes pour la dignité. J'ai beaucoup d'espoir dans cette nouvelle génération, même si nous avons vécu une contre-révolution violente et que nous sommes aujourd'hui vaincu·es, inorganisé·es et traumatisé·es.

Comment la guerre russo-ukrainienne a-t-elle affecté la Syrie ?

Il y a eu tellement de solidarité et de soutien de la part des Syrien·es envers les Ukrainien·es, et inversement, que c'est magnifique à voir. Je pense que nous nous identifions beaucoup aux luttes des un·es et des autres pour un certain nombre de raisons. Nous avons toutes et tous deux un ennemi commun, l'État russe, nous avons tous deux connu des soulèvements populaires avant d'entrer dans une situation de conflit et nous avons tous deux dû faire face à certaines des politiques campistes dont nous avons parlé - où nos luttes ont été discréditées et nos ennemis soutenus. C'est cela, et notre traumatisme collectif, qui nous a rapprochés. De nombreuses et nombreux Syriens se sont rendu·es en Ukraine dans le cadre de missions de solidarité et, au début du conflit, elles et ils ont donné des conseils pratiques, notamment sur la manière de se protéger des frappes « double-frappe », une tactique favorite utilisée par la Russie pour tuer autant de civil·es que possible (après un bombardement, la Russie bombarde à nouveau la zone une fois que les secouristes sont arrivé·es). J'ai appris à connaître de nombreuses et nombreux Ukrainiens grâce à leur solidarité avec la Syrie.

Les Syrien·es se réjouissent lorsqu'elles et ils voient des généraux russes, précédemment impliqués dans des crimes de guerre en Syrie, être tués en Ukraine - c'est un petit goût de justice pour nous.

Nous espérons que l'Ukraine sera un jour libérée de l'impérialisme russe, tout comme la Syrie. Mais plus généralement, la guerre

russo-ukrainienne n'a pas tellement affecté la Syrie. La Russie a dû retirer certaines troupes de Syrie pour les transférer en Ukraine, mais cela n'a pas changé grand-chose étant donné le moment où la plupart des grandes batailles étaient déjà terminées.

Nous essayons de démontrer dans le discours mondial pourquoi il est important de vaincre la Russie, notamment parce que l'Ukraine n'est pas la première à être attaquée par elle. Avant elle, il y a eu la Syrie, la Géorgie, la Tchétchénie. Il est donc possible de définir un modèle d'invasion. Nous pourrions ainsi construire une solidarité autour de l'argument anti-impérialiste selon lequel défendre et aider l'Ukraine implique de défendre et d'aider la Syrie et vice-versa. Voyez-vous cela se produire ?

Nous devons absolument faire avancer ce dossier – il y a une telle absence de compréhension de la Russie en tant que puissance impérialiste, non seulement aujourd'hui mais aussi historiquement. Il suffit de regarder la taille de la Russie sur une carte pour comprendre qu'il s'agit d'un État issu d'une conquête coloniale. Si nous ne remettons pas en question la vision du monde des gens – où le monde occidental est au centre de tout – nous serons incapables de répondre à certains des défis auxquels nous sommes actuellement confrontés à l'échelle mondiale.

De l'extérieur, il semble que la révolution syrienne soit une cause perdue, mais en août de l'année dernière, une nouvelle vague de protestations a eu lieu dans le sud de la Syrie. Comment évaluez-vous la situation actuelle et les espoirs de voir Assad enfin renversé ?

Dans les régions du pays qui ne sont pas sous le contrôle du régime Assad, comme la province d'Idlib et certaines parties du nord de la Syrie, des manifestations hebdomadaires contre le régime se poursuivent depuis 2011 jusqu'à aujourd'hui. Cela montre que les gens n'ont pas renoncé aux valeurs et aux exigences de la révolution.

Depuis le mois d'août, un soulèvement a lieu dans la province méridionale de Sweida. C'est intéressant parce que Sweida a une population majoritairement druze et que

ses habitant-es ont adopté une position de neutralité lorsque la révolution a commencé. Elles et ils n'ont pas rejoint la révolution, mais n'ont pas non plus soutenu le régime. Cependant, les conditions de vie se sont considérablement détériorées au cours des dernières années en raison de l'effondrement de l'économie, ce qui a poussé les gens à descendre dans la rue pour protester. Aujourd'hui, elles et ils appellent clairement à la chute du régime et s'identifient à d'autres régions de Syrie qui luttent pour la liberté – nous entendons des chants de solidarité avec Idlib et vice versa – et il y a eu de nombreux assauts contre les bureaux du parti Baas au pouvoir et les positions du régime. Comme il s'agit d'un groupe minoritaire, le régime n'a pas réagi avec la violence et les arrestations massives que nous avons vues ailleurs dans les régions à majorité sunnite pour les raisons que nous avons évoquées précédemment, à savoir que le régime veut se présenter comme un « défenseur des minorités » – et les manifestations se sont donc poursuivies jusqu'à aujourd'hui.

Ces derniers mois, le nord de la Syrie a également été le théâtre d'un soulèvement contre Hayat Tahrir Al Sham, anciennement Jabhat Al Nusra. Il s'agit d'une milice islamiste autoritaire qui a beaucoup de pouvoir et gouverne certaines parties du nord-ouest du pays. Il est très clair que les Syrien-nes rejettent toute forme d'autoritarisme, qu'il s'agisse du régime ou de tout autre groupe. La lutte se poursuit pour la liberté et la démocratie.

Vous avez écrit pendant tant d'années sur la révolution syrienne, qui semblait de plus en plus désespérée.

J'ai eu le cœur brisé en lisant votre livre, car il semble qu'il n'y ait rien à faire et que les Syriens ne bénéficient pas d'autant de soutien sur la scène internationale que la Palestine, par exemple, ou l'Ukraine. Comment faites-vous personnellement pour survivre à toutes ces années sans désespérer ? Je pense que les Ukrainiens ont besoin de ce genre de réflexions.

Ces dernières années ont été très traumatisantes pour les Syrien-nes. Notre pays a été détruit et nos proches ont été détenus, tués ou déplacés. Celles et ceux qui sont en exil sont confrontés à l'hostilité, à la violence et

même à la menace d'un retour forcé en Syrie. Et maintenant, les relations avec les gouvernements du monde se normalisent avec le tyran qui a créé notre misère. Il est parfois difficile d'avoir la force de continuer à lutter, mais que pouvons-nous faire? La situation perdue et nous devons en faire autant.

Les Syrien·nes sur le terrain n'ont pas abandonné leur combat. Celles et ceux d'entre nous qui sont à l'extérieur doivent donc continuer à les soutenir et à sensibiliser l'opinion à ce qui se passe en Syrie. Nous avons le luxe d'avoir de la distance et de l'espace pour respirer. Et surtout, nous sommes en mesure de nous organiser, de tisser des liens avec les personnes en lutte ailleurs, comme nous essayons de le faire dans le cadre de cette conversation.

Au cours des quinze dernières années, j'ai noué des liens avec des personnes du monde entier. Beaucoup d'entre elles se sentent exclues du discours dominant de la gauche pour les nombreuses raisons que nous avons évoquées. Cela me donne beaucoup d'énergie pour entrer en contact avec d'autres personnes, pour travailler en communauté avec des personnes partageant les mêmes idées, pour essayer de construire une nouvelle vision de l'internationalisme, parmi ceux qui viennent des périphéries, une vision qui se concentre sur les personnes, pas sur les États, et qui est contre tous les autoritarismes et tous les impérialismes. Espérons qu'à l'avenir, nous pourrions construire un nouveau mouvement ensemble.

Leila Al-Shami est une autrice et une militante britannico-syrienne. Elle a travaillé dans le domaine de la protection des droits des êtres humains en Syrie, participe à des mouvements de solidarité internationale et a coécrit *Burning Country: Syrians in Revolution and War* avec Robin Yassin-Kassab. Elle s'est également fait connaître pour sa critique de l'« anti-impérialisme des imbéciles » de la gauche occidentale.

Propos recueillis par Mariia Shynkarenko pour la revue *Commons*, <https://commons.com.ua/en/intervyu-pro-siriyu-z-lejloyu-al-shami/>, rubrique « Dialogues des périphéries », 23 juillet 2024. Traduit de l'anglais par l'équipe d'Adresses.



Gaza, l'opposition entre le droit et sa représentation

Rateb Shabo

27

Le monde occidental a vu se développer un vaste mouvement de solidarité avec les Palestinien·nes, en particulier dans le milieu universitaire, pendant la guerre enragée que l'armée israélienne mène contre Gaza depuis le 8 octobre 2023. Sans surprise, les emblèmes des mouvements islamistes engagés dans ce conflit, tels que le Hamas et le Hezbollah, étaient visibles dans ces activités de solidarité, malgré l'opposition entre les motivations de ces manifestations de solidarité et les principes des mouvements islamistes en général. Il n'est pas surprenant que la solidarité avec les Palestinien·nes exterminé·es à Gaza soit perçue comme une solidarité avec le Hamas, non seulement en tant que «gouvernement» ou autorité de facto à Gaza depuis 2007, mais aussi en tant que force qui déclare comme son objectif et prend en charge la résistance et la «libération de la Palestine». Il est difficile de rompre ce lien entre solidarité avec Gaza et solidarité avec le Hamas, d'autant plus qu'Israël, dans sa riposte, et même dans les déclarations de ses responsables, identifie le Hamas avec le peuple de Gaza, une identification qui vise à permettre à Israël de mener à bien une opération internationalement inacceptable (éliminer la présence palestinienne à Gaza) conjointement avec une mission acceptable et qui rencontre même soutien et sympathie sur la scène internationale (éliminer le Hamas).

Le tableau que nous présente aujourd'hui la réalité palestinienne a déjà été vu en Syrie lorsque les forces islamistes se sont emparées de la représentation de la révolution populaire, bénéficiant de la combinaison fertile de l'efficacité du fanatisme religieux et du soutien financier et politique extérieur. Dans les deux cas, le «héros» du roman qui se déroule sous nos yeux est un outsider qui en a

corrompu l'histoire. Dans les deux cas, l'opposition entre le droit et sa représentation a ouvert la porte à la confusion et a empêché nombre de gens de s'identifier avec ce combat, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur.

L'opposition entre le droit et sa représentation a donné à l'Occident aligné sur Israël une porte de sortie. Cette discordance a produit un dilemme dont le nœud repose sur la superposition de deux paires d'éléments, la première étant l'attentat sanglant du 7 octobre et la violence inouïe de la riposte israélienne, la seconde le caractère indiscutable du droit des Palestiniens et le caractère inacceptable de cette faction palestinienne qui prétend être leur représentant.

La partialité occidentale en faveur d'Israël (médias, personnel politique, analystes) emprunte deux voies : d'une part, celle de la justification de la réaction sans précédent d'Israël en renvoyant constamment à l'attaque sanglante et barbare du 7 octobre, jusqu'à considérer l'opération «Déluge d'Al-Aqsa» comme un événement fondateur ; d'autre part celle du déni de fait des droits des Palestinien·nes, «neutralisant» pour ainsi dire la légitimité de leur lutte en revenant sans cesse au caractère «terroriste» du Hamas. Le niveau maximal d'objectivité des partisans de la politique de guerre d'Israël n'a pas dépassé la formule suivante : «Le droit des Palestinien·nes à la terre et à un État est indiscutable, mais Israël a le droit de se défendre contre le terrorisme du Hamas.» Il va sans dire que la position symétrique est inacceptable pour eux, celle qui soutient pourtant logiquement que l'opération «Déluge d'Al-Aqsa» est condamnable mais qu'elle est le produit d'un contexte colonial violent et discriminatoire. Car aujourd'hui, toute défense des droits des Palestinien·nes s'expose

à l'accusation de soutien au Hamas et d'antisémitisme.

Les médias occidentaux, ouvertement pro-israéliens, ont cherché à instrumentaliser le Hamas et ce qu'il représente comme justification à l'enterrement des droits nationaux et politiques d'un peuple, non seulement pour le droit palestinien en tant que droit national et politique d'un peuple, mais aussi pour les droits de l'homme en Palestine, le droit à la vie. inclus Il est clair que l'accent mis sur le Hamas vise à neutraliser le droit des Palestiniens en «condamnant» ceux qui prétendent représenter ce droit et mènent des opérations «terroristes» au nom de ce droit. La réalité palestinienne nous confronte à ce paradoxe que le sujet politique qui prétend œuvrer pour un droit peut être l'une des causes de la perte de ce droit. C'est le cas lorsque le sujet politique s'inscrit dans une perspective totalitaire dans laquelle la revendication des droits n'est qu'une étape ou un levier de sa stratégie globale. Un tel sujet politique n'émerge pas de l'intérieur du droit qu'il dit représenter, mais largement de l'extérieur. C'est en effet le cas de toutes les forces islamistes qui assument des tâches «nationales», et presque toutes, en dépit des sacrifices consentis et de ce qu'elles réussissent à mettre sur pied, aboutissent en définitive au même résultat : la destruction et l'appauvrissement économique et politique.

Globalement, les choses se présentent aujourd'hui sous la forme d'un conflit entre deux droits, celui de la Palestine à une terre et à un État, que l'Occident n'a pas été capable de faire disparaître jusqu'à présent, et le droit d'Israël à exister et à se défendre. Le droit d'Israël à l'existence et à l'autodéfense se nourrit dans la conscience occidentale de l'image selon laquelle l'Israël civilisé est entouré d'ennemis méchants, tyranniques et barbares qui ne cherchent qu'à le détruire et à exterminer son peuple. De l'autre côté, le droit de la Palestine est entre les mains d'une force qui ne le représente pas vraiment (le Hamas) et dont la capacité à mener la révolte est alimentée par la perception irrationnelle de ce qu'elle croit être un mandat divin qui l'autorise à faire tout ce qu'elle veut, même si cela signifie une destruction généralisée. Dans le second cas, il s'agit d'un État qui adhère formellement aux normes démocratiques et bénéficie du soutien de la majorité

des pays du monde, tandis que la relation du Hamas avec celles et ceux qui vivent à Gaza est une relation de contrôle et de privation de volonté politique.

Malgré le lien qui s'établit actuellement entre le Hamas et la résistance à Israël, il est facile de voir qu'il n'y a rien dans les principes, le comportement et les politiques du Hamas qui l'attache à l'aspiration à la libération qui a déclenché cette solidarité mondiale avec la Palestine. Le Hamas est un mouvement islamiste fondé sur le principe de la «domination identitaire», un principe profondément opposé à la libération, au refus de la relation de domination et de subordination et à la négation de la hiérarchie entre les identités, qu'elles soient religieuses, communautaires, nationales ou autres. Une pensée politique qui vise à dominer l'autre, n'est pas émancipatrice. La lutte pour se libérer de la domination, et non pour imposer une domination inversée, est la condition d'une démarche libératrice.

En définitive, mon opinion est que l'opposition entre le droit de la Palestine et sa représentation a eu malheureusement pour effet une déperdition d'une bonne part de l'énergie des mouvements de solidarité dans le monde faute d'une force capable de tirer un parti positif de cette énergie, tout comme l'énergie du vent est gaspillée lorsqu'il n'y a pas de moyen de l'exploiter et de l'investir.

Rateb Shabo est né en 1963. Il est chirurgien et écrivain. Réfugié politique en France, il a été détenu seize ans dans les prisons syriennes (1983-1999). Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, parmi lesquels *Le monde de l'islam à ses débuts* (en arabe, non traduit), le récit de ses années de prison, *Achter deze Muren* («Derrière ces murs-là», en arabe et en néerlandais).

Article publié en arabe sur alaraby.co.uk le 2 juillet 2024, adapté par Pierre Vandevoorde et l'auteur et publié sur *Europe solidaires sans frontières*.

Un nouveau réseau international étudiant·es-travailleuse·s

Déclaration

Les membres du syndicat étudiant Пряма Дія (Priama Diia, Action directe) font montre d'une grande activité : dans les universités ukrainiennes bien sûr, mais aussi en solidarité avec les travailleurs et travailleuses de divers secteurs professionnels et localités¹, que celles-ci et ceux-ci soient sur les lieux de travail ou sur le front militaire. Mais leur conscience de classe les amène à se poser aussi la question de la construction syndicale internationale. Sur le site du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, divers articles portent sur les actions de Priama Diia², de même que dans les lettres d'informations syndicales du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine³. Mais depuis quelques mois, notamment, avec la branche étudiante de l'organisation syndicale polonaise Inicjatywa Pracownicza (IP⁴), les militantes de Priama Diia⁵ travaillent à la création d'un réseau international rassemblant des organisations d'étudiant·es travailleuse·s. Ceci, sur la base de leurs implications concrètes dans leur champ d'activité et d'une base commune au contenu radicalement anticapitaliste, internationaliste, féministe.

Nous reproduisons ici la déclaration issue de la rencontre des 13 et 14 juillet, à Poznan, en Pologne.

En sont signataires : l'Officine della formazione (Italie), l'OZZ Inicjatywa Pracownicza (Pologne), Priama Diia (Ukraine)⁶. Le réseau a pris comme nom de « Universities at War⁷ ».

La déclaration met en avant l'internationalisme, le féminisme, l'antiracisme, l'antifascisme, le combat contre le colonialisme. Elle a quelques caractéristiques qui doivent être soulignées. Elle se situe sur une base de classe : « Nous sommes des étudiant·es travailleuse·s ! » Un combat de classe, pour gagner, pas pour simplement témoigner : « Tout en soulignant la subjectivité politique distincte de nos différentes organisations, nous devons partager nos connaissances et les leçons de nos luttes par le biais de contacts directs et en écoutant des voix provenant de différents contextes. Nous devons également documenter minutieusement nos victoires et nos défaites. » Enfin, peut-on lire : « Nos luttes sont plus importantes que les contradictions entre les différents mouvements, personnes ou groupes. » La dimension autogestionnaire est très présente, il ne s'agit pas de « seulement » dénoncer le capitalisme (ce qui est fait, notamment à propos de l'éducation), mais de contribuer à créer un autre futur : « [Nos luttes ne doivent] pas être séparées des autres luttes et sont intrinsèquement intersectionnelles. Nous construisons les communs comme des espaces libres préfiguratifs. »

Ce texte ne se veut pas un « ensemble d'idées finalisées [mais] le résultat d'une session d'écriture collective qui nécessite beaucoup de travail. » Il est aussi un appel au rassemblement.

Patrick Le Tréhondat et Christian Mahieux⁸

6. Ateliers d'Éducation - Initiative ouvrière - Action directe.

7. <https://universitiesatwar.wordpress.com/>.

8. Membres de l'Union syndicale Solidaires, des éditions Syllepse et du Collectif français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine.

1. A l'exemple de leur récente collecte dans les rues de Lviv, pour les travailleurs des mines de Tchervonohrad : <https://laboursolidarity.org/fr/n/3210/salaires---hopitaux---education---armee---etudiantes---mineurs>.

2. En français, voir <https://laboursolidarity.org/fr/campagne>.

3. En français : <https://laboursolidarity.org/fr/campagne/n/2969/lettre-d039informations-syndicales-du-reseau-europeen-de-solidarite-avec-1039ukraine>. Également disponibles en anglais : <https://laboursolidarity.org/en/campaign/n/2971/trade-union-newsletter-of-the-european-solidarity-network-with-ukraine> et en espagnol <https://laboursolidarity.org/campana/n/2970/boletin-sindical-de-la-red-europea-de-solidaridad-con-ucrania>.

4. www.ozzip.pl/.

5. www.facebook.com/priama.diia/.

Déclaration commune⁹

Nous sommes des étudiant-es-travailleur-euses qui, face à la crise du logement et de la production de connaissances causée par les politiques néolibérales d'austérité, s'organisent ensemble pour transformer nos conditions d'études et de travail. Nous sommes conscient-es que cet objectif ne peut être atteint sous le capitalisme et sans agir au-delà des frontières. Nous écrivons ce manifeste pour résumer les résultats de nos discussions communes tenues dans le cadre de la rencontre des mouvements étudiants internationaux *Universities at War: Student-Worker Struggle in Time of Crisis* (Universités en guerre: la lutte des étudiant-es et des travailleur-euses en temps de crise) à Poznan (Pologne) les 13 et 14 juillet 2024. Nous voulons unir tous les aspects de nos luttes et préparer un terrain fertile pour un mouvement étudiant international stable et en pleine croissance. Nous adressons ce manifeste non seulement à tous les étudiant-es qui souhaitent rejoindre notre mouvement, mais aussi aux universitaires, aux travailleur-euses des autres secteurs de la production et de la reproduction, aux locataires et aux migrant-es - à tous ceux et celles dont le travail quotidien reproduit le système capitaliste. Nous sommes conscient-es qu'aujourd'hui, les étudiant-es ne sont pas en première ligne de la lutte - ce n'est qu'un nouveau départ. Mais recommencer ne signifie pas revenir en arrière.

La raison pour laquelle nous avons décidé d'écrire cette déclaration est que nous partageons la même lutte contre le capitalisme et que nous voulons le dépasser. Tout en soulignant la subjectivité politique distincte de nos différentes organisations, nous devons partager nos connaissances et les leçons de nos luttes par le biais de contacts directs (face à face) et en écoutant des voix provenant de différents contextes. Nous devons également documenter minutieusement nos victoires et nos défaites. Nous devons

construire une solidarité dans les luttes à travers différents espaces.

Les universités à notre époque

Notre expérience de l'université est une expérience de solitude et d'isolement. Le parcours éducatif est conçu pour favoriser la compétition entre les étudiant-es, au lieu de la coopération. Le capital profite de cette compétition parce qu'elle produit un individualisme soumis. Un individualisme qui non seulement ne permet pas la lutte, mais n'est même pas capable d'imaginer et de désirer un monde ou une université différents. Toute la structure de l'université fonctionne selon des lois politiques et économiques, où les étudiant-es, comme les travailleur-euses, sont privé-es des connaissances qu'ils et elles acquièrent et coproduisent. Elles et ils sont ainsi aliéné-es parce qu'ils et elles n'étudient pas pour leur développement autonome et critique, mais pour des objectifs capitalistes. C'est l'essence même de l'université capitaliste et cela montre également une tension entre les deux directions que prend l'Université contemporaine. D'une part, le programme d'études est conçu pour forger une force de travail propre à insérer dans le processus de production. D'autre part, cela entraîne une contradiction interne avec les objectifs initiaux de l'Université à savoir l'acquisition de connaissances. La science ne peut pas se développer sur la base d'une université capitaliste.

La connaissance n'est ni mauvaise ni bonne, mais elle n'est pas neutre. La connaissance produite par le capital est contre nous: elle est toujours mesurée puisque, pour être vendue sur un marché, elle doit avoir une quantité. Elle nous rend stupides. Nous voulons organiser une production de notre savoir autonome. Mais nous sommes conscient-es que ce savoir - le savoir issu du commun - ne peut être obtenu qu'en luttant au sein de l'université contemporaine.

Bien commun contre capital

Les communautés d'étudiant-es se développent à partir de la base et sont enracinées dans ce que nous sommes en tant qu'étudiant-es. Elles ne peuvent donc pas être séparées des autres luttes et sont intrinsèquement intersectionnelles. Nous construisons

9. Disponible en français (<https://laboursolidarity.org/fr/n/3201/un-nouveau-reseau-international-de-militants-etudiants-travailleurs>) et en anglais (<https://laboursolidarity.org/fr/n/3201/un-nouveau-reseau-international-de-militants-etudiants-travailleurs>).

les communs comme des espaces libres pré-figuratifs. Pour apprendre et désapprendre, pour se faire confiance, pour s'engager dans une éducation critique, pour construire nos communautés et prendre soin les un·es des autres. Le changement ne peut se produire qu'au sein de la collectivité des étudiant·es eux·elles-mêmes. Par notre lutte collective au sein et contre la production dans nos propres communautés, en commençant par l'université. C'est là que nous abolissons les institutions répressives et, en fin de compte, l'État. Nous considérons la lutte étudiante comme le point de départ d'un changement plus large au sein de la société.

L'Université contemporaine est sous le contrôle de l'État et du capital, alors que nous sommes divisé·es et aliéné·es les un·es des autres. Ils volent les connaissances que nous produisons. Nous voulons nous libérer. Nous voulons imaginer et pratiquer l'université du commun. Une nouvelle université qui dépasse les hiérarchies de genre et de race et qui contourne les frontières. Une université qui produira des connaissances autonomes. C'est la lutte pour la transformation de la communauté universitaire vers la solidarité transnationale. Rejoignons la lutte commune contre l'université néolibérale.

Un terrain d'entente entre les travailleur·euses cognitifs de l'université (professeur·es, chercheur·euses, etc.) et les étudiant·es est basé sur cette affirmation : plus la force de travail intellectuelle est exploitée (bureaucratie, publier ou périr, cours surchargés), plus les étudiant·es font l'expérience d'un grand appauvrissement de la connaissance. En outre, en reconnaissant que les étudiant·es sont directement impliqués dans la production et la reproduction du savoir et, par conséquent, pleinement impliqués dans les processus de valorisation capitaliste, nous sommes amenés à nous battre (comme objectif minimum) pour les coûts de reproduction de nos vies (cantine, dortoirs, transport et services en général). Nous voulons que tous ces services soient gratuits et de qualité et nous pensons que nous avons droit à un salaire étudiant.

Les universités en guerre

Nous ne pouvons pas prétendre que nos universités ne sont pas impliquées dans des guerres. En tant qu'étudiant·es, nous

reconnaissons que cela soulève de nombreuses contradictions dans nos luttes et entre les mouvements de gauche dans différents pays. Mais nos luttes sont plus importantes que les contradictions entre les différents mouvements, personnes ou groupes de gauche. Nous pensons que les universités doivent être libérées de l'idéologie impérialiste et colonialiste. Les étudiant·es et les travailleur·euses doivent comprendre que l'idéologie capitaliste exige des guerres qui sont toujours associées à des crimes de guerre, des violations des droits humains et une oppression brutale, de sorte que notre lutte contre le capitalisme est une lutte contre la guerre. Nous exprimons notre solidarité avec tous les mouvements de gauche qui continuent à lutter contre les tendances autoritaires dans les pays qui connaissent la guerre, les bombardements, la violence et la destruction sur leurs territoires.

Pour construire un mouvement transnational cohérent, nous devons avoir une perspective commune qui éclaire nos décisions et guide nos actions. Nous devons créer et entretenir les outils nécessaires à l'échange de contre-connaissances pratiques et théoriques. Les institutions capitalistes existantes de production de connaissances ne sont ni désireuses ni capables de nous donner cet espace, à moins que nous ne les trompions et que nous exploitons les failles du système à leur encontre. Voler des ressources partout où c'est possible, saisir toutes les opportunités et rechercher activement des occasions de les rendre au public et au commun. Entre-temps, nous ne devons pas éviter les conflits pour maintenir l'unité et devons être prêts à confronter les perspectives des un·es et des autres avec d'autres perspectives. Nous devons savoir se confronter et savoir être en désaccord parce que nous ne trouverons pas d'idées communes par l'ignorance. Au contraire, un échange honnête de points de vue nous permettra de mieux comprendre les positions des un·es et des autres, ce qui nous permettra de travailler ensemble malgré nos désaccords.

Les femmes étudient et subvertissent les universités

Les femmes représentent une part importante des universités dans le monde, mais



elles sont traitées différemment de leurs collègues masculins. Leurs besoins, leurs problèmes et leurs intérêts sont négligés non seulement par les autorités, mais aussi par les communautés dans lesquelles elles travaillent. L'abus de pouvoir au sein des universités ne peut être ignoré. Il touche à la fois les étudiantes et les travailleuses. L'une des formes les plus brutales de ces abus est la violence sexuelle, commise à grande échelle dans des lieux qui devraient en être exempts. Nous ne consentons pas à cet état de fait et nous exigeons que nos universités soient débarrassées du patriarcat, de l'abus de pouvoir et de l'exploitation.

Le manque d'infrastructures sociales influe sur la capacité des femmes à s'instruire. Les cantines pourraient devenir des moyens permettant de libérer les femmes des tâches ménagères supplémentaires et les crèches devraient apporter un soutien aux mères. Ces deux types d'infrastructures devraient être accessibles et gratuits.

Par conséquent, la présence des femmes dans les organisations étudiantes - syndicats, collectifs et autres - est extrêmement importante et irremplaçable. Nous ne pouvons pas ignorer les occasions de nous mobiliser et de mobiliser les autres pour lutter contre l'injustice et le patriarcat.

Que faut-il faire ?

La subversion des universités est une affaire globale et locale : si nous ne réunissons pas ces deux aspects de notre lutte, le capital gagnera toujours. Construire un véritable réseau international de militant·es étudiant·es-travailleur·ses :

- Nous commencerons à partager des publications sur les types et les formes d'actions menées dans nos contextes nationaux, y compris des manuels pratiques et des boîtes à outils sur la pratique efficace des luttes, via notre site.
- Nous invitons les organisations du monde entier à traduire ce manifeste et à engager une discussion, même critique, avec lui. Nous publierons vos contributions sur notre site web.
- Nous briserons le silence sur les conflits internationaux en cours.
- Nous organiserons une réunion en présentiel à l'automne 2024 en Ukraine et une autre en mai-juin 2025 à Bologne, en Italie.

Officine della formazione (Ateliers de l'éducation), Italie; OZZ Inicjatywa Pracownicza (Initiative des travailleurs), Pologne; Пряма Дія (Action directe), Ukraine.

Contact : organising.againstuni@yahoo.com

Traduction : Patrick Le Tréhondat

Le travail commun entre l'Union syndicale Solidaires et Prima Diia

Le 22 juillet, une quinzaine de camarades de Prima Diia ont échangé avec des militants de l'Union syndicale Solidaires, à propos des choix de structuration syndicale, des orientations syndicales, du travail syndical féministe, antiraciste, écologiste, internationaliste, des outils d'information syndicale, de l'autonomie et du rôle politique du mouvement syndical, de la recherche du consensus pour construire une organisation commune efficace, etc. L'Union syndicale Solidaires s'est engagée à faire connaître la déclaration commune internationale cosignée notamment par Prima Diia : auprès de Solidaires étudiant·es et du Mouvement national lycéen (MNL), mais aussi plus largement : vers des syndicats étudiants et des collectifs Jeunes d'organisations syndicales d'autres pays, via l'outil Réseau syndical international de solidarité et de luttes¹.

1. www.laboursolidarity.org Par ailleurs, en France, le Groupe d'études et de recherches sur les mouvements étudiants (GERME : www.germe-inform.fr/) a aussi publié la déclaration commune.

Faut-il tolérer l'impérialisme russe ?

Entretien avec Christian Zeller

Propos recueillis par Patrick Le Tréhondat

*Pourquoi as-tu proposé cette déclaration¹ ?
Après deux ans de guerre en Ukraine, à
quels besoins répond-elle ?*

Depuis le début de la guerre, nous réagissons à la dégradation de la situation en Ukraine et aux débats de plus en plus contradictoires et bizarres au sein de la gauche dans de nombreux pays. Nous sommes solidaires de la résistance ukrainienne depuis le début de la grande offensive russe contre la population ukrainienne le 24 février 2022. Dans le cadre du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (ENSU/RESU), nous avons réussi à organiser des échanges réguliers sur la dynamique politique et militaire immédiate et nous avons développé des relations stables avec des militants en Ukraine, tout particulièrement avec les camarades de Sotsialnyi Rukh, dans les syndicats traditionnels, dans les nouvelles initiatives de syndicalisation comme sois comme Nina, les groupes féministes et les organisations étudiantes. C'est important et cela nous aide à comprendre la situation difficile de la société ukrainienne.

Les débats et les jugements sur la guerre russe au sein de la gauche au sens large varient toutefois considérablement d'un pays à l'autre. En Espagne, en Italie, en Allemagne et en Autriche, il existe une forte tradition pacifiste. Celle-ci s'accompagne parfois d'une vision purement géopolitique de la politique mondiale, souvent entretenue par des organisations post-staliniennes. De nombreux

courants dits trotskistes analysent également la guerre en grande partie, voire exclusivement, d'un point de vue géopolitique et en concluent que les Ukrainiens ne sont que des « idiots utiles » qui mènent une guerre par procuration au service de l'impérialisme américain. Ils s'opposent à la résistance ukrainienne ou veulent au moins lui refuser toute aide militaire et s'opposent souvent aussi aux sanctions économiques contre le régime de Poutine. Cela revient en fin de compte à tolérer l'impérialisme russe.

En France, en Belgique et en Suisse, ainsi que dans les pays scandinaves, les forces qui, par une position anti-impérialiste fondamentale et universelle, se solidarisent clairement avec la résistance ukrainienne contre les troupes d'occupation russes, peuvent également obtenir une certaine audience auprès du grand public. En Grande-Bretagne et aux États-Unis, les deux positions opposées ont, l'une et l'autre, une certaine influence et les débats internes à la gauche sont donc très durs. Les dynamiques politiques et les débats se déroulent donc différemment selon les pays. Nous n'en sommes souvent pas conscients. C'est pourquoi un échange régulier, par exemple dans le cadre de RESU, est extrêmement important.

Un problème est cependant devenu de plus en plus évident au fur et à mesure que la guerre se prolongeait. Nous devons constamment réagir de manière défensive au déroulement de la guerre et aux grands affrontements politiques, sans avoir de vision propre à moyen terme sur les perspectives de reconstruction de l'Ukraine et, surtout, sur la dynamique de l'ensemble du continent européen.

La conférence sur la paix organisée par le gouvernement suisse en accord avec le gouvernement ukrainien les 15 et 16 juin près de

1. « Une paix populaire, pas une paix impériale », déclaration commune d'organisations écosocialistes, libertaires, féministes, écologistes et de groupes en solidarité avec la résistance ukrainienne et pour une reconstruction sociale et écologique autodéterminée de l'Ukraine. Le texte a été publié dans *Adresses*, n° 3, p. 5. Nous le reproduisons à la fin de l'entretien.

Lucerne a ouvert la possibilité d'aborder le désir de paix, mais de définir cette paix de manière qualitative. Quelles sont les conditions de la paix? Quelles sont les forces qui doivent soutenir la paix? C'est à ces questions que nous devons répondre avec notre propre vision.

Il est évident que la paix n'est possible qu'avec l'application du droit à l'autodétermination nationale pour la population ukrainienne. Cela signifie que les troupes russes doivent quitter le territoire ukrainien. Si l'agresseur parvenait à s'imposer, cela provoquerait rapidement l'apparition d'autres régimes frères autoritaires dans l'esprit de Poutine et l'attaque de régions voisines. Mais dans l'immédiat, il est urgent de soutenir la population ukrainienne dans son droit à la protection contre la terreur quotidienne des bombes et des missiles des troupes de Poutine. Cela signifie logiquement que les puissances, c'est-à-dire les États d'Europe et d'Amérique du Nord, qui disposent d'armes efficaces, doivent les fournir à l'Ukraine. Ceux qui disent que l'Ukraine a le droit de se défendre, mais qui ne veulent pas lui fournir les armes nécessaires, agissent de manière illogique et hypocrite. Il s'agit de réaffirmer cet état de fait. C'est pourquoi cette déclaration fait suite à la déclaration commune que j'ai publiée en août 2022 avec des camarades russes, ukrainiens, allemands, autrichiens et suisses².

L'objectif central de la déclaration «Ukraine: une paix populaire, pas une paix impériale» est de lancer un processus commun de compréhension entre les organisations, initiatives et collectifs médiatiques signataires sur la manière dont nous pouvons contribuer à renforcer la solidarité avec la résistance ukrainienne. Mais derrière cette tâche immédiate, il est également important d'échanger sur des problèmes fondamentaux tels que l'autodétermination nationale, la rivalité interimpérialiste, la pensée

géopolitique en blocs, répandue et néfaste dans la gauche, le réarmement et la militarisation, les stratégies anti-impérialistes et écosocialistes ainsi que les mobilisations émancipatrices de la classe ouvrière. Ces discussions doivent être menées au sein des mouvements sociaux progressistes comme le mouvement féministe, le mouvement écologiste, le mouvement de solidarité avec les migrants et les syndicats, et bien sûr au sein des organisations écosocialistes, anarchistes et communistes émancipatrices.

Plus fondamentalement, nous voulons initier un dialogue entre les signataires pour une compréhension programmatique et stratégique plus large d'une transformation anticapitaliste et écosocialiste de l'ensemble du continent européen dans une perspective de solidarité globale.

Lors d'une récente rencontre que vous avez organisée, une militante ukrainienne, Hanna Perekhoda, a expliqué que la guerre en Ukraine signifiait que nous devons construire une alternative de gauche à l'échelle du continent européen. En quoi votre déclaration contribue-t-elle à la construction de cette alternative? Je pense notamment à la question de la sécurité en Europe et à la contradiction entre le désarmement et notre demande d'envoi d'armes à l'Ukraine.

Oui, je pense que nous avons besoin de toute urgence d'une vision et d'une idée commune de la manière dont nous voulons organiser la société sur l'ensemble du continent européen. Il est évident que les néolibéraux n'ont pas de réponse crédible à proposer, même de loin, à un seul défi. Mais les organisations et les courants du mouvement ouvrier classique, c'est-à-dire avant tout les sociaux-démocrates et les différents projets qui ont succédé aux partis communistes, restent eux aussi prisonniers des schémas de la période passée. Il y a une crise d'orientation globale, tant au niveau des élites que de la gauche au sens large du terme. Elle est apparue aussi lors des récentes élections au Parlement européen. Il semble qu'il n'y ait plus de projets. Dans cette situation qui dure depuis longtemps, les forces nationales conservatrices et fascistes gagnent en influence. Le régime de Poutine est le fer de

2. Ilya Budraitskis, Oksana Dutchak, Harald Eitzbach, Bernd Gehrke, Eva Gelinsky, Renate Hürtgen, Zbigniew Marcin Kowalewski, Natalia Lomonosova, Hanna Perekhoda, Denys Pilash, Zakhar Popovych, Philipp Schmid, Christoph Wälz, Przemyslaw; Wielgosz, Christian Zeller, «Soutenir la résistance ukrainienne et combattre le capital fossile», *Inprecor*, n° 701-702, octobre-novembre 2022. Voir aussi Christian Zeller, «Accepter l'occupation pour mettre fin à la guerre?», *Inprecor*, *ibid.*

lance de ce mouvement et le pousse au niveau international.

En même temps, nous devons constater que tout tournant, même modeste, vers une transformation socioécologique, un Green New Deal ou même de modestes réformes contre l'industrie fossile est une illusion. Au contraire, nous assistons depuis peut-être trois ans à un véritable « choc en retour » fossile dans de nombreux pays du monde, mais surtout en Europe. Les grands groupes fossiles sont de nouveau plus confiants et augmentent leurs investissements.

Cela signifie que différents développements dangereux se rejoignent et se renforcent mutuellement.

- La guerre de la dictature de Poutine contre la population ukrainienne et la répression contre sa propre classe laborieuse et les populations non-russes opprimées par l'État russe.
- La rivalité impérialiste qui s'intensifie entre la puissance impérialiste toujours la plus forte, les États-Unis, et l'impérialisme chinois en plein essor.
- La crise persistante du profit et de l'accumulation dans la plupart des secteurs de l'économie.
- L'absence de perspectives pour une grande partie des élites, hormis la conservation immédiate du pouvoir.
- La faiblesse du mouvement ouvrier.
- Le manque de capacité à s'imposer et le déclin relatif du mouvement climatique.
- L'adaptation et la subordination étendues de la gauche classique à l'ordre existant et le manque de crédibilité d'une orientation anticapitaliste globale.

Face à cette évolution tendanciellement chaotique et qui pousse à la fragmentation, certaines fractions de la classe dirigeante cherchent désormais une réponse dans des formes de gouvernement de plus en plus autoritaires. Une partie des couches tendanciellement et relativement privilégiées des classes salariées, des forces petites-bourgeoises, mais aussi une partie de la classe ouvrière classique espèrent maintenir leur position en votant pour les nationaux-conservateurs et les fascistes. Ces tendances, associées à la guerre menée par la dictature de Poutine, au soutien de cette guerre par des

forces fascistes et nationales-conservatrices et l'acceptation de cette situation par des gauches dégénérées, nous conduisent à une situation compliquée.

Dans cette situation sombre, il est urgent que les forces qui misent sur un vaste bouleversement écosocialiste par le bas et sur l'auto-organisation, qui se placent toujours et partout du côté des opprimés et des exploités, au-delà de tous les conflits géopolitiques et des formations de front, ouvrent un dialogue au niveau continental. Il ne s'agit pas d'une solution européenne en opposition à d'autres parties du monde, mais au contraire d'une perspective écosocialiste dans une solidarité globale.

Ce qui complique encore la situation, c'est le besoin militaire urgent de l'Ukraine pour sa défense existentielle. Les forces dominantes en Europe et en Amérique du Nord prennent prétexte de la guerre russe contre la population ukrainienne pour imposer politiquement des programmes de réarmement de grande envergure déjà préparés auparavant. Mais dans le même temps, ces mêmes forces refusent de doter l'Ukraine d'armes modernes et efficaces pour sa défense. Elles obligent l'Ukraine à se défendre en serrant



le frein à main, pratiquement sans sa force aérienne. Ce n'est que depuis quelques semaines que l'armée ukrainienne est autorisée à tirer sur le territoire russe avec des armes modernes et uniquement dans des limites étroitement définies. Cela signifie que l'artillerie russe peut encore tirer sur les villes ukrainiennes à de nombreux endroits sans craindre d'être prise pour cible par les défenseurs. De cette manière, les puissances occidentales affaiblissent l'Ukraine et prolongent ainsi la guerre.

C'est pourquoi nous écrivons dans cette déclaration qu'un soutien militaire efficace à l'Ukraine ne nécessite en aucun cas une nouvelle vague de réarmement. Il s'agit plutôt de mettre un terme aux exportations d'armes lucratives et profitables pour des pays comme l'Arabie saoudite, l'Égypte, la Turquie et Israël. Ces régimes terrorisent leurs peuples voisins et leur propre population avec ces armes. L'Ukraine, en revanche, se défend dans l'urgence et ne reçoit pas l'aide nécessaire, ou alors de manière limitée et soumise à des conditions très désavantageuses. Nous nous opposons donc aux programmes de réarmement de l'OTAN et aux exportations d'armes vers des pays tiers.

Au lieu de cela, les États d'Europe et d'Amérique du Nord doivent fournir, à partir de leurs immenses arsenaux existants, les armes qui aideront l'Ukraine à se défendre efficacement. Dans ce sens, nous exigeons que l'industrie de l'armement ne serve pas les intérêts de profit du capital - au contraire, nous voulons œuvrer à l'appropriation sociale et au contrôle démocratique de l'industrie de l'armement. Cette industrie doit servir les intérêts immédiats de l'Ukraine. Une augmentation ciblée de la production d'armes spécifiques est possible sans déclencher une vague générale de réarmement.

Parallèlement, nous soulignons, pour des raisons sociales et écologiques urgentes, la nécessité d'une conversion démocratique de l'industrie de l'armement en une production socialement utile à l'échelle mondiale. Nous ne devons jamais perdre de vue cette orientation fondamentale. Mais c'est précisément pour cette raison qu'il est vraiment décisif que les forces et les mouvements émancipateurs coopèrent au niveau transnational, continental et finalement mondial, tant sur le plan programmatique que stratégique et

très pratiquement de manière activiste dans des campagnes concrètes.

Mais dans l'immédiat, nous sommes confrontés à une question vraiment difficile et la réponse à cette question doit nous faire sortir de notre routine actuelle: que faire face à une dictature qui mène la guerre sans tenir compte des pertes humaines dans ses propres troupes? C'est un défi particulier: en Algérie, les troupes françaises ont essayé de limiter leurs propres pertes. Pour les troupes américaines au Vietnam, les propres pertes, qui ont finalement atteint 56 000, ont constitué un énorme problème et ont été l'une des raisons de la montée en puissance du mouvement antiguerre. Pour les troupes soviétiques également, les pertes en Afghanistan sont finalement devenues si élevées qu'elles ont dû battre en retraite. De même pour l'armée américaine dans les années qui ont suivi l'invasion de l'Irak en 2003. L'armée israélienne veille probablement plus que toute autre à minimiser ses propres pertes. Mais Poutine passe littéralement ses troupes au «hachoir» sans se soucier des pertes. Oui, les soldats sont utilisés pour ménager le manque de matériel, et non l'inverse.

Des décennies de dictature stalino-bureaucratique, un éclatement et un développement capitaliste chaotiques de l'ex-URSS dans les années 1990 et deux décennies de régime poutinien, qui s'est entre-temps transformé en une dictature proche du fascisme, ont manifestement épuisé la société, l'ont atomisée et ont atrophié toute conscience collective de soi. C'est pourquoi le mouvement antiguerre en Russie n'a eu aucune chance jusqu'à présent.

Qu'est-ce que cela signifie pour la résistance aux troupes d'invasion et d'occupation?

Qu'est-ce que cela signifie pour notre orientation antimilitariste fondamentale?

Nous sommes donc confrontés à des questions similaires à celles qui se sont posées à la résistance antifasciste avant et pendant la Seconde Guerre mondiale.

Mais nous avons aussi besoin d'une vision positive. C'est même crucial. Comment voulons-nous organiser nos sociétés en Europe? Nous devons lancer un débat sur une transformation radicale de l'Europe. Nous voulons contribuer à développer une perspective européenne commune pour des réformes

socioécologiques radicales et, à terme, pour une transformation *écosocialiste* fondamentale de l'ensemble du continent européen dans le cadre d'une solidarité mondiale. Dans ce cadre, nous soutenons la volonté du peuple ukrainien d'adhérer à l'UE. Cela peut paraître paradoxal. Car nous rejetons bien entendu les fondements néolibéraux de l'UE et nous nous opposons également à toutes les tentatives de former un impérialisme de l'UE, sans pour autant renoncer à la résistance contre les impérialismes nationaux classiques. La politique de l'UE appauvrit des millions de personnes et aggrave les inégalités de développement en Europe. Mais le peuple ukrainien doit avoir le droit de rejoindre l'UE s'il le décide par référendum ou lors d'élections.

Nous écrivons dans la déclaration :

Nous saisissons l'occasion de la perspective de l'adhésion de plusieurs pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est pour réfléchir ensemble à la manière d'amorcer une telle transformation socioécologique radicale dans toute l'Europe. Cela implique une stratégie énergétique commune, une transformation écologique de l'industrie, des systèmes de retraite par répartition, une protection efficace du travail, une politique migratoire solidaire, des transferts inter-régionaux et la sécurité militaire ainsi que la reconversion de l'industrie de l'armement. Les forces syndicales, féministes, écologistes, antiautoritaires de gauche et socialistes d'Europe de l'Est devraient jouer un rôle important dans ce débat.

Il est évident, et cela va de soi, qu'une telle orientation doit rompre avec les fondements de l'UE. Mais nous ne rompons pas en excluant d'autres sociétés. Nous ne rompons qu'ensemble, sur l'ensemble du continent, et les sociétés européennes ne se limitent pas à l'UE. Nous concluons donc notre déclaration par un plaidoyer en faveur d'une stratégie de transition socioécologique radicale. Cette stratégie doit contribuer à impulser une dynamique de rupture et de bouleversement écosocialiste proprement révolutionnaire.

Je suis convaincu que seule une vision commune d'une Europe solidaire et écologiquement durable, c'est-à-dire en fin de compte une rupture et un bouleversement écosocialistes, nous permettra de

contrer efficacement l'offensive des nationaux-conservateurs, des fascistes, l'austérité néolibérale et le choc en retour fossile. Réussirons-nous à mettre en place un processus révolutionnaire commun ou glisserons-nous vers la barbarie ?

Il s'agit maintenant de réfléchir à la manière dont nous pouvons amener les forces qui défendent une telle transformation de l'ensemble du continent européens à générer un processus d'échange d'expériences, d'apprentissage et d'action commune. Nous avons besoin d'une convergence transnationale et continentale. Lançons les discussions sur la manière de faire avancer ce processus.

Christian Zeller enseigne la géographie économique et les études mondiales à l'Université de Salzbourg (Autriche). Il est membre du comité de rédaction de *Emanzipation*, revue de stratégie écosocialiste et du RESU.

Une paix populaire, pas une paix impériale

Le gouvernement suisse organisera les 15 et 16 juin 2024 une conférence internationale pour un processus de paix en Ukraine sur la montagne Bürgenstock, près de Lucerne. Le gouvernement ukrainien soutient cette conférence.

Cette conférence a lieu dans une phase décisive de la guerre. Depuis des mois, les forces d'invasion russes trouvent des failles dans les défenses ukrainiennes. L'armée ukrainienne les colmate au prix de lourdes pertes. Les dirigeants russes ont annoncé une grande offensive et attaquent les habitants de Kharkiv, une ville qui compte plusieurs millions d'habitants.

Nous soutenons toutes les mesures en faveur d'une paix qui permette au peuple ukrainien de reconstruire son pays de manière autodéterminée. La paix exige le retrait complet des forces d'occupation russes de l'ensemble du territoire de l'Ukraine. Dans cette optique, nous espérons que la conférence de paix en Suisse contribuera au rétablissement de la souveraineté de l'Ukraine.

Les conditions pour y parvenir sont extrêmement difficiles. Les représentants du régime de Poutine déclarent régulièrement qu'ils ne reconnaissent pas une Ukraine indépendante et nient l'existence du peuple ukrainien. Le régime de Poutine poursuit un projet de Grande Russie. Il soumet la population des territoires occupés par la terreur et vise à éradiquer la culture ukrainienne. Le régime au pouvoir en Russie commet régulièrement des crimes de guerre contre la population ukrainienne.

L'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine, lancée le 24 février 2022, ne remet pas seulement



en question l'indépendance de l'Ukraine. Elle encourage également d'autres régimes autoritaires à menacer les populations voisines, à occuper des territoires et à expulser massivement les personnes. Afin d'éviter toute résistance chez elle, l'armée russe recrute désormais aussi des citoyens de pays voisins et du Sud pour servir de chair à canon.

En raison de la résistance massive – et surprenante – de la population ukrainienne, les gouvernements d'Europe et d'Amérique du Nord ont commencé à soutenir l'armée ukrainienne dans sa défense contre les forces d'occupation russes. Cependant, ils soutiennent l'Ukraine pour affirmer leurs propres intérêts dans la rivalité impérialiste mondiale. Les États-Unis visent à affaiblir leur homologue russe tout en montrant leur force face à la Chine, puissance montante, et en donnant le ton aux puissances européennes qui sont à la fois partenaires et rivales. Mais bien que le Congrès américain ait finalement approuvé le 20 avril 2024 un programme d'aide pour l'Ukraine, qui avait été bloqué par le Parti républicain pendant neuf mois, le soutien à l'Ukraine est toujours resté sélectif et insuffisant.

De même, les sanctions économiques qui ont été imposées par les gouvernements de l'UE et des États-Unis contre la Russie et les représentants du régime de Poutine sont sélectives, mal ciblées et insuffisantes. Elles n'empêchent pas la Russie de continuer à exporter du pétrole et du gaz, ainsi que d'autres matières premières stratégiquement importantes, pour remplir son trésor de guerre. Certains

pays européens ont même considérablement augmenté leurs importations de GNL en provenance de Russie depuis le début de la guerre. D'autres, comme l'Autriche, achète plus de 90 % de leurs importations de gaz naturel à la Russie. Les gouvernements de ces pays obligent les consommateurs de gaz à financer la guerre de Poutine contre la population ukrainienne.

Le gouvernement suisse, hôte de la conférence de paix, n'a pas seulement accordé des allègements fiscaux aux oligarques russes depuis des décennies, il a également refusé de confisquer les biens de ces oligarques depuis le début de l'invasion russe. En tant que plaque tournante majeure du commerce international des matières premières, la Suisse offre depuis de nombreuses années aux capitaux russes d'excellentes possibilités de s'enrichir. De nombreux politiciens bourgeois ont volontiers accueilli ces entreprises en Suisse. Par la vente de produits à double usage, la Suisse contribue à l'équipement de la machine de guerre russe. Enfin, le secteur financier suisse facilite le commerce du pétrole russe.

Aux États-Unis comme en Europe, de plus en plus de voix s'élèvent au sein de l'establishment politique et économique pour lier leur soutien à l'Ukraine à certaines conditions. Leur objectif est de faire pression sur l'Ukraine pour qu'elle cède de vastes territoires et plusieurs millions de personnes au régime de Poutine. Une telle paix, imposée par les grandes puissances impériales, renforcerait le régime de Poutine et ne parviendrait pas à jeter les

bases d'une reconstruction démocratique durable de l'Ukraine.

Nous avons besoin d'une paix qui soit basée sur les intérêts du peuple et des travailleurs en Ukraine et en Russie avec leur soutien. Une telle perspective ne peut aboutir que si les syndicats, les organisations de femmes, les initiatives environnementales et autres organisations de la société civile d'Ukraine et de Russie jouent un rôle de premier plan dans les pourparlers de paix.

L'occupation est un crime !

Nous sommes guidés par les principes d'autolibération, d'émancipation et d'autodétermination de la classe ouvrière et de tous les peuples opprimés, au-delà de toutes considérations géopolitiques. En ce sens, nous sommes également solidaires du peuple palestinien, qui lutte pour son autodétermination depuis des décennies. De même, nous soutenons les peuples kurde et arménien et tous les autres peuples menacés d'occupation, d'oppression nationale et culturelle.

Sur la base de notre positionnement, soutenant la résistance ukrainienne contre l'occupation russe, nous voulons contribuer à développer une perspective européenne commune pour des réformes socioécologiques radicales et, à terme, pour une transformation écosocialiste de l'ensemble du continent européen dans une solidarité globale.

En soumettant cette déclaration à la discussion, nous voulons contribuer à un processus transnational de compréhension et de clarification politique entre les forces de gauche qui partagent ces convictions importantes dans toute l'Europe et au-delà.

Douze principes pour une paix juste en Ukraine au sein d'une Europe basée sur la solidarité et l'écologie

Nous, les organisations et initiatives soussignées, voulons promouvoir un processus de paix qui adhère aux douze principes suivants :

1) La réalisation d'une paix socialement juste et écologiquement durable exige le retrait inconditionnel et complet des forces d'occupation russes de l'Ukraine et le retour de l'ensemble du territoire dans ses frontières internationalement reconnues.

2) La Russie détruit systématiquement les villes, les infrastructures et l'environnement pour démoraliser la population et déclencher une grande vague de réfugiés. Contre cette terreur quotidienne, nous exigeons que les gouvernements « occidentaux » soutiennent l'Ukraine dans la protection de sa population et de ses infrastructures contre les bombardements et les attaques de missiles par la puissance d'occupation russe. Nous sommes favorables à un soutien humanitaire, économique et militaire massif des États riches d'Europe en faveur de l'Ukraine. La population ukrainienne a besoin de toute urgence d'être protégée des bombes et des roquettes russes.

3) Nous nous opposons aux tentatives des gouvernements « occidentaux », des représentants de l'OTAN et de l'UE de faire pression sur l'Ukraine pour qu'elle fasse des concessions massives à la puissance

occupante russe. Nous nous opposons à l'idée que l'Ukraine doive céder plusieurs millions de concitoyens au régime de Poutine. C'est au peuple ukrainien de décider comment faire face à cette situation atroce d'occupation permanente, voire croissante. Nous soutenons la résistance armée et non armée des Ukrainiens contre la puissance occupante russe.

4. Nous demandons que tous les Russes qui refusent le service militaire bénéficient d'un statut de résident sûr dans les pays d'Europe et d'Amérique du Nord. La désertion massive est importante pour affaiblir la machine de guerre russe.

5. Nous soutenons la lutte politique des syndicats ukrainiens, des organisations de femmes et des initiatives environnementales contre les politiques néolibérales anti-ouvrières du gouvernement du président Volodymyr Zelenskyy. Ces politiques sapent la défense socialement étendue de l'Ukraine contre l'occupation russe et rendent impossible une reconstruction socialement juste et écologiquement durable.

6. Nous sommes solidaires du mouvement anti-guerre, de l'opposition démocratique et des luttes ouvrières indépendantes en Russie. Nous sommes également solidaires des nationalités opprimées en Russie qui souffrent particulièrement de la guerre et luttent pour leur autodétermination. C'est leur jeunesse qui est exploitée comme chair à canon par le régime de Poutine. Ces mouvements sont déterminants pour parvenir à une paix juste et à une Russie démocratique.

7. La Russie a emprisonné de nombreuses personnes originaires d'Ukraine en tant que prisonniers politiques. Beaucoup ont été condamnés à des décennies de prison et de camps pénitentiaires. Nous exigeons leur libération inconditionnelle. Nous exigeons que la Croix-Rouge internationale soit autorisée à maintenir un contact régulier avec tous les prisonniers de guerre. La libération des prisonniers de guerre est une condition préalable à toute paix juste.

8. La Russie doit payer des réparations au peuple ukrainien. Les oligarques de Russie et d'Ukraine doivent être expropriés. Leurs biens doivent être mis à disposition pour la reconstruction de l'Ukraine et, après la chute du régime de Poutine, du développement démocratique de la Russie.

9. Nous exigeons que les gouvernements « occidentaux » annulent immédiatement la dette financière de l'Ukraine. C'est une condition cruciale pour la reconstruction démocratique du pays. Les États riches d'Europe et d'Amérique du Nord doivent mettre en place des programmes de soutien complets et étendus en faveur du peuple ukrainien et de la reconstruction de son pays. Cette reconstruction doit se faire sous le contrôle démocratique de la population, des syndicats, des initiatives environnementales, des organisations féministes et des quartiers organisés dans les villes et les villages.

10. Nous nous opposons à tous les projets des gouvernements européens et nord-américains, des organisations internationales, qui visent à imposer

un programme économique néolibéral au peuple ukrainien. Cela prolongerait et aggraverait la pauvreté et la souffrance. Nous dénonçons également tous les efforts visant à vendre les biens et les actifs de la population ukrainienne à des sociétés étrangères. La récupération et la réorganisation de l'agriculture, de l'industrie, des systèmes énergétiques et de l'ensemble de l'infrastructure sociale doivent servir à la transformation socioécologique de l'Ukraine, et non à la fourniture de main-d'œuvre, de céréales et d'hydrogène bon marché aux pays d'Europe de l'Ouest.

11. Un soutien militaire efficace de l'Ukraine ne nécessite pas une nouvelle vague d'armements. Nous nous opposons aux programmes de réarmement de l'OTAN et aux exportations d'armes vers des pays tiers. Au contraire, les pays d'Europe et d'Amérique du Nord doivent fournir, à partir de leurs énormes arsenaux existants, les armes qui aideront l'Ukraine à se défendre efficacement. En ce sens, nous demandons que l'industrie de l'armement ne serve pas au profit du capital. Au contraire, nous voulons travailler à l'appropriation sociale de l'industrie de l'armement. Cette industrie doit servir les intérêts immédiats de l'Ukraine. En même temps, pour des raisons écologiques sociales et urgentes, nous soulignons l'impératif de convertir démocratiquement l'industrie de l'armement en une production socialement utile à l'échelle mondiale.

12. Nous voulons lancer un débat sur une réorganisation radicale de l'Europe. Nous voulons contribuer à développer une perspective européenne commune pour des réformes socioécologiques radicales et ultérieurement pour une transformation écosocialiste fondamentale de l'ensemble du continent européen dans la solidarité mondiale. Dans ce cadre, nous soutenons la volonté du peuple ukrainien d'adhérer à l'UE, même si nous rejetons les fondations néolibérales de l'UE qui appauvrissent des millions de personnes et favorisent un développement inégal en Europe. Nous prenons la perspective d'une adhésion de plusieurs pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est comme une occasion de réfléchir ensemble à la manière dont un changement socioécologique radical peut être initié dans toute l'Europe, notamment par une stratégie énergétique commune, une reconversion industrielle écologique, des systèmes de retraite par répartition, une réglementation sociale du travail, une politique migratoire solidaire, des paiements de transferts interrégionaux et une sécurité militaire accompagnée d'une reconversion de l'industrie de l'armement. Les forces syndicales, féministes, écologiques, antiautoritaires et socialistes d'Europe de l'Est devraient jouer un rôle important dans ce débat.

Ukraine : une paix populaire, pas une paix impériale

Source : revue [Emanzipation](#).



Le féminisme : une révolution : pour la souveraineté populaire et nos corps

Rencontre nationale de la Marche mondiale des femmes

Renverser ce système avec force et rébellion, organiser les femmes sans perdre notre audace : rêver et lutter comme Nalu Faria¹.

C'est par ce chant que nous, militantes de la Marche mondiale des femmes, réunies à l'occasion de notre 3^e Rencontre nationale, résumons le sens politique de notre mouvement². Nous voulons changer le monde en changeant la vie des femmes et notre stratégie pour y parvenir est l'auto-organisation dans tous les lieux où nous vivons, travaillons et agissons.

Les femmes organisées en féminisme populaire sont la tempête du patriarcat. Nous sommes des travailleuses de la campagne et de la ville, des femmes noires, des femmes aux sexualités diverses, des femmes lesbiennes et bisexuelles, des jeunes femmes, des femmes transgenres, des femmes *quilombolas* et indigènes, des femmes dans les syndicats et l'économie solidaire, des femmes âgées et des femmes handicapées. Nous sommes organisées dans un féminisme populaire qui est fort parce qu'il est construit au quotidien avec un programme politique qui nous organise et nous mobilise, un féminisme dans lequel nous avons toutes notre place.

Au Brésil et dans le monde entier, les femmes sont en première ligne de la résistance au fascisme. Les attaques contre nos corps et nos sexualités, la violence sous ses

formes les plus extrêmes, ainsi que le renforcement du modèle familial hétéropatriarcal, augmentent la charge de travail face à la crise et à la précarité des conditions de vie.

Les attaques contre les femmes ne sont pas un écran de fumée : le conservatisme fait partie du néolibéralisme et est au cœur des actions de l'extrême droite. Ces dernières années, la mobilisation des femmes a été fondamentale dans la lutte contre Bolsonaro et dans la victoire électorale de Lula. Aujourd'hui, nous sommes en meilleure position pour organiser nos luttes, mais nous vivons une période de résistance et de confrontation avec l'extrême droite. Nous voyons et ressentons la misogynie à la radio, sur Internet et à la télévision, dans nos quartiers, nos communautés et nos territoires. Nous sommes convaincues que la force féministe organisée est capable d'imposer des défaites à l'extrême droite, comme les récentes mobilisations qui ont stoppé le traitement du projet de loi 1904.

Nous devons sortir de la résistance et construire une offensive féministe contre le conservatisme. Nous devons accroître la présence des femmes dans tous les espaces de décision politique, mais cela ne suffit pas. Nous devons accumuler des forces à l'intérieur et à l'extérieur du parlement et des institutions pour changer les structures et radicaliser la démocratie. Nous contestons la signification publique de l'État, nous luttons pour étendre les services publics et le droit à la santé et à l'éducation, aux soins et à l'alimentation, à l'eau et à l'énergie, ainsi qu'au logement.

Nous luttons pour des politiques immédiates qui changent les conditions de vie maintenant et qui créent les conditions pour des transformations structurelles. Nous nous engageons à construire une politique

1. Nalu Faria (1960-2024) a été membre du Comité international de la Marche mondiale des femmes et du Réseau latino-américain des femmes transformant l'économie (Rede Latinoamericana Mujeres Transformando la Economía REMTE).

2. La 3^e Rencontre nationale du MMM «Nalu Faria» a réuni plus d'un millier de femmes du 6 au 9 juillet 2024 à Natal au Brésil.

nationale de soins qui renforce la responsabilité de l'État en matière de soins et de reproduction sociale. Dans cette construction, nous voulons accumuler des forces pour rompre avec la dynamique de la division sexuelle et raciale du travail, afin de construire une économie dans laquelle la durabilité de la vie est au centre.

Le conflit du capital contre la vie au Brésil se manifeste par une exploitation et une expropriation accrues des corps, du travail, des vies et des territoires des femmes et de la classe ouvrière. La militarisation et la violence sont des instruments de ce conflit. La privatisation, la militarisation et le conservatisme vont de pair, comme le montrent les attaques contre l'éducation. Nous luttons pour la défense des biens communs et contre le pouvoir des sociétés transnationales.

Les entreprises transnationales personnifient le capital et avancent sur nos territoires. Nous dénonçons l'omission et la subordination de l'État aux intérêts des entreprises, comme dans le cas de la tragédie criminelle de Braskem. Au nom du climat, les entreprises transnationales s'approprient les biens communs et encerclent les territoires vitaux des peuples. Les complexes éoliens

et solaires progressent, notamment dans les États du nord-est. Cette avancée sur les territoires suit la même logique que les projets miniers et de capitalisme vert: ils modifient les usages des terres et les modes de vie, en particulier des communautés indigènes et *quilombolas*, empêchent la libre circulation, augmentent le travail domestique et rendent les femmes malades. Il s'agit de processus violents qui aggravent la violence historique raciste et patriarcale à l'encontre des femmes.

Les propositions du capital sont de fausses solutions au changement climatique, car elles sont basées sur la logique de la poursuite de l'expansion de la demande d'énergie et de la pollution, cachée dans le discours de la neutralité carbone. Nous rejetons le maquillage vert et lilas de ce système, qui continue à détruire les biomes et à aggraver le racisme environnemental. La crise que nous vivons a de multiples dimensions et l'une d'entre elles est le climat. Les événements climatiques extrêmes sont déjà une réalité, comme les inondations dans le Rio Grande do Sul et la sécheresse en Amazonie. Sans la capacité d'organiser la solidarité, les impacts sur les populations seraient encore plus importants. Nous luttons pour la justice



climatique, qui ne sera pas une réalité sans justice environnementale.

Les femmes indigènes et *quilombolas* nous ont appris que notre corps est notre premier territoire. Nous rejetons la logique de l'industrie pharmaceutique qui nous fragmente et nous rend malades au service des profits des mêmes entreprises transnationales qui vendent des médicaments et des pesticides.

Nous luttons pour que les femmes puissent vivre leur sexualité sans être soumises aux normes oppressives de l'hétéro-normativité. Nous exigeons la légalisation de l'avortement et sa dépénalisation afin qu'aucune fille ou femme ne souffre, ne soit mutilée ou ne meure pour avoir décidé de ne pas poursuivre une grossesse non désirée. Nous dénonçons l'action du marché sur le corps des femmes, qui exploite et transforme le sexe en marchandise, la pédophilie en consommation et les corps en objets.

L'économie féministe est notre alternative et notre stratégie. Pour faire face au pillage de nos corps-territoires, de notre travail et de nos modes de vie, nous avons besoin d'une réforme agraire populaire, avec une production basée sur l'agroécologie. Les femmes construisent des alternatives concrètes dans leurs territoires, avec leurs connaissances, leurs technologies libres et leurs formes de communication populaire. Les jardins communautaires, les blanchisseries collectives, l'économie solidaire et l'agroécologie recourent d'autres formes de relations entre l'homme et la nature.

Nous luttons pour la souveraineté populaire, qui se compose de la souveraineté alimentaire, de la souveraineté énergétique, de la souveraineté technologique et de la souveraineté de nos corps. Nous affrontons l'impérialisme et ses mécanismes de domination, qu'il s'agisse de coups d'État, de sanctions ou de guerres. Nous ne nous arrêterons pas tant que le génocide du peuple palestinien n'aura pas cessé, tant que la Palestine ne sera pas libre, de la rivière à la mer. La solidarité et l'internationalisme féministe sont nos piliers et nos fils conducteurs.

En tant que mouvement de base, nous avons relevé le défi de poser le pied dans chaque municipalité, village, communauté et colonie. Et organiser un mouvement de femmes massif pour que le féminisme

devienne un lieu d'attention, d'affection et, surtout, de lutte.

Nous nous engageons à partager les leçons du féminisme et à apprendre des femmes afin qu'ensemble, nous puissions construire une société de liberté et d'égalité. Guidées par l'espoir et la force collective d'un millier de femmes venues de 23 États du pays, nous réaffirmons que l'aube féministe commence chaque jour jusqu'à ce que nous soyons toutes libres.

Comme nous l'avons dit dans les rues de Natal, «le féminisme est une révolution». Notre programme ne correspond pas au modèle de société du capital. Nous affirmons nos principes d'auto-organisation des femmes et d'alliances stratégiques avec les mouvements populaires. Nous avons appris de nos alliés et avons construit ensemble des processus anti-impérialistes et des luttes pour l'intégration des peuples. Nous affirmons le socialisme comme horizon de transformation, convaincues que sans féminisme, il n'y a pas de socialisme.

Nous continuerons à marcher jusqu'à ce que nous soyons toutes libres!

Nalu Faria présente!

Les clés de la crise post-électorale au Venezuela

Entretien avec Luz Mely Reyes et Andrés Caleca

Propos recueillis par Pablo Stefanoni

Que s'est-il passé lors des élections vénézuéliennes ? Pourquoi le gouvernement de Maduro ne montre-t-il pas les procès-verbaux des votes ? Comment l'opposition a-t-elle réussi à avancer sur une voie unie ? Ces questions et d'autres sont abordées ici, alors que le Venezuela connaît non seulement une contestation des résultats électoraux, mais aussi une escalade de la répression qui affecte fondamentalement les secteurs populaires.

Le processus électoral du 28 juillet a provoqué une nouvelle situation de crise. Le gouvernement affirme avoir triomphé, mais refuse de montrer les procès-verbaux qui accréditeraient cette victoire, tandis que l'opposition, dirigée par María Corina Machado et représentée dans les urnes par Edmundo González Urrutia, annonce sa victoire et montre une série de procès-verbaux qui accréditent sa position.

En s'autoproclamant président réélu, Maduro a également intensifié la répression qui s'abat désormais sur les secteurs populaires qui constituaient traditionnellement la base de soutien du chavisme. À ce jour, personne ne sait comment le conflit électoral sera résolu, mais la situation est clairement critique.

Lorsque 80 % des votes ont été comptés, le gouvernement a annoncé que Nicolás Maduro avait obtenu 51 % des voix et que le candidat de l'opposition, Edmundo González, en avait obtenu 44 %. Mais selon les registres de l'opposition : González avait obtenu 67 % et Nicolás Maduro 30 %. À partir de ce moment, un mot a dominé toutes les conversations : le mot « *actas* ». On ne sait pas si les procès-verbaux existent ou non, si ceux de l'opposition sont les mêmes que ceux revendiqués par le gouvernement (qui ne les présente pas) et ce qu'il en est des bulletins émis par le Conseil national électoral [CNE].

Pablo Stefanoni

Ma première question est donc de savoir ce qui s'est passé le dimanche 28 juillet, en quoi ces élections diffèrent-elles des précédentes ? Et, comment fonctionne le système électoral et quel est le problème spécifique autour des bulletins de vote ?

Luz Mely Reyes. Tout d'abord, il est important de souligner qu'il ne s'agit pas du fait que les procès-verbaux n'apparaissent pas, ce qui est effectivement le cas. Ceux montrés par l'opposition, et ceux montrés par le parti Centrados – qui a fait alliance avec le Parti communiste – sont des copies des procès-verbaux reçus par les témoins des différents partis politiques qui ont participé à cette élection. Ces procès-verbaux sont apparus et sont téléchargés sur une plateforme conçue par l'organisation Plataforma Unitaria, à laquelle appartient María Corina Machado. Je pense donc que nous devrions commencer par là. Dire que les procès-verbaux sont là et que Nicolás Maduro lui-même a déclaré qu'il en avait aussi 100 % – ce qui est logique, car le Parti socialiste unifié du Venezuela [PSUV] a eu des témoins dans tous les bureaux de vote. Mais il ne les a pas rendus publics.

Quant à ce qui s'est passé dimanche, nous pouvons dire, d'après tout ce qui a été recueilli et rapporté, que ce fut une belle journée de vote, au cours de laquelle les citoyens sont sortis pour exprimer leur position et pour voter. C'est quelque chose qui était demandé depuis longtemps, comme une façon de commencer à résoudre le conflit vénézuélien. Je crois donc qu'il faut souligner la journée civique, qui a connu une participation très importante et un haut niveau d'engagement de la part des dirigeants de l'opposition. Cette opposition, qui avait été auparavant très critiquée – et je m'inclus dans cette critique – pour nombre de ses décisions, a fait preuve d'engagement sur ce

parcours électoral plein de nids-de-poule, de trous et d'obstacles. L'opposition a participé activement aux élections, même si ce terrain de jeu était complètement inégal et en faveur du gouvernement. Ce sont donc les deux premiers points que je voudrais souligner.

Bien sûr, après cette journée civique, il s'est passé ce que l'on sait: un mépris total des protocoles établis pour permettre la vérification des résultats. Le CNE et le système électoral vénézuélien ont certaines caractéristiques et réglementations qui permettent de vérifier et de garantir que ce qui est publié dans les bulletins correspond aux votes exprimés sur les machines électroniques. Ce processus a été violé et c'est ce qui nous a amenés à cette situation.

Andrés Caleca. La première chose que je voudrais faire est de caractériser le moment que traverse le Venezuela. Et ce moment ne peut être caractérisé que comme celui d'une fraude électorale déjà commise et du début d'un processus de coup d'État. Il doit être clair que le problème vénézuélien n'est plus seulement celui du décompte des voix, mais celui d'un régime qui a définitivement abandonné l'État de droit, qui s'est proclamé vainqueur d'une élection en violation des règles de vérification. Le chef du PSUV, Diosdado Cabello, qui a tendance à être un peu plus brutal que le reste de la direction chaviste, a clairement déclaré: «Nous n'allons pas remettre les procès-verbaux, nous n'allons rien montrer.» Il a déclaré qu'ils resteraient simplement au pouvoir et que l'opposition serait réprimée. C'est ce qui se passe actuellement au Venezuela.

En ce qui concerne la question électorale, je pars du même point que Luz Mely. Dimanche, il y a eu une journée de vote extraordinaire au cours de laquelle la grande majorité des citoyens et de citoyennes sont allés voter. Il s'agit d'une élection où environ 80 % de l'électorat s'est rendu aux urnes. À cet égard, il convient de préciser que sur les 21 millions d'électeurs et d'électrices inscrits sur le registre électoral, 4,5 millions se trouvent à l'étranger. Presque toutes et tous ont été empêchés de voter lors de ces élections. Par conséquent, la véritable base électorale vénézuélienne, selon diverses organisations, est estimée à environ 13 millions

d'électeurs et d'électrices. D'autre part, en plus du taux de participation très élevé - le plus élevé de ces derniers temps, au moins depuis 2012 - il faut ajouter que, bien que la journée ait connu quelques contretemps, le système de mise en place et de fonctionnement des bureaux de vote a fonctionné presque à 100 %. Il y a eu des retards dans l'installation de certains bureaux de vote, quelques incidents mineurs avec les machines électroniques, et il y a également eu quelques désagréments dans certaines zones en raison de la fragilité du système électrique vénézuélien. Cependant, même s'il y a eu des zones entières, comme la capitale de l'État de Miranda ou un État voisin de Caracas, où il n'y a pas eu d'électricité pendant presque toute la journée, les sauvegardes et les batteries des machines ont fonctionné correctement. Le système a donc fonctionné, tant sur le plan humain qu'électronique, de manière très robuste. Les vrais problèmes ont commencé à 14 h 30 et étaient liés, avant tout, aux coordinateurs/coordinatrices des centres de vote. Les coordinateurs/coordinatrices sont des fonctionnaires du CNE qui ont des fonctions spécifiques liées à l'entretien des locaux et au fonctionnement des machines. Elles et ils constituent une sorte de liaison entre le CNE en tant qu'institution et le centre de vote lui-même. Le problème est que ces coordinateurs/coordinatrices de centre - qui, comme toute la bureaucratie du CNE, sont composées de militantes du PSUV - ont reçu l'ordre d'empêcher les témoins de l'opposition d'obtenir une copie de l'« *acta* » correspondant.

Pour comprendre cela, il faut savoir comment fonctionne le système. Permetts-moi de commenter. En gros, la machine électronique génère un « *acta* » qui est vérifié par les membres de la table - qui dans ce cas étaient trois - et les témoins de chacun des candidats (l'opposition avait des témoins dans presque 100 % des tables, tout comme le PSUV). Le procès-verbal est imprimé et signé par les membres du bureau de vote et les témoins présents. Et, après l'avoir signé, la machine imprime les copies de l'acte qui sont nécessaires en fonction du nombre de témoins à la table. Et si la machine manque de papier et qu'il n'y en a pas assez pour que tous les témoins le reçoivent, la priorité est donnée à ceux des candidats en tête des élections.

Dans ce cas, il s'agirait de Nicolás Maduro et d'Edmundo González.

Ce qui s'est passé à cette occasion, c'est que des problèmes ont commencé à surgir parce que les coordinateur·rices des centres ont indiqué aux membres de la table pro-Chávez et aux témoins pro-Chávez qu'elles et ils ne devaient pas donner la copie de l'acta au témoin de la candidature d'Edmundo González. Cela a causé plusieurs désagréments dans les bureaux de vote en fin d'après-midi, qui ont même donné lieu à quelques affrontements. En tant que direction de l'opposition, nous avons été étonné·es par la présence de tous nos témoins dans les bureaux de vote, mais surtout par le courage avec lequel elles et ils se sont battus pour leur droit à l'acte. Et dans presque tous les cas, elles et ils ont finalement obtenu l'« acta ». Ce qui a permis au conflit qui se développait entre les représentant·es du PSUV et de l'opposition de se résoudre en faveur de cette dernière c'est l'intervention du « Plan República ». Au Venezuela, le processus électoral est placé sous la protection d'un plan des forces armées appelé « Plan República ». Ce sont les militaires qui transportent le matériel électoral, qui gardent les bureaux de vote, qui assistent au processus de vote pendant son déroulement, qui collectent le matériel après que chaque citoyen a voté, et qui l'amènent au centre de décompte. Les militaires, qui se trouvaient, logiquement, dans les bureaux de vote, ont agi, dans la plupart des cas, en faveur du maintien de la légalité et en veillant à ce qu'aucun outrage ne soit commis. Maintenant, les gens parlent de l'endroit où se trouvent les procès-verbaux et, comme l'a dit Luz Mely, les procès-verbaux existent, ils sont là, ils peuvent être consultés sur le site Internet. Mais, en plus, les feuilles de décompte, les cahiers de vote et les boîtes contenant les reçus de vote ont été collectés par Plan República. En d'autres termes, ils sont entre les mains des militaires. Par conséquent, la force armée nationale est le témoin essentiel de l'élection. Et c'est pourquoi je dis que lorsque la direction des Forces armées nationales annonce, même pratiquement avant le CNE lui-même, que Maduro a gagné, nous sommes en présence, plus que d'une fraude, d'un coup d'État. C'est un coup d'État de la direction militaire, qui trahit ses officiers inférieurs, qui étaient précisément

là, dans les bureaux de vote, à surveiller les résultats et à défendre les témoins de l'opposition lorsqu'ils ont revendiqué leur droit à disposer des procès-verbaux.

Dans les accords qui ont conduit à ces élections, il a été établi que deux des cinq représentants au CNE seraient issus de l'opposition. Quel rôle ont joué ces représentant·es de l'opposition ?

Luz Mely Reyes. J'ai suivi toute cette affaire en tant que journaliste et observatrice du processus, et le samedi 27, j'ai interviewé la rectrice du CNE, Aime Nogal, qui est arrivée là sur proposition du parti d'opposition Un Nuevo Tiempo. Lorsque, avec une équipe de journalistes, nous lui avons demandé quelles garanties elle donnait au processus, Nogal a répondu qu'elle garantissait le respect de la Constitution et de ses règles. Mais, en fait, elle n'a pas rempli ce rôle car elle est restée silencieuse lorsque les contestations sur la fraude ont commencé. La question est donc de savoir pourquoi elle est restée silencieuse. Et je crois, même s'il ne s'agit bien sûr que d'une hypothèse, qu'elle a gardé le silence par peur. Elle n'est pas venue soutenir les propos du président du CNE, Elvis Amoroso, mais elle n'est pas non plus venue les nier. Juan Carlos Delpino, également recteur du CNE, a adopté une approche différente. Aux premières heures du matin, lors de la lecture des résultats, il s'est levé et est parti, rejetant ce qui se passait. Le lendemain, Delpino n'était pas à la proclamation de Maduro et a demandé à être placé en situation de protection. En tant que journalistes, nous avons dit que, dans un pays comme le Venezuela, un recteur principal du CNE comme Delpino ne pouvait pas passer tous ces jours sans activité publique et en situation de protection sans qu'il n'y ait aucune réaction de la part de l'un des pouvoirs ou de l'une des institutions.

Mais il y a quelque chose que beaucoup ne savent peut-être pas, c'est que lorsqu'Amoroso a lu les bulletins, il a mentionné la rectrice suppléante, Ana Julia Niño. Cette rectrice, qui n'est pas chaviste mais indépendante, n'était pas là en raison d'une tragédie familiale liée au décès de son père qu'elle veillait sur l'île de Margarita. Mais elle a été mentionnée comme approuvant ce bulletin sans même qu'elle ne soit présente. En



d'autres termes, ni Delpino, ni Ana Julia Niño n'ont approuvé le bulletin. Et Aime Nogal n'a dit ni oui ni non.

Ces élections sont le fruit d'une série d'accords entre le gouvernement, l'opposition et les États-Unis. Mais le processus qui y a conduit est apparu complètement erratique. María Corina Machado a d'abord été disqualifiée, puis sa remplaçante, Corina Yoris, mais l'opposition a tout de même réussi à présenter un candidat d'unité, Edmundo González, et le gouvernement l'a autorisé à participer aux élections. Pendant longtemps, on s'attendait à ce qu'il soit disqualifié, ce qui ne s'est finalement pas produit.

Comment comprenez-vous cette situation : le gouvernement Maduro pensait-il vraiment qu'il pouvait gagner, ou pensait-il qu'il ne pourrait pas aller aussi loin que Daniel Ortega au Nicaragua, qui est allé de l'avant et a arrêté toute l'opposition ?

Luz Mely Reyes. Je dois dire qu'il ne s'est jamais agi d'une élection normale et que les irrégularités et les obstacles mis en place ont toujours été dénoncés, surtout à partir du moment où María Corina Machado a été disqualifiée par une procédure qui ne respectait pas les règles du pays. Puis, lorsque Edmundo González a été choisi comme second remplaçant - après la disqualification de Corina Yoris - une série de tensions sont apparues. Dès le début, l'utilisation des pouvoirs de l'État pour confisquer ou couper les

possibilités de participation à l'élection ont été dénoncées. Et à ce stade, il est important de souligner la violation du droit de participation des Vénézuélien·nes de l'étranger. Andrés a précisé que le nombre de personnes à l'étranger qui auraient dû pouvoir voter est de 4,5 millions. Or ces Vénézuélien·nes n'ont pas été autorisé·es à faire une demande de changement de résidence. Elles et ils ont été soumis à des exigences qui ne leur ont pas été imposées dans le pays. Au Venezuela, on peut voter en montrant une carte d'identité même expirée. En outre, les Vénézuélien·nes de l'étranger qui sont en situation légale ont été empêché·es de voter. Les Vénézuélien·nes qui se trouvent légalement au Chili, au Pérou ou en Équateur n'ont pas pu se rendre aux urnes parce que le consulat et l'ambassade du Venezuela dans ces pays ignoraient la légalité de ces personnes dans le pays, légalité qui est garantie par le pays d'accueil ! Cela signifie que cette élection s'est déroulée dans les pires conditions possibles.

Le Centre Carter, après avoir participé avec un groupe d'expert·es pendant un mois à l'examen du processus électoral sur la base d'un mémorandum avec le CNE, a conclu que l'élection vénézuélienne ne correspond pas aux normes internationales d'intégrité et, par conséquent, aux critères fondamentaux d'une élection démocratique.

Andrés Caleca. Une élection est un processus électoral. C'est-à-dire qu'elle ne se

déroule pas seulement le jour de l'élection. Et, en ce sens, il faut dire que tout le processus a été frauduleux. Moi, en particulier, en tant qu'ancien président du CNE, j'ai dénoncé les illégalités et le caractère frauduleux du processus depuis de nombreux mois. Trois jours avant l'élection, j'ai dit, dans un commentaire qui est devenu viral, que si à dix heures du soir le président du CNE, Elvis Amoroso, ne donnait pas le bulletin, c'est qu'il y avait tricherie. Et c'est effectivement ce qui s'est passé. Mais à ce que Luz Mely a très bien expliqué, je voudrais ajouter une réponse aux problèmes politiques posés par sa question. C'est-à-dire que j'aimerais comprendre pourquoi le gouvernement en est arrivé là et pourquoi il ne s'est pas attaqué au problème plus tôt. Il peut y avoir plusieurs raisons à cela. L'une est évidente, ils ont tout fait de travers parce que ce sont des polichinelles ! Il s'agit, presque sans aucun doute de la pire fraude truquée de l'histoire électorale de l'humanité. C'est un événement sans précédent qui montre qu'ils sont incapables. Ils ont commis erreur sur erreur d'un point de vue politique. L'erreur commence, en fait, à partir du moment où ils pensent qu'ils font une révolution au Venezuela, et que la raison morale de cette révolution est au-dessus des institutions qui gouvernent le pays. Si je fais une révolution et que je suis gêné par une loi j'élimine la loi ou je n'en tiens pas compte. C'est cette base qui a donné naissance aux régimes totalitaires du 20^e siècle, régimes que cette caste dirigeante vénézuélienne admire tant. La vocation politique du PSUV en tant que force politique, ou du moins sa direction, est totalitaire. Ils n'ont pas pu développer pleinement cette vocation, entre autres, en raison de la résistance de la société vénézuélienne et du contexte international dans lequel ils ont dû vivre. Telle est la nature de ce régime. Mais alors, pourquoi n'ont-ils pas empêché les élections ? L'idéal pour eux aurait été de ne pas organiser les élections du tout, ou d'organiser des élections, comme on disait au siècle dernier, « à la bulgare ». Il s'agit de ce type d'élections, que nous pourrions maintenant appeler « à la cubaine » ou « à la nord-coréenne », dans lesquelles un seul parti l'emporte avec 98 % des voix. C'est vraiment ce qu'ils veulent. Mais s'ils n'y sont pas parvenus, c'est parce qu'ils n'ont jamais vraiment réussi à liquider l'opposition. Ils se

trompent, ils sous-estiment l'opposition.

Toute la conception politique du PSUV a été construite sur la certitude que, premièrement, l'opposition vénézuélienne serait incapable de s'unir et que, deuxièmement, sa nature violente la conduirait à abandonner le processus électoral. Ils étaient convaincus que l'opposition arriverait absolument affaiblie ou que, finalement, le secteur dirigé par María Corina Machado renierait les élections et appellerait à une sorte d'insurrection. Mais tout cela s'est retourné contre eux. Tout d'abord, l'opposition a réussi à comprendre que la voie électorale était la seule dans laquelle elle pouvait réussir. Ensuite, l'opposition est arrivée à la conclusion qu'elle ne devait pas faire cavalier seul, mais qu'elle devait s'unir au-delà de toutes les différences. Et troisièmement, l'opposition, composée de partis de différentes obédiences idéologiques, a compris que les faits avaient conduit à l'émergence d'un leadership incontestable par son poids et sa portée, et qu'il fallait l'accepter. Je veux parler du leadership de María Corina Machado. Tout ce processus n'a pas été facile, il n'a pas été sans difficultés.

Parmi les difficultés de ce processus, il y en a une qui doit être clairement reconnue, c'est que l'opposition serait dirigée par une femme, ce à quoi la politique vénézuélienne n'était pas habituée. Cet élément, qui était auparavant considéré comme une limitation, est devenu un avantage. La vérité est que l'opposition vénézuélienne a réussi à résoudre le problème du leadership de la manière la plus démocratique possible et a réussi à maintenir ce leadership au fil du temps. Mais ni le PSUV ni les dirigeants du gouvernement n'ont jamais imaginé que tout cela se produirait. C'est alors que le régime a commencé à avoir ce que les ingénieurs appellent une « défaillance catastrophique ». Et le pont s'est effondré ! Maintenant, ils sont absolument sur la défensive et la seule chose qui leur reste, c'est la force. Et ils l'utilisent. Je ne sais pas si cela se produit parce que le PSUV a forcé l'armée vénézuélienne à le soutenir dans une démonstration de force ou parce que l'armée vénézuélienne a forcé le PSUV à assumer cette situation. Nous le saurons plus tard.

Pendant de nombreuses années, diverses figures de l'opposition ont émergé et sont tombées. Ce fut le cas de Leopoldo López,

mais aussi de Juan Guaidó. De nombreuses figures se sont estompées au fil du temps. L'évolution de María Corina Machado, dans ce contexte, est curieuse. De l'extérieur, elle a toujours été considérée comme une figure très radicale, faisant partie de l'opposition la plus insurrectionnelle qui accusait tous ceux qui voulaient participer aux élections d'être dans une sorte de collusion avec le régime. Soudain, nous constatons que María Corina Machado déplace des masses dans tout le Venezuela, à tel point que son leadership est comparé par certains analystes à celui d'Hugo Chávez avant qu'il ne devienne président.

Qu'est-ce qui a changé en elle ? Pourquoi une personnalité qui aurait difficilement pu intégrer des secteurs de centre-gauche dans une coalition il y a quelques années peut-elle maintenant le faire ? Et que s'est-il passé, de manière plus générale, dans l'opposition ?

49

Luz Mely Reyes. J'ai interviewé María Corina Machado à plusieurs reprises et je n'ai jamais pu être d'accord avec ses approches et je les ai remises en question pour les mêmes raisons que celles que tu as mentionnées et qui font référence à son radicalisme. Mais à une occasion, elle m'a dit que quelque chose l'avait changée. Et ce qui l'avait changée, c'était l'interdiction par le gouvernement de quitter le pays. Face à cette interdiction, elle a commencé à voyager par voie terrestre à travers le Venezuela, ce qui lui a permis de rencontrer les gens. Pour lui avoir parlé à d'autres occasions, j'ai eu l'impression que le fait qu'elle ait pu rencontrer face à face tant de Vénézuélien·nes lui avait permis de voir la situation réelle que traversait le pays. Et, après la chute du soi-disant «gouvernement intérimaire» et le départ en exil de Guaidó il y a environ un an et demi, cette même situation l'a amenée à remettre en question l'hypothèse selon laquelle la réélection de Maduro était déjà pratiquement acquise et qu'il fallait se résigner à ce que l'élection de 2024 ne soit qu'une simple formalité.

María Corina Machado a non seulement réussi à remettre en question cette hypothèse, mais elle a également dû affronter différents partis d'opposition qui ne se retrouvaient qu'avec leur appareil après avoir perdu leur lien avec le peuple. Il ne faut pas oublier que nous sortions d'une pandémie et

que tout avait changé. L'espace public et l'activité publique étaient reconfigurés. À cela s'ajoutent, comme facteur central, les persécutions, les migrations et le fait que de nombreuses et nombreux dirigeants ont dû s'exiler. Au milieu de cette situation, il y avait une sorte de paralysie de ces forces politiques. L'exception était le parti Un Nuevo Tiempo, qui a toujours eu une plus grande clarté politique et une plus grande vocation au pouvoir même s'il a aussi commis de nombreuses erreurs. Ce qui est clair, c'est que María Corina Machado a subi une transformation, un changement, une progression dans sa façon de percevoir le pays. Et elle a développé un lien très fort avec les gens.

Ensuite, quelque chose est apparue que le PSUV n'a pas compris, à savoir la douleur sociale causée par la détérioration des conditions de vie. Ils peuvent l'attribuer aux sanctions, mais c'est aussi un produit de mauvaise gouvernance.

María Corina Machado a également vu ce qu'implique la séparation des familles vénézuéliennes. C'était un point central de la campagne auquel personne ne s'attendait. Nous avons réalisé des entretiens avec des électeurs et des électrices dans les quartiers populaires et elles et ils ont dit que les trois choses qu'elles et ils feraient si elles et ils étaient les dirigeant·es politiques du pays seraient de résoudre la crise économique, d'investir dans l'éducation et, surtout, d'aider au retour de celles et ceux qui ont quitté le pays. Tout cela formait un tableau, un contexte de situations, dans lequel les gens exigeaient un changement. Grâce à tous les voyages que María Corina Machado a pu faire, un changement s'est produit qui ressemble à certains égards à ce qui s'est passé en 1997 et 1998 avant que Chávez n'arrive au pouvoir. Si nous examinons la campagne de María Corina Machado, nous constatons qu'elle a utilisé une stratégie très similaire à celle de Chávez. Elle a voyagé dans tout le pays, a contourné les directions des partis, a établi un lien direct et fort avec la population. Son message était de promouvoir un mouvement qui allait bien au-delà de ceux qui étaient identifiés à un parti particulier. Et c'est ainsi que s'est forgé ce que nous voyons aujourd'hui.

En 2022, à Barinas, la région natale d'origine de Chávez, gouvernée par sa sœur et son père, l'opposition a remporté une victoire

électorale très importante. Cette élection lui a permis de voir qu'il était possible de battre électoralement le «chavismo» si elle s'unissait et participait.

Cela a-t-il influencé la décision d'unir l'opposition cette année ?

Andrés Caleca. Sans aucun doute, Barinas a été un emblème de ce qui pouvait être obtenu par la participation électorale. Entre 2020 et 2021, j'avais commencé à parcourir le pays pour essayer de promouvoir le vote, mais cela n'avait pas porté tous ses fruits. Et c'est finalement lors de cette élection régionale à Barinas que le pouvoir du vote a été démontré.

Il est important de dire, cependant, que toute l'opposition n'a pas participé à ce processus et que, en fait, María Corina Machado et son parti Vente Venezuela, qui étaient encore en train de décider s'il fallait ou non emprunter la voie électorale, ont été parmi ceux qui ne se sont pas impliqués dans le processus. Malgré cela, le cas de Barinas est extraordinaire parce qu'il met en lumière deux choses. Tout d'abord, le degré d'arbitraire du gouvernement et jusqu'où il était capable d'aller. Ainsi, ils ont fait une chose épouvantable, à savoir disqualifier le candidat après

sa victoire. C'est quelque chose de similaire à ce qu'ils ont essayé de faire au Guatemala avec Bernardo Arévalo après sa victoire aux élections présidentielles. Et pourtant, à Barinas, l'opposition a réussi à ne pas abandonner la voie électorale. Je pense que c'est le grand mérite de l'expérience de Barinas. Ils ont éliminé Freddy Superlano – qui, après les élections du dimanche 28 juillet, a été arrêté et est aujourd'hui porté disparu. Selon une procédure typique des dictatures ils ont cru qu'avec son élimination et l'annulation des élections par la Cour suprême, l'opposition ne participerait pas à la répétition des élections. Mais l'opposition a décidé d'y participer en présentant la femme de Superlano comme candidate. Et qu'ont-ils fait ? Ils ont disqualifié la femme de Superlano. C'était une disqualification tout à fait inhabituelle parce qu'elle n'était pas fonctionnaire. Et comme elle ne pouvait pas être candidate, l'opposition a cherché d'autres candidat-es, jusqu'à ce qu'elles et ils réussissent à en trouver un qui n'était pas disqualifié. Et il a gagné les élections !

Le cas de Barinas a été très important pour l'opposition vénézuélienne parce qu'il s'agissait d'une opposition qui n'arrivait pas à s'unir en termes électoraux car il y avait encore des secteurs abstentionnistes. Barinas



leur a montré que, malgré tous les obstacles et le fait qu'elles et ils étaient divisés, elles et ils avaient obtenu plus de voix que le chavisme, pour la première fois depuis 1998. Ce fut un point très important au sein de la direction. Elles et ils ont réalisé qu'elles et ils pouvaient battre le PSUV et ont perçu que le parti au pouvoir était structurellement affaibli. Il contrôlait toujours le pouvoir mais perdait sa base de soutien social. Et elles et ils ont réalisé, en même temps, que cette base de soutien social qui s'éloignait du chavisme pouvait voter pour l'opposition. Cela a changé la donne politique et a conduit ces partis de la Plateforme unitaire - à l'époque, sans María Corina Machado - à se réunir au Panama et à prendre trois décisions très importantes en 2022.

- La première était d'aller aux élections. Les onze partis de la Plateforme unitaire ont décidé de participer aux élections de 2024.
- La deuxième était d'aller aux élections en étant unis.
- Et la troisième était que la ou le candidat ne serait pas choisi-e lors de la réunion au Panama, mais dans le cadre d'un processus de primaire ouvert.

Mais, en plus de tout cela, une décision supplémentaire extrêmement importante a été prise qui était de permettre la participation à ces primaires d'aspirant-es candidat-es qui ne faisaient pas partie des partis de la Plateforme unitaire. C'était une décision inhabituelle parce qu'il y avait 11 partis réunis et elles et ils ont décidé que les candidat-es n'avaient pas à être limités à ces onze partis. Cela m'a permis, par exemple, de participer - sans succès d'ailleurs - à ce processus primaire. Mais surtout, cela a permis à María Corina Machado de s'inscrire, de finalement remporter 90 % des voix et de prendre la tête du mouvement lui-même. Un mouvement qui n'est plus seulement un mouvement politique, mais un énorme mouvement social.

Un autre aspect qui semblait changer ces derniers temps était l'idée que l'économie se normalisait, que le Venezuela avait surmonté l'époque des pénuries et des difficultés. Les magasins débordaient de marchandises, les restaurants étaient pleins de monde, et il y avait aussi une sorte de pacte

gouvernemental avec l'ancienne et la nouvelle bourgeoisie. On a même vu la direction de Fedecámaras faire référence à Delcy Rodríguez comme à «notre très chère vice-présidente», ce qui est curieux, car Fedecámaras était le syndicat le plus actif et celui qui avait fini par remettre en place le président après le coup d'État contre Chávez en 2002.

Cela a-t-il donné confiance à Maduro ? Maduro aurait-il pu croire que la normalisation des relations avec les élites économiques lui donnait une chance de remporter une victoire électorale ?

Luz Mely Reyes. La première chose que je voulais dire, par rapport à ce que disait Andrés sur les candidatures, et la sienne, c'est qu'il n'a pas gagné, mais qu'il était le candidat sentimental de ces primaires. Andrés a développé une stratégie, il avait de grandes relations publiques dans les réseaux sociaux, et cela a été très important. Les réseaux ont été un élément fondamental, dans le contexte de la censure des médias traditionnels.

Maintenant, après le compliment, je voudrais rappeler autre chose à propos de la réunion de Panama à laquelle Andrés a fait allusion. Les décisions qu'il a mentionnées y ont été prises, mais aussi une autre : l'abandon du «gouvernement intérimaire» de Juan Guaidó. Nous avons un gouvernement intérimaire imaginaire au Venezuela, qui gérait l'argent mais ne contrôlait pas le territoire. Et ce changement de stratégie était important. Un autre point que nous devons souligner est que les élections régionales de 2021, auxquelles Andrés vient de faire référence, ont également montré un changement de loyauté envers les partis dans les zones provinciales et rurales, comme l'a montré Héctor Briceño. Maintenant, après avoir compris tout ce qui s'est passé depuis la chute du «gouvernement intérimaire», le départ en exil de Juan Guaidó et l'émergence du leadership charismatique de María Corina Machado, je pense que nous devrions réfléchir aux problèmes du leadership gouvernemental.

La vérité, c'est que ces dirigeant-es ont du pouvoir, des biens, des privilèges et une belle vie. Mais cela les a conduits à vivre dans une bulle, loin de tout ce que vivent les citoyen·nes. Les dirigeant-es du gouvernement sont isolé·es de la réalité et de ce qui se passe à la base. Elles et ils ont perdu le

contact avec la vie de tous les jours. En ce sens, je suis d'accord avec ce que tu dis dans ta question. La substitution des élites qui s'est produite aussi bien dans les Fedecámaras que dans d'autres groupes d'entreprises, a conduit le gouvernement à croire qu'en satisfaisant certaines demandes, il pourrait résoudre la situation. Une situation de dollarisation de fait est apparue dans un pays où parler de dollars était un crime il y a deux ou trois ans et une série de changements ont commencé à se produire dans la sphère économique, ce qui explique d'ailleurs beaucoup de choses qui se sont produites dans la sphère politique. Mais il s'est également produit que ces bulles ainsi créées ont augmenté les niveaux d'inégalité. La pénurie de produits de base a été surmontée par la mise en œuvre d'un paquet de mesures néolibérales et de la dollarisation de l'économie, mais la conséquence en a été une augmentation des inégalités. Les travailleurs et les travailleuses ont été les plus durement touchés par cette situation car elles et ils n'ont pas pu épargner ou accéder au crédit, ce qui était déjà impossible au Venezuela.

Ce scénario, associé au lobbying du gouvernement pour l'assouplissement des sanctions, a créé un cadre dans lequel le gouvernement semblait croire qu'il était mieux placé qu'il ne l'était en réalité. Il a sous-estimé l'opposition, il a sous-estimé María Corina Machado parce qu'elle était une femme - ce que certains secteurs de l'opposition ont également fait - et il a sous-estimé de nombreux autres dirigeant·es critiques. Tout cela a montré que le gouvernement perdait toute perspective.

Un autre point qui a influencé ce processus est la négociation que le gouvernement de Maduro menait avec la Maison Blanche. Maduro a dit qu'il allait publier le procès-verbal de l'accord de Doha et, bien qu'il ne l'ait pas fait et que nous attendions toujours qu'il le fasse, nous pouvons présumer que c'est aussi la base des élections du dimanche 28¹.

Andrés Caleca. En reprenant certaines idées de Luz Mely, je voudrais dire que nous sommes dans le contexte d'une tentative de fraude qui s'est finalement concrétisée par un coup d'État. Et je pense que nous de-

vons maintenant faire ce que nous pouvons pour que le contentieux électoral soit résolu électoralement. Nous devons nous efforcer d'obtenir des responsables du CNE - qui, soit dit en passant, est fermé parce que les fonctionnaires ont été priés de rentrer chez eux au motif qu'elles et ils risquaient d'être attaqués par de prétendues «hordes de fascistes» - qu'elles et ils autorisent la vérification des résultats. Nous devons exiger la fin du processus de totalisation des votes. Nous devons continuer à exiger la fin de la répression. La répression se déchaîne, notamment contre les secteurs populaires. Une fois de plus, le chavisme commet une erreur. Ce qui constituait sa base sociale s'est sentie trahie tant sur le plan politique qu'économique et est aujourd'hui réprimé par eux. La répression n'a pas lieu dans les quartiers de la classe moyenne vénézuélienne mais dans ceux des secteurs populaires qui constituaient la base fondamentale du militantisme chaviste. Cela pourrait nous mettre face à un processus de non-retour, à l'organisation d'un régime dictatorial, tout simplement. Et c'est pourquoi cette répression doit être dénoncée dès maintenant.

La communauté internationale a également un rôle important à jouer. Les acteurs les plus importants, en raison de l'affinité idéologique qu'ils étaient censés avoir avec le chavisme, ont appelé à une vérification internationale. Le président chilien Gabriel Boric, le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva, le président colombien Gustavo Petro, et même le président mexicain Andrés Manuel López Obrador et la présidente élue du Mexique Claudia Sheinbaum ont convenu, tout comme le président espagnol Pedro Sánchez et le haut représentant de l'Union européenne Josep Borrell, que la solution à ce différend passe par une vérification internationale qualifiée. Personne au Venezuela ou à l'extérieur du pays ne pense que le CNE ou la Cour suprême de justice peuvent apporter une solution définitive au problème électoral. Le litige électoral est clair comme de l'eau de roche : l'opposition a des résultats valides et le gouvernement ne va pas montrer ce qu'il a. Et si, à l'avenir, le gouvernement est contraint de montrer quelque chose, il montrera des résultats vraisemblablement falsifiés. Mais le fait est que le monde entier, y compris les alliés de Maduro, est arrivé à la

1. Il a finalement été publié le 1^{er} août.

conclusion qu'il n'est plus possible de faire cela parce que le CNE a perdu toute légitimité. Non seulement il l'a perdue auprès de l'opposition vénézuélienne et de la communauté internationale, mais le président de la République lui-même, en sa double qualité de chef d'État et de candidat à la présidence, s'est tourné vers l'instance supérieure du Tribunal suprême de justice pour le protéger du CNE. En d'autres termes, le candidat à la présidence qui promeut sa propre continuité a absolument disqualifié et délégitimé l'autorité électorale. Si ces messieurs du CNE avaient un minimum de dignité, ils auraient déjà dû démissionner de leur poste, car le candidat pro-gouvernemental, qui est aussi chef d'État, a demandé à la Haute Cour de justice de le protéger contre l'incapacité de ce CNE.

Ces dernières heures, Maduro a évoqué la possibilité d'arrêter María Corina Machado, a dit qu'il allait préparer les prisons pour les *guarimberos*² et a posé un scénario général de durcissement du gouvernement.

Quel scénario vois-tu pour les temps à venir ? Penses-tu que Maduro fait le pari de rester avec ses alliés classiques, la Russie et la Chine ? Que peut faire l'opposition, au-delà des mobilisations ou de l'appel à l'opinion publique internationale ?

Luz Mely Reyes. Andrés a commencé la conversation en caractérisant le moment selon ce qu'il voyait. Je pense que nous devons comprendre comment Nicolás Maduro fonctionne. Et ce qui est central ici, c'est qu'il va toujours de l'avant. Cela le différencie bien sûr du leadership exercé par Chávez, qui avait une importante capacité de négociation. Regarde ce qui se passe maintenant, avec cette sorte de gaslighting. Le gouvernement prétend que les élections n'ont pas été volées et que tout ce que nous avons vu ne s'est pas produit. Le gouvernement, comme l'a dit Juan Barreto³, se retranche pour négocier, mais sans reconnaître le résultat des élections. Il se creuse la tête pour voir comment il peut tirer profit du durcissement de sa position. Ils ont déjà décidé d'emprunter cette voie, qui est celle qu'ils avaient quittée.

2. Fauteurs de troubles.

3. Ancien maire chaviste de Caracas.

J'ai déjà dit à plusieurs reprises que les gens parlaient du coût élevé d'une éventuelle sortie pour le gouvernement. Je soutiens maintenant que le coût de rester au statu quo est encore plus élevé, car il implique toute la situation dont nous sommes témoins, y compris les violations des droits des êtres humains.

Mais que peut faire l'opposition ? Dans ce contexte, je crois qu'elle a la possibilité d'appeler à une grande coalition des forces démocratiques du pays, sans distinction d'idéologie, pour défendre la démocratie vénézuélienne. Et je crois qu'il y a aussi la possibilité et la nécessité d'appeler les pays de la région à contribuer à cette défense, parce que la stabilisation d'un régime autoritaire au Venezuela affectera évidemment le Brésil, continuera d'affecter la Colombie et affectera toute la région. Et elle ne l'affectera pas seulement, comme on l'a fait croire, avec l'éventuelle migration de Vénézuélien·nes qui a été utilisée de manière négative. Elle affectera toute la région en raison de ses implications géopolitiques. Si un tel gouvernement se maintient au Venezuela il pourrait encourager un comportement similaire dans d'autres pays. Je pense que, pour celles et ceux qui ne respectent pas la démocratie ou qui n'y sont pas attachés, le modèle vénézuélien pourrait être reproductible. C'est pourquoi je vois la nécessité de ce grand appel à une large coalition qui, sans aucun doute, doit avoir une initiative de désobéissance civile non violente. Et j'insiste sur le mot «non-violent» parce que c'est la base d'une revendication totalement juste. Une demande qui a été formulée par des chavistes et des non-chavistes et qui peut se résumer par le slogan : «Respectons la volonté démocratique souveraine».

Bien que je ne sois pas une experte en la matière, je dirais, dans ce sens, que ce qui s'est passé dimanche est un acte constituant. C'est-à-dire que c'était l'expression de la majorité des citoyens et citoyennes vénézuéliennes décidant d'aller voter pour choisir le type de gouvernement qu'elles et ils voulaient. Et cela a été ignoré par le gouvernement de Nicolás Maduro. C'est ce qu'Andrés caractérise comme un coup d'État et ce que j'appellerais un mépris de la volonté du peuple. Évidemment, nous ne savons pas comment cela va se terminer. Le

gouvernement a les armes, la capacité de manipulation et une série d'alliés inconditionnels à l'échelle mondiale. Et il a aussi quelque chose de très important : la tendance au déni de certains groupes qui croient qu'il y a encore une fenêtre d'action sous ce type de gouvernement. La vérité, c'est que cette fenêtre n'existe pas. Ces messieurs ont volé les élections et la négociation qu'ils mettent en avant vient de ce vol. C'est comme lorsqu'un enlèvement a lieu, ils prennent quelqu'un en otage et le kidnappeur négocie avec ce même otage. Et maintenant, nous sommes l'otage de Nicolás Maduro.

Quelle serait, en ces temps complexes, ta réflexion finale sur ce processus ?

Andrés Caleca. Je dirais avant tout que nous sommes en présence d'une gigantesque fraude électorale telle qu'il n'y en a jamais eu dans toute l'histoire du Venezuela. Jamais dans le pays, et je dirais même sur le continent, il n'y a eu de fraude électorale de cette ampleur. Pour que la fraude se consolide, elle s'accompagne d'un durcissement du régime, qui est en passe d'instaurer une dictature pure et simple sur l'ensemble du territoire vénézuélien. À mon avis, nous assistons à un coup d'État qui éliminera toute leur d'institutionnalité et conduira à une répression accrue des secteurs d'opposition. L'avenir doit nous conduire à une négociation nationale et internationale pour résoudre le problème électoral. Il est temps de se donner la force de reconnaître la victoire d'Edmundo González ou, au moins, de susciter une négociation qui y conduise. Comme Antonio Gramsci, je suis un pessimiste de la raison, mais un optimiste de la volonté. Le mot que l'opposition vénézuélienne a comme symbole et comme signe de la voie à suivre est le mot «résistance». Et j'espère que cela ne durera pas longtemps.

Luz Mely Reyes. Je pense que les secteurs démocratiques du Venezuela doivent comprendre le moment que nous traversons : celui de la résistance des forces démocratiques du pays... Que va-t-il se passer ? Nous ne le savons pas. Mais ce que nous savons, c'est que pour construire la paix, il n'est pas possible d'accepter les critères maximalistes du gouvernement, qui prétend accepter une vérité qu'ils ont essayé de vendre. Nous ne

pouvons pas accepter que ce qui a été un véritable processus constituant soit ignoré. Car c'est ce qui s'est passé le 28 juillet au Venezuela est un processus constituant auquel ont participé des millions de Vénézuéliens et de Vénézuéliennes qui sont allés voter pour exiger un changement de gouvernement.

Luz Mely Reyes est journaliste, cofondatrice et directrice exécutive d'Effecto Cocuyo et boursière du Centre international pour les journalistes dans le cadre du programme : « Journalistes en exil ». Sa couverture journalistique de l'exode vénézuélien lui a valu d'être lauréate du prix Gabo en 2018.

Andrés Caleca est économiste, professeur et homme politique. Il a présidé le Conseil national électoral (CNE) entre mars et décembre 1999. Il était également l'un des treize précandidats de la Plataforma Unitaria, la principale opposition au gouvernement de Nicolás Maduro.

Publié par *Nueva Societad*, août 2024

Solidarité avec les revendications démocratiques du peuple vénézuélien

Déclaration

55

L'annonce des résultats des élections présidentielles vénézuéliennes du 28 juillet 2024 a suscité des protestations populaires massives. Nicolás Maduro affirme avoir gagné avec sept points d'avance, sans que le Conseil national électoral n'ait publié, comme il en a l'obligation, les résultats détaillés du scrutin. L'équipe de son principal concurrent, Edmundo González, a quant à elle publié sur internet ce qu'elle affirme être les procès-verbaux de 81,7 % des bureaux de vote lui donnant un avantage de 37 points.

Dans cette situation, la seule sortie par le haut consiste en un audit citoyen, public et pluraliste des actes du scrutin, qui permette la publication par le Conseil national électoral de l'ensemble des résultats par bureaux de vote pour que la volonté exprimée dans les urnes puisse prévaloir.

Depuis le soir des élections, les manifestants subissent une répression implacable: au moins 1 200 arrestations (selon les données du procureur général de la République), dont des journalistes, des étudiants, des assesseurs de bureaux de vote. À ce jour, le décompte de morts s'élève à au moins 22 victimes. Les déclarations de Nicolás Maduro selon lesquelles deux prisons seraient dédiées à l'incarcération de 1 000 personnes supplémentaires, au travail forcé et à la «rééducation» des manifestants nous indignent particulièrement. Nous affirmons le droit inaliénable des Vénézuéliens à choisir démocratiquement leurs dirigeants ainsi qu'à protester sans être criminalisés par l'État.

Face aux risques d'aggravation du conflit portés par l'autoproclamation unilatérale des deux principaux candidats et l'intervention de grandes puissances étrangères en leur faveur, nous soutenons les efforts de médiation des gouvernements latino-américains de gauche entre les forces politiques en

dispute pour une solution pacifique, en particulier le Brésil, la Colombie et le Mexique qui ont appelé dans une déclaration commune au respect du «principe fondamental de la souveraineté populaire [...] grâce à une vérification impartiale des résultats».

Enfin, nous appelons à la constitution d'un réseau de solidarité internationaliste avec le peuple vénézuélien, pour le soutien de ses aspirations démocratiques et de ses luttes d'émancipation, en rejetant toutes les prétentions et actions impérialistes au Venezuela, d'où qu'elles viennent.

Paris, 7 août 2024.

À nous la démocratie; Arguments pour la lutte sociale; Les écologistes-Europe écologie les Verts; Ensemble!; Gauche démocratique et sociale; Gauche écosocialiste (GES); Gauche républicaine et socialiste; Générations; Nouveau Parti anticapitaliste-L'Anticapitaliste; Nouvelle donne; Parti socialiste; Place publique; Pour une écologie populaire et sociale; Rejoignons-nous; Réseau Bastille.



L'histoire des discriminations est liée à celle de la revendication nationale

Déclaration de l'Union internationale rromani

Dans les livraisons précédentes d'*Adresses*, on a pu lire deux textes que nous avons sortis du placard aux idées perdues et abordant la dite «question nationale».

L'article d'Otto Bauer, « Pour une laïcité nationale », paru dans le numéro 1, date de 1907. Celui de Rosa Luxemburg, paru dans le numéro 3, date de 1908, traitait la question des nationalités dans le Caucase. Il portait un titre fortement ancré dans le monde d'aujourd'hui: « Auto-administration communale et loi linguistique ».

Exhumer de vieux grimoires plus ou moins patrimoniaux de ce fameux placard aux idées perdues nous permet, entre autres, de les faire résonner avec les réalités et les préoccupations contemporaines.

C'est cet écho que l'on retrouve dans l'extrait du *Dictionnaire du peuple rrom* de Morgan Garo-Farré que nous publions ici. La question rrom, ce «peuple sans territoire» est un des nombreux défis contemporains qui se posent à l'internationalisme et à la démocratie, là-bas ou ici, en Kanaky, au Sahara, en Russie, en Catalogne ou encore au Moyen-Orient.

Les individus appartenant à la nation rrom appellent à une reconnaissance de leur nation; mais ne veulent pas se constituer en un État, une nouvelle conception de la démocratie donnant des droits aux minorités et groupes sociaux. Nous demandons à être reconnus comme une nation, pour les Roms et les non rroms, qui partagent l'idée qu'il est temps de se donner ensemble de nouvelles perspectives. Nous sommes une nation dont plus d'un demi-million de personnes ont été exterminées dans un holocauste oublié, une nation d'individus aussi maintes fois discriminés, marginalisés, victimes d'intolérance et de persécutions, nous avons un rêve et nous sommes engagés à l'accomplir. Nous sommes une nation, qui partage la même tradition, la même culture, la même origine, la même langue, nous sommes une nation. Nous n'avons jamais cherché à créer un État. Et nous ne voulons pas d'État aujourd'hui, au moment où la nouvelle société et la nouvelle économie sont concrètement et progressivement en train de transcender l'importance et la compétence de l'État en tant que moyen d'organisation des individus. La volonté de confondre le concept de l'État et de la nation a conduit et conduit encore à des tragédies, des guerres, des désastres et des massacres. L'histoire de la nation rrom rompt avec une telle conjonction (État-nation) qui n'est évidemment plus adaptée aux besoins des individus. Nous, la nation rrom, proposons aux individus appartenant aux autres nations notre adaptation au monde nouveau. Nous avons un rêve, le rêve tout à fait politique que les règles de la loi deviennent les règles de chacun et de tous, dans le cadre et grâce à un système juridique capable d'assurer la démocratie, la liberté, la liber-

té de chacun et de tous, qui soit adapté au monde qui change, à la société qui change et à l'économie qui change. Nous avons un rêve, que la première des règles de loi devienne une méthode et non une valeur, un moyen pragmatique et concret pour que les individus acceptent les règles, les institutions, les normes juridiques, adaptées aux nouveaux besoins. Une nation transnationale comme la nation rrom nécessite un code de loi transnational; c'est évident, nous croyons vraiment qu'un tel besoin est partagé par tout individu, indépendamment de la nation à laquelle il ou elle appartient. Nous savons qu'un timide débat (ou une discussion) concernant l'adaptabilité de l'État pour les besoins changeants de la société globale - une société globale ne peut pas être organisée exclusivement d'en haut - se développe auprès de personnalités éminentes en Europe et dans toute la communauté internationale.

Nous sommes également convaincus que la revendication en elle-même d'une représentation pour la nation rrom est une formidable aide pour trouver une réponse à la question cruciale concernant les réformes nécessaires des règles et des institutions internationales existantes.

Notre rêve est donc d'une grande actualité et est très concret. C'est pourquoi nous la proposons à l'ensemble de la communauté mondiale. La nation rrom, chacun et chaque individu qui lui appartiennent recherchent et ont besoin d'un monde où les chartes internationales sur les droits de l'homme sont des lois, sont des règles absolues, qui comprennent des droits exigibles. Un tel souhait est une nécessité pour les Rroms; est-ce seulement pour les Rroms ?

Nous sommes conscients que la principale caractéristique de la nation rrom, le fait de vouloir devenir une nation sans l'établissement d'un État est aujourd'hui une grande source de liberté et d'égalité pour chaque individu et pour un fonctionnement plein de succès de la communauté mondiale. Nous avons un rêve et nous sommes engagés dans l'accomplissement de celui-ci: nous présentons la requête, d'obtenir une représentation en tant que nation, la nation que nous sommes. Donner une réponse à cette requête permettra à l'humanité entière de faire un énorme pas en avant.

Nous savons que la démocratie et la liberté, comme la règle de droit, ne peuvent être assurée que par la création d'institutions et de règles juridiques adaptées et constamment ajustées en fonction des besoins nécessairement changeants des individus.

Nous offrons notre culture, notre tradition et la ressource de notre refus historique de demander un État: la ressource la plus adaptée à la prise de conscience du monde d'aujourd'hui. C'est pourquoi nous demandons une représentation et des nouveaux moyens de représentation des individus, indépendamment de leur appartenance à une ou une autre nation. Les politiques actuelles ne sont pas adaptées aux besoins actuels des individus dans un monde changeant; et aux besoins des personnes qui souffrent encore de famine, de violations de leurs droits humains fondamentaux. Et nous proposons d'offrir un chemin, un chemin concret, possible et nécessaire, sur lequel nous commencerons à marcher ensemble. Nous, la nation rrom, avons des choses à partager, directement par notre demande d'une représentation, du respect de l'application de la charte internationale existante des droits de l'homme, de façon à ce que chaque individu puisse les considérer comme des garanties concrètes existantes pour elle ou lui aujourd'hui et dans le futur.

Ce premier texte officiel d'affirmation et de revendication de la nation rrom donne les premières bases de cette nation fortement inédite: une nation non territoriale.

L'histoire des discriminations participe généralement à la revendication nationale. L'ostracisme et le racisme subis sur le plan historique conditionnent bien souvent la volonté d'être reconnu comme une minorité, une communauté, une nation. Le rappel du passé, souvent oublié ou nié par le reste de la société figure généralement en bonne position aux côtés de la revendication d'une pratique culturelle pour justifier une demande de reconnaissance nationale.

La revendication d'une nation rrom est arrivée de manière progressive. Depuis le début des années 1990, les leaders du mouvement rrom ont fait l'expérience du statut de minorité nationale qui leur a garanti un minimum de droits dans beaucoup de pays. Ils en connaissent aussi, car ils en ont vu la pratique, les limites, notamment en termes

d'amélioration des conditions de vie des Rroms dans ces différents États.

Bien qu'on leur dénie la plupart du temps leur appartenance au pays dans lequel ils vivent, c'est le cas en France, où les Rroms français sont souvent assimilés aux étrangers, en République tchèque où une grande partie d'entre eux n'ont pu obtenir la nationalité tchèque, en Roumanie où ils sont considérés comme des sous-citoyens, les Rroms n'ont cessé de réclamer leurs droits auprès des gouvernements mais cela ne s'est pas avéré très efficace. Ils ont alors choisi de s'adresser aux instances internationales et européennes afin qu'elles exercent un pouvoir coercitif sur les États. Dès les années 1990, ils ont, durant un moment, avancé l'idée d'un statut de minorité «transnationale». Mais cette notion a vite été abandonnée par le mouvement rrom, le risque étant que ce statut ne fasse que dédouaner les États de leurs responsabilités vis-à-vis de leur minorité nationale rrom.

Obtenir pour les Rroms le statut de nation signifie aussi leur accorder une reconnaissance plus importante que celle de minorité. Le terme de minorité est en lui-même péjoratif et considéré comme infantilisant. Celui de nation est beaucoup plus noble puisqu'il consacre l'existence d'un peuple et lui confère des droits. En terme juridique mais également de reconnaissance, il semblait aux yeux des membres de l'Union rromani internationale, en 2000, mieux adapté à la défense de leur peuple. Les nationalistes rroms souhaitent ainsi que leur culture et leur langue ne continuent pas à être considérées comme inférieures. C'est le cas en particulier lorsque les personnes qui les pratiquent sont pauvres et souvent sans instruction. La demande de reconnaissance de la nation rrom est pour eux le seul moyen d'obtenir une représentation politique pour les Rroms européens. Comme le dit Saimir Mile, «les Rroms sont dépourvus d'un État et ils sont dispersés aux quatre coins de l'Europe. Tout cela rend la désignation de représentants rroms par voie électorale extrêmement difficile, voire impossible au-delà d'un échelon local».

La construction de la nation rrom est aussi facilitée par un autre élément: la répartition des Rroms sur tout le territoire européen. Cette dispersion est une faiblesse dans chaque pays, mais une force au niveau

européen car la question est posée dans chaque pays et non dans un seul endroit. D'un côté le mouvement rrom est faible, de l'autre, sa force est d'avoir existé d'emblée au niveau international. Les élites ont pour beaucoup une pratique importante des langues. Ils ont établi des liens entre les différentes associations rroms dans la quasi-totalité des pays. Ils sont aidés en cela par l'existence de liens familiaux conservés au-delà des frontières.

L'idée contenue dans la nation rrom va de pair avec l'ajout de droits supplémentaires donnés à des groupes sociaux, complétant les droits des individus. Ces droits seraient reconnus internationalement. Cette reconnaissance s'imposerait aux États. Ainsi, même minoritaire dans chaque État, la nation rrom serait une nation à part entière, reconnue par les instances mondiales. La revendication nationale s'est construite au fur et à mesure des congrès de l'URI. Elle est partie de l'exigence d'une égalité des droits pour les Rroms qui passait par la nécessité de reconnaissance d'une identité propre aux Rroms.

L'URI a élaboré des revendications de minorités transnationales pour aboutir ensuite, en 2000, au terme juridiquement mieux établi de nation :

Il y a quelques 15 millions de Rroms dans le monde. Nous sommes une nation plus importante en nombre que beaucoup d'autres en Europe, plus que les Belges, les Hollandais ou les Tchèques, mais nous sommes toujours considérés comme un groupe ethnique ou une minorité dans tel ou tel pays.

L'importance toute particulière donnée par l'URI à la notion de juridiction internationale, vient de ce qu'elle voudrait pouvoir se saisir de l'existence d'une telle juridiction pour contraindre les lois nationales moins favorables. Il s'agit d'assurer une protection et une égalité des droits pour tous les Rroms quel que soit le pays dans lequel ils se trouvent.

Une nation transnationale comme la nation rrom nécessite un code de loi transnational; c'est évident, nous croyons vraiment qu'un tel besoin est partagé par tout individu, indépendamment de la nation auquel il ou elle appartient.

L'article 1 de la charte morale entend que la nation rrom soit «une représentation politique de tous les Rroms dans le monde (Sinte,

Lovari, Ashkari, Chorichani, Rumungre, Valach, Manuś...). C'est un concept de nation politique à la manière de la France, «sans le jacobinisme», «une nation politique respectueuse des droits humains et des minorités».

On a une nouvelle approche, depuis la convention cadre du Conseil de l'Europe. Il faut un cadre de vie sans discrimination [...], une séparation de l'État et de la nation. [...] On doit décomposer ces deux concepts.

Cette conception de la nation rejoint celle des marxistes austro-hongrois, tel Otto Bauer, qui revendiquaient «des droits pour les minorités nationales de caractère». La conception de la nation défendue dans le cas de la nation rom est totalement originale parce qu'il ne s'agit pas d'une conception territoriale. Elle est cependant l'héritière directe de plusieurs concepts développés antérieurement. D'abord, comme la nation française elle est construite sur un projet politique. Selon Ernest Renan, en 1882: *Qu'est-ce que la Nation?*, «[c'est] une âme, un principe spirituel [...], l'aboutissement d'un long passé de gloires communes [...] avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore [...], la volonté de vivre ensemble». La nation est élective et politique et repose sur l'adhésion librement consentie de ses membres. La nation est, par conséquent, le fruit d'un consensus social qui permet de sublimer en une communauté soudée l'agrégat d'individus qui la composent. Ce consensus tire sa force de mobilisation en s'inscrivant dans une continuité, l'«héritage indivis», le «legs du passé», source de sécurité et de légitimité.

La conception de la nation rom est avant tout une conception culturelle, mais comme le dit le géopolitologue Yves Lacoste :

Le mouvement des nationalités dans son fondement idéologique procède incontestablement d'une conception romantique de la nation, définie comme une communauté linguistique et culturelle préexistante - et pour cause! - toute organisation politique. Mais si le substrat idéologique est culturaliste, la démarche même, c'est-à-dire la contestation d'un ordre politique existant, couplée à la revendication de souveraineté, est, quant à elle, bel et bien politique, et directement dérivée de l'héritage légué par la révolution française, la souveraineté nationale et la liberté des peuples



brandies face au droit divin et à la «tyrannie».

La nation rom revendiquée est elle-même construite sur la volonté politique d'appartenance et non essentiellement sur les liens de sang. L'un des critères est «la conscience d'être fier d'appartenir à la nation rom». La charte morale insiste également sur le caractère complexe de l'identité individuelle et sur son caractère évolutif. «Elle dépend en définitive de la libre volonté du citoyen.» En ce sens elle est élective. Elle se bat pour une société démocratique.

Le peuple rom souhaite trouver sa place à l'intérieur de la communauté européenne en prenant part à un processus résolument démocratique dirigé vers l'intégration sociale, l'égalité des droits, le refus de l'exclusion, et le respect mutuel pour toutes les identités et structures représentées en Europe.

Les possibilités de reconnaissance de la nation rom par les instances internationales et européennes sont fortement liées à la nature même très particulière de la nation rom revendiquée, qui n'est pas territorialisée. Le but des nationalistes roms est d'obtenir des instances internationales et européennes une protection pour leur peuple où qu'il soit. La particularité de la nation revendiquée peut d'un côté faciliter son acceptation. Il n'y a pas de territoire à créer, chose qui aurait été source de conflits, souvent violents, durables, les exemples historiques, comme la création de l'État d'Israël, le prouvent. De l'autre il s'agit de modifier la conception de notions importantes comme la démocratie, le droit international ce qui n'est pas non plus totalement simple.

Cette conception de la nation est difficile à imaginer, certains diront alors qu'une nation ne peut se concevoir sans territoire et sans État. La revendication nationaliste

exprime une volonté de s'auto-administrer et contiendrait donc en elle-même la nécessité d'un espace juridique et d'une autorité, c'est-à-dire celle d'un territoire et d'un État. La nation rrom ne revendiquant ni l'un ni l'autre serait alors un terme impropre. Mais on peut considérer que le concept de nation n'est ni unique, ni figé et que les nationalistes rroms l'ont enrichi en l'adaptant aux peuples à territoire non compact.

L'accès à la nation rrom est peut-être une utopie, il se heurte à de nombreuses barrières et à beaucoup d'incrédulité. L'élite rrom qui s'en revendique est très faible et le peuple rrom encore divisé, sous-politiqué et très pauvre. Mais la revendication fait son chemin. Elle va dans le sens de l'unité du peuple rrom. Face à la résignation, au fatalisme et à la victimisation, elle apparaît comme une volonté positive de sortir de la misère et des discriminations. Alors que toutes les politiques précédentes, telles l'assimilation forcée, la répression, ont échoué et abouti à des catastrophes, elle a le mérite de rechercher des solutions à l'intérieur même de la communauté.

Morgan Garo-Farré travaille sur les communautés rroms d'Europe. Elle a publié aux éditions Syllepse : *Les Rroms : une nation en devenir ?* (2009) et le *Dictionnaire du peuple rrom* (2023)

Extrait de Morgan Garo-Ferré, *Dictionnaire du peuple Rrom*, www.syllepse.net/dictionnaire-du-peuple-rrom-_r_22_i_1038.html.



PARTI PRIS



PARTI PRIS N° 1

Dans ce numéro d'Adresses, le cinquième déjà, une innovation : un cahier «Parti pris», sur un sujet délimité ou sur un moment d'actualité. En fonction des actualités, la mise à disposition, sous forme de cahiers, insérés ou non dans la revue, nous a semblé avoir une utilité politique. Ici les élections pour le Parlement européen et en France.

Mais, comme nous le faisons pour la revue, nous n'entrerons ni dans des narratifs militants ni dans des découpages séquentiels qui justifient certains discours partisans.

Les élections européennes ont ouvert une période qui risque de ne pas se refermer de sitôt. Les résultats dans l'ensemble sont assez proches des prévisions. Une forte poussée de l'extrême droite, traditionnelle ou post-fasciste, est sensible dans quasiment tous les pays de l'Union. Certes, la majorité de l'Assemblée européenne reste la même mais un nouveau groupe apparaît à Bruxelles, celui des «Patriotes pour l'Europe» qui représentent un point d'appui important pour Poutine et les dictatures de la multipolarité au sein même de l'institution.

«Parti Pris» présente une «météo» de la représentation européenne trop souvent seulement étudiée dans ses segments nationaux.

La dissolution de l'Assemblée nationale française, décrétée par le Président français, a pris le monde politique par surprise. Les élections qui s'ensuivirent offrent des similitudes avec la ligne de force des élections européennes : une forte progression du Rassemblement national avec des élu·es au premier tour et des candidat·es en tête dans les circonscriptions en ballottage. Dans une élection à l'anglaise (majoritaire à un tour) la majorité RN aurait été écrasante. La subtilité du scrutin majoritaire à deux tours permet des désistements et des alliances de dernières minutes. Deux faits majeurs se sont produits alors.

Contre toutes les prévisions politiques qui, arguant du fait que le RN se serait «notabilisé», tablaient sur une progression de l'alliance droite-extrême droite, un réel mouvement antifasciste (il faut le nommer comme

tel, quelles qu'en soient ces limites) s'est produit au moment du vote.

Une conscience aiguë du danger des avancées postfascistes soutenues ouvertement par un empire médiatique (Bolloré) a surpris bien des observateurs et des observatrices bercé·es par les analyses lénifiantes des «experts» paresseux.

L'autre point important c'est l'accord trouvé dans l'urgence par les organisations qui ont constitué le Nouveau Front populaire (NFP) autour d'un contrat de législature. Les chicayas et les ambitions personnelles ont été provisoirement remises au placard.

L'interprétation séquentielle du discours militant nous a fait passer sans transition d'une victoire du post-fascisme (aux élections européennes) à une victoire de la gauche (en majorité relative). L'analyse de la continuité est nécessaire. Après bien des palabres, les partis du NFP revendiquent le poste de Première ministre (Lucie Castets). Or, l'histoire, même immédiate, n'est pas une succession de séquences qui arrangeraient les un·es et les autres. Victoire de la droite, basculement à gauche. La détermination en France du refus du postfascisme est importante alors que les digues ont cédé en Italie, aux Pays Bas et dans l'esprit de bien des politiques bourgeoises. En Angleterre, cette lutte prend actuellement la forme d'un affrontement plus direct.

En remettant les événements dans leurs logiques propres, on peut alors noter avec intérêt la nouvelle situation créée par l'existence du NFP. Elle est un espoir pour l'auto-organisation, une étape vers un regroupement démocratique, une passerelle pour l'unité souhaitée et certainement pas un véhicule pour les ambitions personnelles ou partidaires en vue de l'élection présidentielle.

Le NFP sera ce que nous en ferons, entendons-nous dire avec pertinence. Des mouvements se créent portés par la force de l'espoir démocratique, d'autres s'allient dans l'espoir de survivre.

Donc un parti pris, parti pris de l'espoir, à un moment de grande incertitude et de danger sournois avec un pouvoir improbable.

La météo du progrès social : résultats des élections européennes 2024

Arthur Borriello & Pierre-Étienne Vandamme

63

La revue *Politique* est publiée à Bruxelles. Chaque trimestre, elle publie une « Météo politique » qui « épingle des tendances et des événements significatifs pour le progrès social, la gauche et ses idées ». Ce sont, écrivent les rédacteur·rices, « des éléments susceptibles de faire la pluie et le beau temps politiquement, choisis en fonction de leur pertinence ou de leur originalité. » La « Météo politique » est en outre le « fruit d'un choix éditorial [qui] ne donne pas la température moyenne d'un pays, ni un tableau exhaustif de la situation sociale. » Les météorologues font une prévision : « Une tempête est si vite arrivée. » Nous publions ici le bulletin météo européen qui a fait suite aux élections européennes de juin 2024.

Ce n'est pas le climat politique européen qui consolera les Belges de gauche de la grisaille. Malgré quelques victoires locales des forces du progrès, l'électorat européen penche clairement vers la droite. Petit tour d'horizon du progrès social européen au lendemain des élections.

Les conservateur·rices du PPE sortent renforcé·es dans leur position dominante, tandis que l'extrême droite passe d'une cinquième, à près d'un quart des sièges au Parlement européen. Ce n'est certes pas la grande vague brune qu'on pouvait craindre. Cependant,

si les deux groupes d'extrême droite (CRE et ID) parviennent à s'unir (ce qui n'est pas garanti), ils deviendront la troisième force, tirant vers eux les droites traditionnelles. Alors que l'alliance des socialistes (S&D) ne perd que trois sièges, les Verts européens fondent comme un glacier, perdant 20 sièges d'un coup. Le baromètre est stable, en revanche, pour les gauches radicales.

Qu'attendre de cette recomposition du paysage politique européen ? Malgré la perte d'une vingtaine de sièges par le groupe libéral Renew, la grande coalition proeuropéenne qu'il formait avec le PPE et les S&D devrait se maintenir, avec une majorité plus fragile. On peut espérer voir le Pacte vert tenir le coup, mais le recul des Verts rendra plus difficiles les avancées socialistes sur les politiques sociales et la transition juste. L'objectif sera surtout défensif : il s'agira de conserver les acquis comme la capacité d'investissement des États et le Socle européen des droits sociaux.

Par ailleurs, l'union ponctuelle des droites modérées et radicales pourrait devenir plus fréquente, entravant les projets législatifs les plus progressistes en matière sociale, d'environnement ou d'égalité de genre. Le rôle pivot des libéraux, dans ce cas, les placera face à une grande responsabilité. Il est également probable que la présidente de la Commission (Ursula von der Leyen) continue de coopter une partie du programme de l'extrême droite en matière d'immigration, dans l'espoir d'éroder sa base électorale, en dépit de l'inefficacité patente de cette stratégie. La mise en œuvre du « Nouveau pacte pour l'asile et la migration » mettrait alors l'accent sur ses aspects restrictifs et répressifs.

Sur les questions de sécurité et de défense - domaines où le Conseil fixe les

grandes orientations - la nouvelle composition du Parlement n'augure pas d'inflexions majeures. Sur le plan du commerce extérieur, le recul de la gauche renforcera la probabilité de traités de libre-échange fondés sur l'abaissement généralisé des normes sociales et environnementales. L'aide au développement, enfin, pourrait aussi pâtir de cette recomposition et se voir de plus en plus mise au service de politiques migratoires restrictives.

Le déluge

Sous l'influence visible d'un décrochage populaire, une bonne partie de l'Europe occidentale et centrale connaît un mois de juin froid et humide. L'extrême droite y enregistre des résultats historiques, quelle que soit la configuration : au gouvernement, elle confirme sa domination en Italie (29 %) et en Hongrie (45 %) ; dans l'opposition, elle inflige de cruels revers au gouvernement de centre droit en France (31 %) et en Autriche (25 %), ou de centre-gauche en Allemagne (16 %) et en Slovénie (31 %). Traditionnellement propices au vote sanction, les élections européennes ne semblent pas avoir eu cet effet contre l'extrême droite au pouvoir, à de rares exceptions. Elles ont, en revanche, poussé Emmanuel Macron à dissoudre l'Assemblée nationale et à organiser des élections législatives anticipées, tandis que son homologue allemand, Olaf Scholz, résiste aux injonctions dans ce sens. Même lorsqu'elle ne réalise pas le raz-de-marée attendu, les scores de l'extrême droite restent considérables, comme en Belgique où le Vlaams Belang se hisse à la deuxième place aux élections fédérales (14 %), mais arrive en tête dans le collège néerlandophone aux européennes. En son absence, ce n'est pas nécessairement la gauche qui perce, comme en témoigne le résultat décevant du Sinn Féin en Irlande (11 %), bien en deçà des projections, et l'écroulement du parti socialiste en Bulgarie qui, avec 7 % des voix, divise son score par trois. Si la résilience des familles conservatrice et social-démocrate devrait permettre de maintenir l'extrême droite en partie hors du jeu des alliances au Parlement européen (à moins que les conservateurs ne coupent le cordon), celle-ci dispose désormais d'une représentation et d'un pouvoir de nuisance considérables au niveau européen.

La météo reste nuageuse sur les Balkans, dans le Benelux et dans le centre de l'Europe

Les équilibres y restent la plupart du temps inchangés au profit de la droite au pouvoir. C'est le cas en Grèce, à Chypre et en Croatie, malgré la poussée notable de forces antisystème, qu'il s'agisse de formations de gauche (les communistes grecs et la gauche écologiste croate Nous pouvons !), d'extrême droite (Solution grecque, Mouvement patriotique en Croatie, Front populaire national à Chypre) ou inclassables (celle du youtubeur chypriote Fidias Panayotu). Ailleurs, sans s'effondrer pour autant, la gauche obtient des résultats peu réjouissants. Aux Pays-Bas, si la coalition entre les sociaux-démocrates et les Verts leur a permis d'arriver devant la liste d'extrême droite, le score cumulé des deux formations (21 %) baisse de près de 10 % par rapport à 2019.

Au Luxembourg le net rebond du parti social-démocrate (22 %) compense la chute des écologistes (12 %), pour un pourcentage cumulé de la gauche sensiblement similaire à celui de 2019. En Lituanie, le parti social-démocrate, arrivé en deuxième position avec 18 %, obtient un résultat bien en deçà des prévisions pré-électorales. Sur l'archipel maltais, si le Parti travailliste arrive en tête avec 45 % des voix contre 42 % pour le Parti nationaliste, il s'agit du plus mauvais score de son histoire lors d'un scrutin européen. En Slovaquie, la défaite du sulfureux Robert Fico profite à une formation d'orientation sociale-libérale, tandis qu'en Roumanie la stratégie de grande coalition entre sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens (49 % des voix à deux) promet, à terme, de nourrir l'extrême droite. Enfin, en République tchèque, les bons résultats de la coalition de gauche emmenée par le parti communiste (en quatrième position avec près de 10 % des voix) ne compensent pas la domination de la compétition politique par les forces de droite et de centre droit.

Les éclaircies, dans le paysage politique européen, se font timides

Quelques rayons de soleil percent cependant les nuages au-dessus de la péninsule



ibérique, où les partis sociaux-démocrates présentent une remarquable stabilité. Au Portugal, le parti obtient la première position et 32 % des voix, enrayant ainsi son récent déclin, même si la droite dans son ensemble bénéficie d'un vent favorable depuis la démission du Premier ministre Antonio Costa et les législatives de mars dernier. En Espagne, le PSOE au gouvernement résiste remarquablement bien avec 30 % des voix, même s'il doit céder la première place aux conservateurs (34 %). À sa gauche, en revanche, le tonnerre gronde entre les différentes composantes d'un espace qui se réduit comme peau de chagrin à mesure que l'hégémonie socialiste sur la gauche se renforce. En Pologne, l'embellie observée lors du scrutin législatif n'est que partiellement confirmée : si les nationalistes du PIS y sont de nouveau devancés par la coalition de centre droit proeuropéenne (KO) emmenée par Donald Tusk, la mauvaise nouvelle est l'irruption inattendue d'une liste d'extrême droite, remportant d'emblée 12 % des votes. Les meilleures nouvelles viennent des pays nordiques, où la gauche enregistre des bons résultats au détriment de l'extrême droite. Au Danemark

et en Finlande, le score combiné des trois formations de gauche atteint 43 % - et ce, malgré le bon résultat du parti conservateur finlandais, actuellement au pouvoir. Enfin, en Suède, ce score cumulé atteint même près de 50 %, répartis entre les sociaux-démocrates (25 %), les écologistes (14 %) et le Parti de gauche (11 %). Cette brise rafraîchissante venue du Nord est cependant bien trop isolée, à l'échelle du continent, pour peser sensiblement sur les équilibres de la prochaine législature.

Arthur Borriello est politologue et membre du collectif de *Politique*.

Pierre-Étienne Vandamme est chercheur en philosophie politique à la l'université de Leuven. Il est l'auteur de *Démocratie et justice sociale* (Vrin, 2021) et, avec Fabien Tarrit, de *G.A. Cohen : sauver l'égalité* (Michalon, 2023). Il est membre du collectif de la revue *Politique*.

Paru dans *Politique*, www.revuepolitique.be/revues/.

Solidifier, enraciner le Nouveau Front populaire

Maxime Combes

Pendant sept ans, la politique d'Emmanuel Macron a nourri le vote d'extrême droite, au point de lui ouvrir les portes du pouvoir. La mobilisation populaire autour du programme du Nouveau Front populaire¹ et un barrage républicain efficace les ont refermées avec autorité, nous offrant un répit bienvenu. Il est désormais temps de solidifier, enraciner et déployer cette expérience aussi nécessaire que fragile.

Propositions

Par la dissolution surprise de l'Assemblée nationale au soir du résultat des élections européennes, Emmanuel Macron avait ouvert la porte du pouvoir à l'extrême droite. « Sans sursaut populaire, l'extrême droite est en position d'arriver au pouvoir le 7 juillet », avais-je écrit au lendemain de cette dissolution². Catalysés par la constitution du Nouveau Front populaire, et amplifiés dans ses résultats par la mise en œuvre d'un barrage républicain efficace, le sursaut et la mobilisation populaire ont violemment refermé la porte du pouvoir sur les doigts du RN et de Jordan Bardella. Ils n'ont pas disparu, ils sont toujours là, mais ils sont derrière la porte. « Ouf », comme le dit Étienne Davodeau dans son dessin. [...]

Nous avons gagné du répit. Soyons-en soulagé·es et heureux·ses. Toutes celles et ceux qui se sont mobilisé·es ces dernières semaines pour faire barrage à l'extrême droite et faire voter pour le Nouveau Front populaire (NFP) peuvent en être fier·es : la

République leur doit beaucoup. Nous leur devons toutes et tous beaucoup.

N'oublions jamais que ce résultat et ce moment de répit n'auraient pas été possibles sans l'engagement résolu et déterminé des organisations de la société civile (associations, syndicats, ONG etc.), et de ces milliers de personnes, parfois sans expérience politique, qui se sont engagées sur le terrain. Il faut également saluer le rôle des médias locaux (France Bleu, France 3 régions, etc.) ainsi que les médias indépendants pour leur capacité à débusquer la vraie nature des candidats RN.

Le RN reste aux portes du pouvoir

Ne nous trompons pas. Par sa politique de brutalisation systématique et d'aggravation des inégalités, Emmanuel Macron, lui qui s'était engagé à faire refluer les raisons d'un vote extrême droite, n'a cessé de le nourrir. Les 10,8 millions de nos concitoyen·nes qui ont voté pour un candidat d'extrême droite au premier tour des législatives n'ont pas disparu. Le RN n'est pas défait. Il y a tant à faire pour que ces sursauts et mobilisations populaires ne restent pas sans lendemain et pour faire refluer durablement le vote RN.

Le plus dur commence, même, sans doute. Comment rester mobilisé·es, comment rester efficaces, comment rester dynamiques alors que les élections sont derrière nous, et alors la fatigue, le besoin de vacances et l'envie de faire autre chose nous traversent de part en part ? Prendre soin les un·es des autres, s'entraider et se soutenir, n'est d'ailleurs pas le moindre des défis devant nous. Le tout alors qu'il est nécessaire de dégager du temps et de l'énergie pour faire le bilan de cette séquence, ainsi que pour continuer

1. Pour télécharger le programme, cliquer ici sur [Nouveau Front populaire](#).

2. <https://blogs.mediapart.fr/maxime-combes/blog/110624/front-populaire-convoquons-10-100-1000-assemblees-populaires-locales-pour-gagner>.

à se former et s'informer, ainsi que pour se ressourcer.

Le camp présidentiel refuse de reconnaître que le NFP est en tête

À l'Élysée, dans les ministères, dans les instituts de sondages et chez les faiseurs d'opinion, personne n'imaginait que le NFP puisse arriver en tête du second tour des législatives. En décidant de dissoudre, Emmanuel Macron avait parié sur l'éparpillement des voix de gauche pour que ses candidat·es soient seul·es au second tour face à ceux du RN. Le NFP a mis en échec cette stratégie. Avant le premier tour des législatives, éditorialistes et médias de droite n'ont cessé de taper sur le NFP pour le délégitimer. Nouvel échec. Entre les deux tours des législatives, les mêmes n'ont cessé de parier sur une victoire du RN. Nous avons toutes et tous, à nouveau, fait mentir ce présage : le NFP a gagné l'élection et une majorité relative.

Mais le camp présidentiel refuse de s'y résoudre. Emmanuel Macron refuse la démission de Gabriel Attal et essaie de gagner du temps et faire oublier que le NFP est arrivé en tête. Défait aux élections européennes, battu sévèrement au premier tour des législatives, et sauvé des eaux au deuxième tour par un efficace barrage républicain, le camp présidentiel d'Emmanuel Macron se comporte comme s'il avait gagné les élections et était légitime à former un gouvernement. Pourquoi ? Pour tenter de faire exploser le NFP.

Les premières prises de position des leaders du NFP sont néanmoins plutôt rassurantes : le NFP n'a pas volé en éclat dès le soir des résultats comme cela avait été pronostiqué. Et les représentant·es du NFP, qui sont en train de négocier, affirment refuser les arrangements de couloir contraires aux résultats des législatives, et ils se disent « prêt·es à gouverner » et à appliquer les mesures d'urgence du programme. À nous de maintenir la pression pour qu'ils se montrent dignes et à la hauteur des enjeux de la période.

« Ne jamais gâcher une bonne crise »

Élysée, instituts de sondages et faiseurs d'opinion n'avaient pas prévu ce scénario. Ne sous-estimons donc pas cette opportunité. Faisons nôtre le principe trop souvent

appliqué avec succès par les tenants de l'ordre néolibéral et conservateur : « Il ne faut jamais gâcher une bonne crise. » Car crise il y a pour le bloc d'extrême droite qui pensait gagner. Et crise il y a aussi pour le bloc présidentiel qui ne pensait pas qu'un bloc des gauches et de l'écologie puisse se reconstituer sur un programme de rupture économique, écologique et sociale.

Il y aurait bien entendu beaucoup à dire et à écrire sur ce qu'il faudrait faire dans les jours qui arrivent. Permettez-moi de me limiter à ce qui me semble dépendre essentiellement de celles et ceux qui se sont mobilisé·es sur le terrain depuis des semaines, qu'ils soient issus du mouvement associatif et syndical, des partis politiques ou simples citoyen·nes soucieux de notre avenir commun. Si ce qui suit est nourri de l'expérience que nous menons là où j'habite, ces propositions n'engagent bien sûr que moi :

1) Solidifier le NFP : parce que le camp présidentiel refuse de reconnaître que le NFP est arrivé en tête, parce que la période est pleine d'incertitudes, parce que les scénarios à venir ne sont pas écrits d'avance, il est de notre responsabilité collective solidifier le Nouveau Front populaire : renforcer son ancrage du dans la société civile et faciliter l'engagement et la participation de celle-ci, y compris par des rendez-vous réguliers entre le NFP et la société civile qui l'a soutenu ; permettre à celles et ceux qui se sont mobilisés pour la première fois, ou qui sont engagés dans d'autres initiatives, de le faire dans la durée ; ne pas laisser les QG des principaux partis politiques du NFP décider seuls ; rester mobilisé·es pour poursuivre notre travail d'information (porte à porte, marchés, etc.), que ce soit pour expliquer et soutenir les premières mesures d'urgence que le gouvernement NFP aura pris, ou bien pour dénoncer les manœuvres et entourloupes visant à empêcher que le NFP puisse gouverner. Pour cela, du matériel sera rapidement nécessaire.

2) Enraciner le NFP : de la même manière que j'avais appelé, au lendemain de la dissolution, à constituer 10, 100, 1 000 assemblées citoyennes du NFP, je me permets de renouveler cette proposition³. Parce qu'il

3. *Idem*.

est nécessaire de pérenniser et étendre les groupes de campagne qui ont été constitués ces trois dernières semaines pour faire élire des députés NFP. Sans attendre l'autorisation des quartiers généraux, sans attendre que la consigne soit passée, il est urgent de recréer et/ou de renforcer des espaces collectifs où l'on puisse discuter de la situation politique et des initiatives à prendre à l'échelle d'un village, d'un canton, d'un quartier, d'une ville ou d'une entreprise. Parce que c'est le seul moyen de faire avec celles et ceux pour lesquels le NFP se bat, et non de faire en leur nom et sans eux. Enfin parce que ce sera le seul moyen pour ne plus perdre, et demain peut-être, regagner du terrain face à l'extrême droite dans les territoires dans lesquels nous vivons. N'attendons pas qu'il soit trop tard pour nous organiser.

3) Déployer le NFP: dans beaucoup de coins ce pays, y compris par chez moi, le NFP est un peu notre dernière chance pour imaginer reconstruire une alternative politique face à l'avancée du RN. Pas parce que la gauche et les forces progressistes ont disparu de ces coins de territoire, mais elles sont souvent parcellisées et engagées sur des initiatives (expériences alternatives, solidarité concrète, activités économiques alternatives, etc.) qui ne sont pas toujours en

lien et en mesure de nourrir un projet politique. Cela prendra du temps, mais le NFP est aujourd'hui ce que nous avons de plus opérationnel et concret pour ouvrir des espaces de mobilisations et de discussions larges et inclusifs en mesure d'intéresser plus que quelques militant·es aguerris·es. Faire connaître, mais aussi débattre et enrichir le programme du NFP, prendre des initiatives hors périodes électorales, coordonner ces différents groupes sur le territoire pour échanger retours d'expériences et bonnes idées, expérimenter de nouvelles façons de nous organiser et de faire de la politique, voilà qui va demander moyens humains et financiers mais qui est absolument clé pour la suite. Y compris pour que le NFP ne se referme pas sur un cartel des gauches. Faut-il d'ores et déjà un RDV national pour qu'une telle rencontre soit possible? Probablement.

Maxime Combes est économiste et auteur de *Sortons de l'âge des fossiles! Manifeste pour la transition* (Paris, Le Seuil, 2015) et coauteur de *Un pognon de dingue mais pour qui? L'argent magique de la pandémie* (Paris, Le Seuil, 2022).

Source: *Mediapart*.



Les exigences sociales doivent être entendues !

CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, FSU, UNSA, Solidaires

Ce dimanche 7 juillet, la participation au second tour des élections législatives a atteint un record. C'est un signal démocratique fort, une mobilisation citoyenne inédite depuis de nombreuses années.

Nos organisations saluent ce sursaut démocratique et républicain. Celui-ci ne doit pas cacher que les résultats de ces élections législatives sont un signal et une alarme pour chacun et chacune d'entre nous. Le message des électeurs et électrices doit être entendu. Après ces élections législatives, les attentes des travailleurs et travailleuses que nos organisations portent chaque jour demeurent. Il y a urgence à ce que la parole des travailleuses et des travailleurs soit plus et mieux prise en compte.

Il faut mettre fin à la précarité, au sentiment de déclassement et répondre aux attentes en matière de pouvoir d'achat et d'augmentation des salaires, du point d'indice, des minima sociaux et des pensions. La réforme de l'assurance chômage doit être définitivement abandonnée et la réforme des retraites doit être abrogée pour rassembler le pays. C'est la seule issue pour cette réforme massivement rejetée et combattue par une mobilisation

historique de plusieurs mois. L'égalité entre les femmes et les hommes doit enfin se concrétiser dans le monde du travail. Une vraie politique industrielle doit permettre de relocaliser et transformer notre industrie afin de répondre aux enjeux de la transition écologique et à la pérennisation et au développement des emplois. Nos services publics doivent être réellement accessibles sur l'ensemble du territoire. Notre système de santé, de prise en charge de la dépendance, notre système de justice, notre école notre enseignement supérieur et notre recherche, sont asphyxiés et ont besoin d'investissements

massifs qui peuvent être financés par des mesures de justice fiscale. Enfin, nous rappelons notre exigence de revoir en profondeur les « ordonnances travail » pour rétablir les droits et protections des travailleuses et travailleurs dans le secteur privé comme nous revendiquons un renforcement du dialogue social dans les fonctions publiques.

Pour prendre en compte ces exigences sociales, démocratie sociale et démocratie parlementaire doivent retrouver pleinement leur rôle et leur complémentarité. La période qui s'ouvre doit permettre un rôle renouvelé et renforcé du dialogue social en redonnant toute sa place à la négociation collective entre acteurs sociaux.

Cette campagne électorale a profondément clivé le pays, jusque dans les collectifs de travail. Elle a été marquée par de nombreuses paroles racistes, antisémites, homophobes décomplexées et par de nombreuses violences. L'heure est au rassemblement et à

l'apaisement. Nos organisations syndicales s'engagent à travailler ensemble contre le racisme et l'antisémitisme, contre toutes les formes de discrimination sur l'ensemble des lieux de travail, dans les entreprises comme les administrations.

Nos organisations continueront à rester en contact étroit afin de prendre toutes les initiatives nécessaires pour gagner enfin des améliorations qui changent concrètement le quotidien dans les conditions de vie et de travail des travailleuses et des travailleurs.

Paris, 11 juillet 2024

Tous contre l'extrême droite, comme un seul homme !

Éliane Viennot et Joëlle Wiels

Cette tribune a été publiée dans *Le Monde* du 26 juin 2024 (daté du 27 juin pour la version papier), sous le titre «L'absence de termes désignant les femmes dans le programme du NFP est un problème politique». On trouvera la liste des signataires en fin d'article.

On croyait la gauche convertie à l'égalité des sexes. Et donc à son langage, qu'on dit égalitaire, ou non sexiste, ou inclusif. On l'avait vue, cet automne, batailler contre le RN à l'Assemblée nationale (12 octobre) et contre les LR au Sénat (31 octobre), pour repousser leurs ridicules propositions de loi «contre l'écriture inclusive». Pendant la campagne des Européennes, on avait entendu des candidates et des candidats essayer de faire cet effort pour élargir leur horizon mental, et du coup réfléchir aux besoins des femmes, et même des milliers de gens qui ne sont pas des hommes - les enfants par exemple.

Il aura suffi d'une dissolution de l'Assemblée pour faire voler en éclat ce vernis, revenir au bon vieux temps du masculin qui l'emporte sur le féminin au point de le faire disparaître, et témoigner de la validité de l'axiome aujourd'hui bien documenté : «Qui parle au masculin pense au masculin».

La lecture du programme du Nouveau Front populaire est à ce titre lumineuse. En 23 pages, trois expressions seulement de cette parité linguistique pour laquelle on combat en France depuis les années 1980, dont deux sont situées en ouverture, comme le faisait le général de Gaulle : «Les femmes et les hommes» dans la première ligne du Préambule, «les Françaises et les Français»

dans l'avant-dernière. Ensuite c'est terminé, à part un «tous et toutes» perdu dans le propos sur le service public. Il est question des députés, des agriculteurs, des auteurs, des acteurs, des magistrats, des greffiers, des agents, des policiers, des salariés, des morts, des inspecteurs, des intermittents, des travailleurs, des étudiants, des professeurs, des exilés, des migrants, etc.

Si l'on veut bien croire que «les dirigeants du Hamas» soient un groupe non mixte, ce n'est pas le cas des autres. Qui sont même parfois très féminisés, à l'image «des Français grandement paupérisés par sept ans de macronisme et trois ans d'inflation», qui sont en grande majorité des Françaises : des travailleuses à temps partiel, des mères de familles monoparentales, des retraitées, des salariées peinant dans les métiers les moins valorisés. Quant aux soignants libéraux, aux aides-soignants, aux professionnels du grand âge, ils sont ultra-minoritaires dans leurs professions. Un seul groupe est ici nommé au féminin, celui des Accompagnantes d'élèves en situation de handicap - où il y a pourtant quelques hommes ; mais c'est si féminin de s'occuper d'enfants !

Aucune logique grammaticale, c'est clair, ne sous-tend ces choix. La seule logique à l'œuvre ici, c'est l'idéologie patriarcale, qui règne dans les groupes politiques où elle devrait être combattue, et où elle ne l'est pas suffisamment. D'où l'oubli de l'éducation à l'égalité, à la sexualité, au respect de l'autre, dans la «grande loi éducation», qui devrait aussi prévoir la parité des formations, seul moyen d'éviter la concentration des femmes dans les secteurs les plus mal payés. D'où la condamnation de la haine des juifs et de la haine des musulmans, mais non de la haine des femmes, et la demande de plans interministériels pour lutter contre ces deux fléaux,

mais non contre la masculinité toxique, qui produit pourtant chaque année 130 féminicides, 84 % des accidents de voiture mortels, 86 % des meurtres, 97 % des violences sexuelles..., et qui coute à l'État 95 milliards d'euros en frais de justice, de santé, de réparation des bâtiments publics, d'entretien des prisonniers. D'où l'inscription de ce programme sous la bannière «liberté, égalité, fraternité», comme si ce dernier terme, ajouté aux premiers en 1848 par les pères du fameux «suffrage universel», ne devait pas être remplacé par le mot solidarité. D'où l'absence du mot parité, même quand on parle d'aller «Vers une 6^e République», et de l'expression «égalité des sexes» dans l'ensemble du programme. D'où le silence sur l'inévitable protection accordée aujourd'hui aux hommes violents et aux prédateurs sexuels, dans la rubrique «Sûreté, sécurité et justice».

D'où enfin la relégation en page 19 - juste avant la question de la maltraitance animale - d'une rubrique à moitié consacrée aux femmes («Étendre les droits des femmes et des personnes LGBTQI»), où l'égalité des salaires est mise sur le même plan que le congé menstruel (pour toutes les femmes?), et où la demande de «filiation par reconnaissance comme principe par défaut» ouvre toute grande la voie à la reconnaissance de la GPA.

L'absence des termes désignant les femmes dans ce programme n'est donc pas un problème de forme, ou de détail. C'est un problème politique. C'est le symptôme d'une absence de pensée sur l'égalité, que trahit l'ensemble du texte.

Les femmes sont la moitié de l'humanité, mais une moitié qui a été discriminée par l'autre. Il devrait donc en être question dans à peu près toutes les rubriques traitant de la société, du travail, de la politique, de la culture... On pourrait également, si tant est qu'il faille promouvoir la compétition plutôt que la coopération, souhaiter «Faire de la France la championne européenne des énergies marines», plutôt que «le leader européen». La France, c'est féminin. Et la langue française nous propose tout ce qui est nécessaire pour parler d'elle au mieux. Comme de nous, les femmes.

Allez, camarades, vous y arriverez! Votre proposition économique contient déjà autant de doublets en bonne et due forme que

de masculins qui l'emportent: 9. Et puis vous avez adopté les «droits humains» que les féministes promeuvent depuis 150 ans. Il reste à les revendiquer, pour rompre avec ces «droits de l'homme» auxquels les autorités françaises s'accrochent virilement, comme s'il ne s'était rien passé en 1944.

Rassurez-vous donc, camarades, on votera pour vous. Mieux vaut encore pour nous un programme de vieux gauchistes qu'un programme de jeunes fachos. Mais on attend que vous changiez. Et il ne faudra pas vous étonner de nous trouver sur votre route à chaque fois que vous ferez le choix de l'idéologie patriarcale.

Les signataires

Maïté Albagly, militante féministe; Olympia Alberti, écrivaine; Gaëlle d'Albenas, avocate; Nicole Albert, chercheuse indépendante, directrice de la rédaction de la revue *Diogène*; Daphné Albertine, autrice; Isabelle Alonso, écrivaine; Marc Anglaret, enseignant, militant syndical; Sophie Antoine, artiste, militante féministe et enfantiste, activiste Femen; Yaëlle Antoine, artiste circassienne, pédagogue, et cofondatrice de la collective Les Tenaces; Sylvie Avé, retraitée, vieille féministe; Agnès Avril-Conway, retraitée, militante féministe; Joëlle Ayats, correctrice; Bouchera Azzouz, réalisatrice, militante féministe; Katy Barasc, philosophe-essayiste; Marie-Noëlle Bas, présidente des Chiennes de garde; Francine Baudou, retraitée de l'éducation nationale; Marie-Alfrède Beaudoux, psychologue clinicienne; Gabriela Belaid, présidente de Centrale Supelec au féminin; Marthe Bernard, kinésithérapeute; Hélène Bidard, adjointe à la maire de Paris chargée de l'égalité femmes-hommes, de la jeunesse et de l'éducation populaire; Françoise Birkui, chargée de projet, IDEM question de genre; Oristelle Bonis, éditrice; Fleur Bonneau, responsable d'actions éducatives; Marie-Jo Bonnet, historienne, écrivaine, féministe; Joëlle Bouguen, retraitée; Sophie Bourrel, actrice; Danielle Bousquet, ancienne députée; Simone Bousquet, ancienne présidente de Citoyennes maintenant; Jacqueline Boutin, ancienne haute fonctionnaire, ancienne élue municipale; Anne Boyé, historienne des mathématiques; Françoise Brié, militante féministe, ex-membre du Haut Conseil à l'égalité femmes-hommes; Geneviève Brisac, écrivaine; Maryne Bruneau, dirigeante de centre de formation, autrice; Sophie Burlier, militante féministe, professeure; Danielle Bussy Genevois, professeure émérite Université Paris 8, histoire d'Espagne et du genre; Christine Buttin, retraitée; Jeanine Camillieri, professeure de philosophie; Maria Candea, linguiste; Claudia Casper, écrivaine; Stéphane Cazes, cinéaste; Flore de Chadirac, agente polyvalente; Catherine Chadeud, CPGE-histoire, secrétaire générale de Réussir l'égalité femmes-hommes; Sylvie Chaussée, citoyenne; Christian Cools, chargé de programmes; Isabelle Côte Willems, comédienne; Marlène Coulomb professeure émérite Université de Toulouse Jean-Jaurès, ancienne membre du Haut Conseil à l'égalité femmes-hommes; Geneviève Couraud, ancienne élue socialiste, membre du conseil national du PS, présidente d'honneur d'ECVF; Catherine Coutelle, députée 2007-2017, présidente de la



Délégation droits des femmes 2012-2017; Noémie De Latre, artiste; Monique Dental, présidente du Réseau féministe Ruptures; Marie-Dominique De Suremain, officière de la Légion d'honneur; Blandine Deverlanges, militante et activiste féministe; Laurence Dionigi-Lunati, journaliste à *50/50 le magazine de l'égalité F-H*; Latifa Drif, retraitée; Julien Dubost, libraire; Geneviève Duché, économiste; Manuela Dufour, étudiante en philosophie, militante féministe; Marie-Jeanne Dumont, historienne de l'architecture; Paulette Dumont, retraitée de l'éducation nationale; Sylvia Duverger, journaliste; Didier Epszajn, animateur du blog *Entre les lignes entre les mots*; Michèle Eypert-Duché, retraitée; Isabelle Faillenot, ingénieure de recherche, Université Saint-Étienne; Evelyne Faivre, entrepreneure; Jacqueline Farmer, réalisatrice, productrice; Jacqueline Feldman, directrice du CNRS honoraire, co-fondatrice de Féminin-Masculin-Avenir; Caroline Flepp, directrice de publication et rédactrice en chef de *50-50 Magazine*; Nicole Fouché-Grobla, chercheuse CNRS, présidente de Réussir l'égalité femmes-hommes; Geneviève Fraisse, philosophe, directrice de recherche émérite CNRS; Marie-Hélène Franjou, médecine; Margot Gallimard, editrice; Odile Garnier, secrétaire de l'éducation nationale; Françoise Gaspard, ancienne députée-maire; Xavière Gauthier, autrice, universitaire, journaliste féministe; Émilie Genoud, infirmière; Pierre-Yves Ginot, consultant égalité, cofondateur de Femmes ici et ailleurs; Josiane Gonthier, agrégée de lettres; Lilou Gourdant, militante féministe, étudiante en sociologie; Marie-Pascale Grenier, comédienne; Brigitte Grésy, ancienne présidente du Haut Conseil à l'égalité femmes-hommes; Marie Guerini, militante HF-IDF; Sylvie Guichenuy, comédienne; Léa Guilan, enseignante; Claudé Halboub-Maître, enseignante; Bérénice Hamidi, professeure des universités, Lyon 2; Chantal Hibon, ancienne professeure d'histoire-géographie; Brigitte Joseph-Jeanneney, autrice; Sonia Kanclerski, ingénieure développement, Toulouse; Dominique Lavergne, retraitée, militante associative Charentes Maritimes; Amy Lee Lavoie, scénariste; Lucette Lebeau, administratrice de l'Amicale du Nid; Annie Léchenet, ex-maîtresse de conférences en philosophie, Université Lyon 1; Chloé Lederman, auto-entrepreneure; Raphaëlle Legrand, professeure de musicologie, Sorbonne Université; Elisabeth Leininger, psychanalyste; Catherine Le Magueresse, doctoresse en droit, chercheuse; Véronique Le Ru, professeure de philosophie, Université de Reims; Amélie Lescroël, libraire, chercheuse en écologie; Carine Lorenzoni,

autrice, editrice; Michèle Loup, ancienne conseillère régionale d'IDF chargée de l'Égalité Femmes/Hommes; Olive Loyer, étudiante, féministe; Éric Luter, trompettiste de jazz; Fabienne Maître, enseignante; Olivier Manceron, médecin, militant antivaldiste et antisexiste; Françoise Mariotti, psychosociologue; Lore Marsicek, commerçante, militante associative Hérault; Nathalie Masduraud, réalisatrice; Nicolas Mathevon, professeur à l'Université de Saint-Étienne; Patricia Mathevon, professeuse agrégée de SVT; Blandine Métayer, actrice, autrice; Sophie Millon, comédienne; Florence Montreynaud, historienne; Vigdis Morisse-Herrera, cheffe d'entreprise; Benjamin Moron-Puech, professeur agrégé de droit privé et de sciences criminelles, Université Lyon2; Elisabeth Motsch, écrivaine, editrice; Laure Murat, historienne, écrivaine, professeure à UCLA; Naouel Nefissi, accompagnante d'élèves en situation de handicap (AESH), féministe; Maud Olivier, ex-députée Parti socialiste; Rémi Panossian, pianiste; Edith Payeux, agrégée de lettres, autrice, membre de Réussir l'égalité femmes-hommes; Elsa Pérusin, comédienne; Evelyne Peyre, chercheuse CNRS honoraire; Lucile Peytavin, historienne, essayiste; Emmanuelle Piet, médecin, militante féministe; Catherine Piffaretti, comédienne; Pascale Platard, militante féministe; Annick Proriot, cadre de santé; Raphaëlle Rémy-Leleu, militante écoféministe, Nouveau Front populaire; Annie Richard, présidente d'honneur de Femmes Monde; Laure Richard, militante féministe radicale et architecte; Valentine Rioufol, agente immobilière; Marie-Claude Ripert, professeure de lettres; Brigitte Rochelandet, historienne, conférencière; Brigitte Rollet, chercheuse, enseignante, essayiste; Sonia Salami, militante féministe, bibliothécaire; Muriel Salle, enseignante-chercheuse; Cécile Schutz, médecine généraliste, militante associative Hérault; Claude Servan-Schreiber, écrivaine; Marie Siméon-Perrin, responsable décarbonation dans l'industrie métallurgique; Neige Sinno, écrivaine; Anne-Marie Sirmain, ex-directrice du CIDFF-34; Aissata Soumah, militante féministe Vaucluse; Francine Sporenda, ex-maîtresse de conférences, responsable du site *Révolution féministe*; Marie-Laure Steinbruckner, chargée d'étude et de recherche; Christelle Teraud, historienne et féministe; Estelle Teyssier, professeure de SVT; Edison Tieche, président du Cercle solidariste et mutualiste Léon-Bourgeois Les radicaux en commun; Marina Tomé, actrice, autrice, metteuse en scène; Victoire Tuillon, autrice, journaliste, podcasts *Les Couilles sur la table & Le cœur sur la table*; Typhaine D, artiste féministe, inventrice de la féminine universelle; Valérie Urrea, réalisatrice; Léo Varnet, chercheur en psycholinguistique au CNRS; Perrine Vasque, journaliste; Michèle Vianès, présidente de Regards de femmes; Éliane Viennot, historienne, littéraire, ancienne présidente de la Société internationale pour l'étude des femmes de l'Ancien Régime; Frédérique Villemur, historienne d'art; Michèle Vitrac-Pouzoulet, présidente d'ECVF, ancienne conseillère régionale d'IDF; Françoise Vouillot, universitaire, ancienne présidente de la commission « Lutte contre les stéréotypes et rôles sociaux » du Haut Conseil à l'égalité femmes-hommes; Joëlle Wiels, biologiste, directrice de recherche au CNRS, ancienne cheffe de la Mission parité du ministère de la recherche

ABONNEZ-VOUS, C'EST GRATUIT!

Adresses.la.revue@gmail.com

73





VIC

STAIRES ET « ULTRA-GAUCHE

POUR UNE CRITIQUE

Déchet, Jean-Paul Gauthier

Les Français des années tro

l'histoire syndicale antichristian

UTOPISTE
debout